



Assemblée générale

Distr. générale
31 août 2010
Français
Original: anglais et français

**Comité exécutif du Programme
du Haut Commissaire**
Soixante et unième session
Genève, 4-8 octobre 2010
Point 7 de l'ordre du jour provisoire
**Examen et adoption du Budget-programme
biennal (révisé) 2010-2011**

Budget-programme biennal pour 2010-2011 (révisé)* du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Rapport du Haut Commissaire**

* Ce document présente les besoins budgétaires révisés consolidés pour le Programme biennal du HCR de 2010-2011. Les besoins au titre du Budget-Programme biennal 2010-2011 ont été initialement présentés au Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire dans le document A/AC.96/1068, et adoptés par le Comité à sa soixantième session plénière d'octobre 2009. Les besoins révisés sont présentés pour examen et adoption par le Comité exécutif à sa soixante et unième session plénière d'octobre 2010.

** Soumission tardive en raison de retards dans la préparation des documents suite à des problèmes techniques au niveau de l'interface entre les anciens et les nouveaux logiciels.

Résumé

Le Budget-programme biennal 2010-2011 (révisé) du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) présente les besoins budgétaires révisés consolidés pour les années 2010 et 2011.

Il s'agit de la première période biennale pour la structure budgétaire révisée du HCR et ce document présente à la fois les besoins révisés de 2010 et les besoins révisés initiaux de 2011. A des fins de comparaison, les données pertinentes pour 2009 ont été incluses dans les tableaux.

La première partie présente les questions budgétaires générales ainsi que les initiatives clés. Ces initiatives traduisent essentiellement les progrès en cours concernant les changements apportés par le HCR depuis 2009, notamment la budgétisation basée sur les résultats et le logiciel connexe *Focus*, ainsi que les efforts conduits pour évaluer de façon globale, par le biais d'une évaluation des besoins globaux, les besoins des personnes assistées par le HCR. L'une des questions majeures concerne les meilleurs moyens de mesurer et de relater l'impact des ressources budgétaires consacrées à la mise en œuvre des priorités stratégiques globales, expérience qui a été conduite dans huit pays pilotes. De nouveaux ajustements et de nouvelles améliorations à *Focus* seront nécessaires pour que le HCR soit mieux à même d'atteindre les objectifs fixés et d'en faire rapport. Les efforts déployés pour mettre en œuvre la politique révisée du HCR concernant les réfugiés urbains sont également mis en exergue et la couverture des populations réfugiées urbaines a été intégrée dans l'examen des besoins de ressources proposés pour 2011. Le budget révisé pour 2011 présente également une disposition importante concernant les Normes internationales de comptabilité du secteur public (IPSAS). Le budget révisé prévoit un montant de 3,1 millions de dollars E.-U. contre un crédit initial de 0,4 million, suite à la décision prise de différer l'adoption des IPSAS en 2012. En revanche, aucun crédit n'est prévu dans le budget révisé de 2011 pour couvrir le financement du passif lié aux prestations à et après la cessation de service.

La deuxième partie présente les budgets révisés et proposés pour 2010 et 2011 ; le budget d'appui ; et une information détaillée sur les besoins révisés pour 2010 et 2011 concernant les programmes, l'appui au programme, la gestion et l'administration ; et les postes connexes. Par rapport aux budgets approuvés pour 2010 et 2011 de 3 007,3 millions de dollars E.-U. et 2 780 millions respectivement, les besoins révisés pour ces deux années s'établissent aujourd'hui à 3 150,6 millions de dollars E.-U. et 3 320,8 millions respectivement. L'explication de cette augmentation est donnée dans les sections E. et F.

La troisième partie fournit une information détaillée sur les budgets, les dépenses et les postes aux niveaux mondial, régional et national sous forme de tableaux.

Le projet de décision générale sur les questions relatives à l'administration, aux finances et aux programmes, présenté pour examen et adoption à la soixante et unième session du Comité exécutif se trouve à la fin de la deuxième partie.

La date butoir fixée pour l'information budgétaire est le 30 juin 2010 sauf indication contraire. D'autres informations pertinentes figurent dans le *Rapport global 2009* du HCR et, en temps utile, dans l'*Appel global pour 2011 - Actualisation*.

La suite donnée aux observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant le Budget-programme biennal du HCR pour 2010-2011 (A/AC.96/1068/Add.1) se trouve à l'annexe I.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Questions budgétaires générales	1-66	5
A. Ressources et dépenses en 2009	1-4	5
B. Tendances globales au niveau du financement et des dépenses.....	5-9	5
C. Budget ordinaire des Nations Unies	10-11	7
D. La Réserve relative aux « Activités nouvelles ou additionnelles – liées au mandat »	12-14	7
E.. Initiatives clés	15-66	8
1. Processus de changement de structure et de gestion du HCR	15-48	8
2. Adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) au HCR	49	14
3. Financement du passif lié aux prestations à et après la cessation de service	50	14
4. Sûreté et sécurité du personnel	51-54	14
5. Technologie de l'information et des communications.....	55-66	15
II. Proposition de Budget biennal révisé pour 2010-2011	67-125	17
A. Présentation générale	67-125	17
B. Le processus d'évaluation des besoins globaux.....	70-82	17
1. Mise à jour sur les plans et les budgets de 2010-09-07	71-75	17
2. Besoins révisés pour 2011	76-78	18
3. Examen des plans et des budgets pour 2011	79-82	18
C. Priorités stratégiques globales	83-85	19
D. Récapitulatif de la proposition de budget révisé pour 2010-2011	86-90	19
E. Budget annuel révisé 2010.....	91-96	22
F. Budget annuel révisé proposé pour 2011	97-101	22
G. Budgets d'appui révisés proposés pour 2010-2011	102-124	24
1. Dépenses d'appui	102-104	24
2. Niveau global des postes	105-109	24
3. Classification des postes.....	110-113	27
4. Effectifs du HCR.....	114-124	28
H. Projet de décision générale sur les questions relatives à l'administration aux finances et au programme	125	30
 Tableaux		
I. Ressources en faveur des activités programmées en 2009		32
II. Budgets révisés 2010 par pays et pilier à l'intérieur des régions		33
III. Budgets révisés 2001 par pays et pilier à l'intérieur des régions		35

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
IV. Budgets supplémentaires du HCR pour 2009-2010		37
V. Budgets de terrain révisés 2011 par pays/territoire et par entité.....		39
VI. Dépenses de programmes du HCR en 2009 et estimations/projections pour 2010 et 2011		49
VII. Utilisation des ressources : Appui au programme et Gestion et administration au Siège		51
VIII a. Utilisation des ressources : Ventilation estimative des dépenses de Programmes et d'Appui au programme par pays à l'intérieur des régions (2009-2011)		52
VIII b. Utilisation des ressources : Ventilation estimative des dépenses de Programmes et d'Appui au programme par programme global (2009-2011).....		58
IX. Analyse des effectifs globaux (2009-2011).....		59
X. Utilisation des ressources : Ventilation des postes par pays à l'intérieur des régions		60
XI Postes financés au titre de l'allocation du Budget ordinaire (au 1 ^{er} janvier 2011)		66
XII a. Récapitulatif des activités de formation au HCR en 2009.....		67
XII b. Ventilation des budgets au titre des activités de formation en 2009		68
Annexes		
I. Suite donnée aux observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le Budget-programme biennal pour 2010-2011.....		69
II. Structure organisationnelle du HCR – 2010.....		72

I. Questions budgétaires générales

A. Ressources et dépenses en 2009

1. Bien que ce budget porte essentiellement sur les besoins révisés pour 2010 et 2011, il convient de noter toutefois que les besoins définitifs pour 2009 se sont établis à 2 293,4 millions de dollars E.-U. (A/AC.96/1083).

2. Le tableau suivant récapitule les chiffres de dépenses et de recettes correspondant pour 2009 (en millions de dollars des Etats-Unis) :

	<i>Budget annuel</i>	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Administrateurs auxiliaires (JPO)</i>	<i>Total Budget- programme annuel</i>	<i>Budget- programme supplémentaire</i>	<i>TOTAL</i>
Report	76,3	0	8,5	84,8	72,6	157,4
Recettes et ajustements	1 086,1	46	10,5	1 142,6	656,9	1 799,5
Total disponible	1 162,4	46	19,0	1 227,4	729,5	1 956,9
Dépenses	1 062,0	46	12,1	1 120,1	634,4	1 754,5
Solde	100,4	0	6,9	107,3	95,1	202,4

3. Comme l'indique le tableau du paragraphe précédent, le montant total des fonds mis à disposition pour 2009 s'est élevé à 1 956,9 millions de dollars E.-U., dont un report de 2008 de 157,4 millions de dollars E.-U. Une information détaillée sur l'utilisation des ressources en 2009 se trouve au tableau I de la troisième partie.

4. Une information détaillée sur les dépenses se trouve dans le *Rapport global 2009* du HCR ainsi que dans le document A/AC.96/1083 – *Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés : Comptes de l'exercice 2009*.

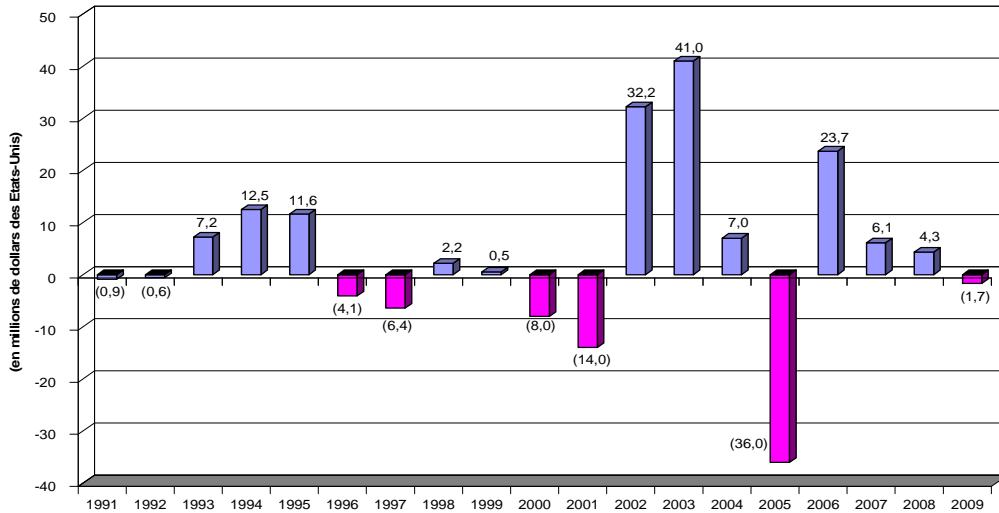
B. Tendances globales au niveau du financement et des dépenses

5. A l'exception de la contribution du Budget ordinaire des Nations Unies, toutes les contributions au HCR sont volontaires. En 2009, le montant des contributions volontaires a atteint 1 715,6 millions de dollars E.-U., soit 117,5 millions (ou 17 pour cent) de plus que l'année précédente. Cette importante augmentation est essentiellement due à la réponse positive des donateurs à l'augmentation des besoins globaux plus importants, particulièrement concernant la situation en Iraq.

6. En 2009, la crise financière mondiale a eu un impact sur le taux de change du dollar E.-U., engendrant beaucoup de volatilité sur le marché des changes. Ces fluctuations ont eu des retombées néfastes sur les contributions versées au HCR, avec des pertes de change de 14,4 millions de dollars E.-U. En outre, le HCR engage un pourcentage important de ses dépenses dans des devises autres que le dollar des Etats-Unis qui ont également beaucoup fluctué tout au long de l'année. En conséquence, le HCR a dû minimiser les effets des fluctuations de change sur le processus de planification du budget biennal.

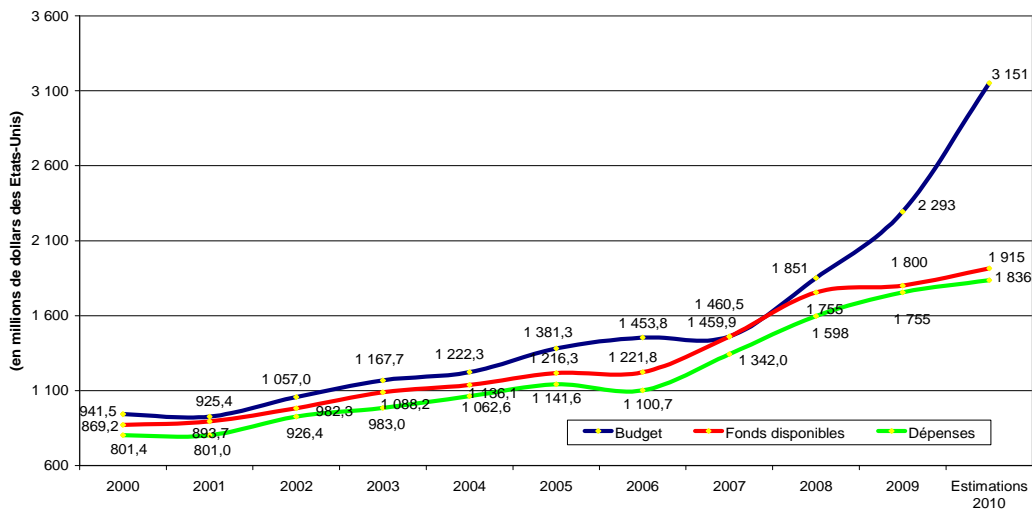
7. Concernant les ajustements de change globaux, le HCR a enregistré en 2009 une perte nette de 1,7 million de dollars E.-U. par rapport à un gain net de 4,3 millions en 2008 et un gain net de 6,1 millions en 2007. La figure A ci-dessous montre les tendances globales au niveau des pertes et des gains de change pour le HCR.

Figure A
Ajustements par rapport au taux de change – gains et pertes (1991-2009)



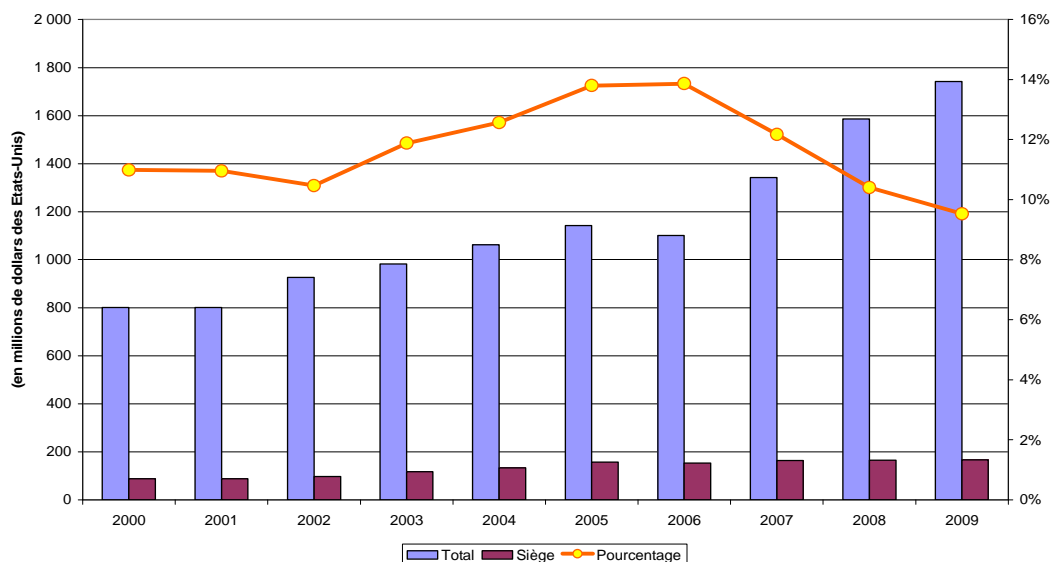
8. En 2006, le HCR a lancé un processus global de changement de structure et de gestion afin de réduire les coûts et, en conséquence, de combler le fossé entre le budget et les fonds mis à disposition. Des mesures de réforme substantielles ont été prises et, en 2008 notamment, ce fossé a été réduit. En 2009, les besoins globaux ont considérablement augmenté, essentiellement en raison des besoins accrus au titre des programmes supplémentaires. En 2010, avec l'adoption de la méthode d'évaluation des besoins globaux, la dotation budgétaire totale a considérablement augmenté. La figure B ci-dessous révèle le contraste entre les budgets, les fonds mis à disposition et les dépenses depuis l'an 2000. Les estimations pour 2010 sont encore provisoires.

Figure B
Budgets, fonds et dépenses du HCR (2000-2010)



9. Le processus de restructuration a également eu une incidence positive sur les coûts au Siège, comme le révèle la figure C ci-dessous. Par rapport à 2008, la part des dépenses du Siège en 2009 est passée de 10,4 à 9,7 pour cent.

Figure C
Pourcentage des budgets de dépenses du Siège (y compris Budapest) par rapport aux budgets de dépenses globales (2000-2009)



C. Budget ordinaire des Nations Unies

10. Le Statut de l'Office (Résolution 428(V) de l'Assemblée générale, article 20) dispose que les dépenses administratives du Haut Commissariat seront financées par imputation sur le Budget ordinaire des Nations Unies. La contribution de ce Budget ordinaire couvre à l'heure actuelle environ 41,3 pour cent des dépenses de gestion et d'administration du HCR, soit moins de 2 pour cent du budget global du HCR.

11. Pour la période biennale en cours, l'allocation du Budget ordinaire, telle qu'indiquée dans le Budget-programme proposé pour 2010-2011, adopté par l'Assemblée générale en décembre 2009, s'élève à 81 millions de dollars E.-U., soit 41 pour cent des dépenses de gestion et d'administration estimatives pour la période biennale, soit 197,2 millions de dollars E.-U. Cette contribution du Budget ordinaire couvre, comme par le passé, les postes de Haut Commissaire et de Haut Commissaire adjoint, plus 218 autres postes de gestion et d'administration à Genève, ainsi qu'une part des besoins non liés à des postes, tels que les charges d'exploitation, les fournitures et les équipements ainsi que les contributions aux activités conjointes des Nations Unies.

D. La Réserve relative aux "Activités nouvelles ou additionnelles – liées au mandat"

12. En octobre 2006, la cinquante-septième session plénière du Comité exécutif a approuvé l'introduction d'une nouvelle catégorie budgétaire intitulée Réserve relative aux « Activités nouvelles ou additionnelles – liées au mandat » assortie d'une dotation budgétaire de 50 millions de dollars E.-U.

13. Au cours de la période biennale actuelle, compte tenu de l'adoption de besoins budgétaires basés sur les évaluations des besoins globaux (décrits plus en détail dans la deuxième partie, la Réserve relative aux « Activités nouvelles ou additionnelles – liées au mandat » a été fixée à un niveau bien inférieur, soit 20 millions de dollars E.-U. pour chaque année de la période biennale.

14. Au 30 juin 2010, un montant de 1,8 million de dollars E.-U. avait été prélevé sur cette Réserve. D'ici à la fin de l'année, les allocations prévues ne devraient pas dépasser le montant résiduel de cette Réserve, soit 18,2 millions de dollars. En conséquence, le HCR propose de maintenir le niveau actuel de financement de cette Réserve à 20 millions pour 2010 et 2011.

E. Initiatives clés

1. Processus de changement de structure et de gestion du HCR

15. Le processus de changement de structure et de gestion lancé il y a quatre ans pour renforcer la capacité de l'Organisation à fournir une assistance et une protection et rechercher des solutions durables aux personnes relevant de sa compétence a abordé l'année dernière sa phase finale, avec l'intégration progressive et la consolidation des nouveaux outils de planification, de budgétisation et de gestion ainsi que la création de nouvelles structures au niveau des opérations du HCR. Avec la consolidation des réformes de structure et de gestion, l'accent sera désormais mis sur la supervision et l'évaluation de la mise en œuvre des différents changements de structure et de gestion ainsi que les processus d'ajustement pour améliorer encore la capacité d'exécution.

16. Les paragraphes suivants fournissent une information détaillée sur l'état de ces initiatives structurelles en 2010 ainsi que les activités planifiées en 2011.

Gestion basée sur les résultats et nouvelles initiatives politiques

17. Le HCR a adopté une gestion basée sur les résultats afin de conduire ses opérations de façon à atteindre les résultats escomptés de la façon la plus efficace possible. Pour le HCR, cette gestion implique au minimum quatre étapes clés :

- a) définition d'un cadre stratégique global afin de cibler l'action ;
- b) spécification des résultats escomptés contribuant à ces objectifs et alignement des opérations, des processus et des ressources nécessaires à cette fin ;
- c) le suivi permanent et l'évaluation de la performance/de l'impact à l'aide de normes et indicateurs ainsi que l'intégration des leçons apprises dans la planification ; et
- d) l'obligation redditionnelle des agents, des équipes et des partenaires sur la base d'une rétro-information constante en vue d'améliorer la performance.

18. Depuis 2009, le HCR a lancé cinq initiatives clés pour intégrer ces mesures dans les systèmes, les processus et la culture de l'Organisation : i) le Cadre de résultats ; ii) l'outil de gestion basée sur les résultats (*Focus*) ; la structure budgétaire révisée ; iv) le Cadre global d'obligation redditionnelle de gestion ; et v) l'évaluation des besoins globaux.

19. Suite à l'intégration de l'ensemble des opérations dans le Cadre de résultats en 2010, *Focus* ainsi que l'évaluation des besoins globaux, la responsabilité de la planification, l'appui et le contrôle de la programmation du HCR basée sur les résultats ont été transférés sous la responsabilité de la Division de la gestion et de l'appui au programme. L'une des responsabilités de cette Division est de fournir une orientation aux opérations sur le terrain afin de préparer et présenter leurs plans conformément aux politiques, priorités et normes.

La Division, moyennant une capacité d'analyse renforcée, joue également un rôle clé dans l'orientation du processus d'allocation de ressources.

20. Suite à la formation du personnel dans l'ensemble des opérations du Siège et du terrain, la méthodologie de gestion basée sur les résultats et la fonctionnalité de *Focus* ont été intégrées dans la préparation des plans d'exécution prioritaires pour 2010. A la fin de l'année, le HCR avait achevé la mise en place de l'évaluation de la planification et de la budgétisation basées sur les résultats. Pour la première fois, les dépenses d'administration et de personnel de l'ensemble des opérations ainsi que les budgets opérationnels étaient systématiquement alignés sur les résultats escomptés.

21. Des modifications ont été apportées à la gestion des systèmes et des ressources afin de réaliser les améliorations requises. Il s'agit notamment de l'interface avec l'information budgétaire détaillée pour toutes les opérations dans *Focus* ; la validation de l'objectif budgétaire sur la base de la structure budgétaire révisée ; et la préparation des accords avec les partenaires d'exécution pour 2010 sur la base du nouveau cadre de résultats. Le HCR rencontre encore quelques difficultés pour présenter un tableau exact de l'utilisation des ressources administratives et de personnel ventilées entre les quatre piliers, essentiellement du fait de l'existence de différents groupes de populations dans des situations évolutives et de la complexité correspondante des ajustements techniques nécessaires.

22. Un ensemble commun d'indicateurs a été adopté pour déterminer la situation actuelle des personnes relevant de la compétence du HCR, l'impact des interventions prévues et les objectifs visant à mesurer la performance. Ces indicateurs d'impact et de performance, ainsi que les objectifs et les fruits du cadre de résultats qu'il mesure, bénéficieront d'un examen au cours de la période biennale actuelle.

23. De nouvelles améliorations à *Focus* seront également nécessaires pour renforcer la capacité du HCR à superviser les progrès vers les objectifs et à présenter un rapport sur les résultats atteints. A l'heure actuelle, la supervision et l'établissement de rapports empruntent des voies qui n'ont pas été tout à fait ajustées à *Focus*. Huit opérations ont été sélectionnées pour devenir des initiatives pilotes afin de consolider l'orientation de gestion basée sur les résultats dans tout le cycle de gestion des opérations (voir ci-dessous). Les leçons tirées de cette expérience appuieront un large éventail d'initiatives, y compris l'amélioration de la qualité des données, les rapports extérieurs et l'intégration des rapports dans les contextes interinstitutionnels et modulaires.

24. La présentation en ligne des données recueillies par le biais de *Focus* a été mise à la disposition de tous les bureaux du monde moyennant l'instrument *Global Focus*. Le développement ultérieur du logiciel et la fourniture d'options analytiques aideront le HCR à mieux identifier les lacunes de protection et répondre aux tendances en matière d'impact, de performance et d'allocation de ressources.

25. L'expérience acquise lors du premier cycle d'exécution des nouvelles politiques de gestion basée sur les résultats a indiqué d'autres secteurs nécessitant des orientations supplémentaires et un appui du terrain. Il convient notamment d'améliorer les orientations pour utiliser la structure budgétaire et ses différents piliers, particulièrement eu égard à la planification et à la budgétisation d'interventions à plus long terme touchant à l'intégration des réfugiés et à la réintégration des rapatriés. Le renforcement de la capacité à assurer la traçabilité des contributions affectées, et l'établissement de rapports sur les progrès vers la réalisation des priorités stratégiques globales font également l'objet d'une attention soutenue.

Consolidation de la gestion basée sur les résultats : l'expérience des opérations sur le terrain

26. La consolidation des initiatives visant à renforcer l'orientation vers les résultats doit nécessairement s'inspirer des leçons apprises et s'ajuster à l'expérience du terrain. Moyennant un engagement ciblé sur huit opérations - Colombie, Egypte, Géorgie, Kenya, Malaisie, République arabe syrienne, République démocratique du Congo et Tchad – le HCR supervise de façon dynamique les changements récents apportés à tous les stades du cycle de gestion des opérations afin d'identifier toutes les possibilités d'amélioration.

27. Moyennant l'adoption du Cadre de résultats et de l'évaluation des besoins globaux, le HCR a renforcé sa capacité à superviser les résultats en regard d'un éventail plus complet d'objectifs et de façon plus concertée pour chacune des populations dont s'occupe le HCR. Les activités conjointes avec les huit opérations pilotes au début de 2010 ont essentiellement porté sur la précision des lignes directrices et des objectifs, du suivi et de l'évaluation de la performance et de l'impact tout au long de la période biennale. Les opérations seraient donc en mesure de sélectionner les indicateurs appropriés pour suivre les progrès et actualiser les bases de référence pour repérer les modifications intervenues dans la situation des personnes relevant de la compétence depuis l'approbation des besoins pour 2010. Un accent particulier a été mis sur le suivi adéquat des priorités stratégiques globales et sur la révision des objectifs en fonction de l'impact et de la performance escomptés sur la base des fonds reçus.

28. Les secteurs nécessitant des activités supplémentaires incluent : le peaufinage du cadre de résultats pour faciliter le suivi dans un large éventail de contextes dans lesquels le HCR opère ; l'alignement des présentations de rapports à l'extérieur tenant compte des changements adoptés depuis 2008 afin de tenir au courant les parties prenantes des progrès accomplis.

Mise en œuvre de la politique sur la protection des réfugiés et solutions en milieu urbain

29. Le HCR s'est efforcé d'améliorer sa capacité et sa réponse en milieu urbain conformément à sa politique de 2009 sur la protection des réfugiés et les solutions en milieu urbain. Sept lieux d'affectation pilotes ont été identifiés aux fins d'appui systématique et multifonctionnel dans la mise en œuvre de la politique en 2010 et 2011 : Le Caire, Desamparados (San José) ; Dushambe ; Kuala Lumpur, Moscou, Nairobi et St Pétersbourg. Des évaluations en temps réel conduites au cours de 2010 dans ces lieux pilotes seront utilisées pour renforcer les programmes urbains si nécessaire et diffuser les bonnes pratiques à d'autres acteurs et partenaires.

30. Il convient d'innover et de cibler l'appui pour combler les lacunes dans un certain nombre de secteurs, y compris l'identification et la détermination de statut ; l'enregistrement et l'établissement de profils ; la mobilisation de la communauté et les services de proximité ; l'accès aux services publics ; les moyens d'existence et l'autonomie ; et l'accès aux solutions durables. Il convient, pour ce faire, d'établir de nouveaux partenariats, d'adapter les orientations existantes et de passer en revue les priorités de programmes. La couverture des populations réfugiées urbaines a été intégrées dans l'examen des besoins de ressources proposés pour 2011.

Cadre global d'obligation redditionnelle de gestion

31. Afin d'accroître l'obligation redditionnelle concernant les populations prises en charge, le HCR a adopté son tout premier Cadre global d'obligation redditionnelle de gestion afin d'aider les gestionnaires et leurs équipes à tous les niveaux de l'Organisation (Bureaux par pays, Bureaux régionaux et Siège) à délimiter les secteurs de responsabilités, d'obligation redditionnelle et d'autorité dans onze catégories d'emploi majeures. Cet outil

essentiel visant à aider les gestionnaires à renforcer la performance individuelle et collective vient d'être mis au point et mis à la disposition de l'ensemble du personnel. Au cours de cette première phase, 40 descriptions d'emploi ont été réécrites sur cette base en tant que grille de référence et, à l'avenir, toutes les descriptions d'emploi seront présentées de cette façon. Un module de formation concernant ce cadre sera intégré dans les programmes d'apprentissage existants.

Etude du Siège

32. L'étude des structures du Siège est pratiquement terminée. En septembre 2009, suite à l'application de *Focus* et de l'évaluation des besoins globaux, la gestion de programme, les fonctions d'analyse et d'appui exercées par le Bureau de la structuration et de l'administration organisationnelles (ODM) et la Division de l'appui opérationnel (DOS) ont été intégrées dans une nouvelle Division de l'appui et de la gestion des programmes (DPSM). Cette fusion a pour but d'optimiser l'impact sur les populations prises en charge en augmentant la capacité des opérations à suivre, évaluer et apprécier leurs besoins moyennant des orientations et un appui technique plus performants.

33. Parallèlement, afin de préserver et de renforcer l'indépendance des évaluations de programmes, les responsabilités du Service d'élaboration de la politique générale et de l'évaluation ont été accrues pour couvrir l'évaluation et le suivi de toutes les activités du HCR au Siège et sur le terrain. La capacité de la Division de la protection internationale a également été renforcée pour absorber un transfert accru de tâches liées à l'éducation et à l'enregistrement. Depuis février 2010, la nouvelle structure de la Division comporte trois piliers : pilier 1 : Politique et droit ; pilier 2 : Appui opérationnel à la protection ; pilier 3 : Solutions globales. Chaque pilier aura une couverture géographique bien définie. Ce changement permettra au Haut Commissariat de conduire les activités de protection internationale en faveur des populations prises en charge.

34. Le Bureau de l'Inspecteur général a été restructuré en réponse à l'engagement du HCR de renforcer les fonctions de contrôle. Cette restructuration a essentiellement eu lieu suite aux recommandations de l'examen du groupe indépendant conduit en 2008 par le Bureau européen anti-fraude. Cette restructuration a pris effet le 1^{er} mai 2010 et a abouti au reclassement des anciennes sections de l'Inspection et de l'investigation au rang de services. Ces deux services ont aujourd'hui la même dotation en personnel.

35. La dernière Division du Siège à être restructurée sera la Division des services de l'information et de la technologie (DIST). Suite à un examen de cette division en 2009-2010, l'objet majeur de la restructuration en cours consistera à améliorer l'appui de cette division au terrain moyennant une décentralisation et la création d'une information basée sur le terrain et d'une plateforme de technologies des communications ; ces réformes se poursuivront en 2011.

Régionalisation et décentralisation

36. La couverture et l'autorité des bureaux régionaux ont été renforcées et élargies au cours des deux dernières années. En Europe et dans les Amériques, un modèle de décentralisation/régionalisation consolidé a été adopté en 2009. L'année prochaine, une évaluation de cette régionalisation/décentralisation aura lieu pour examiner l'impact, y compris les gains de performance, et si nécessaire, pour rationaliser et peaufiner les structures de mise en œuvre.

Contrôle

37. L'une des priorités actuelles du HCR est de passer en revue ces différents mécanismes de contrôle. A l'heure actuelle, un contrôle intérieur et extérieur est coordonné

par plusieurs entités distinctes et les observations de différents organes de contrôle et études de gestion ont indiqué la nécessité de renforcer la coordination pour établir des priorités ou assurer le suivi des conclusions et recommandations. Au cours du deuxième semestre de 2010, une étude globale sera conduite pour savoir comment le HCR a mis en œuvre les recommandations des comités de contrôle, assuré le suivi sur la base des priorités fixées et pris des mesures pour améliorer la gestion des risques. Afin d'améliorer l'indépendance et la transparence du contrôle, des mesures sont actuellement prises pour établir un comité consultatif indépendant d'audit.

Gestion de l'approvisionnement

38. Afin de renforcer la gestion de l'approvisionnement, le Service de gestion de l'approvisionnement a été restructuré en trois sections différentes :

- Section de l'appui opérationnel à l'approvisionnement ;
- Appui à l'infrastructure d'approvisionnement ;
- Section de contrôle et d'appui à l'entreprise (Analyse, élaboration de la politique générale et appui à l'entreprise).

39. Un plan stratégique d'action pour 2010-2011 a été mis au point afin de garantir la fourniture de bout en bout de l'assistance aux personnes prises en charge de façon efficace et rentable et en vue de renforcer l'appui aux opérations du HCR en général. Ces principaux objectifs sont les suivants :

- Engager l'Organisation à l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement;
- Elaborer une stratégie concernant la chaîne d'approvisionnement pour garantir l'efficacité d'un bout à l'autre de la chaîne;
- Amorcer la réingénierie des processus et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement ;
- Concevoir et mettre en place des outils pour l'analyse de l'information et la gestion de la performance ; et
- Investir dans la formation, la gestion des carrières et la discipline des ressources humaines.

40. L'appui fourni au terrain a déjà été renforcé moyennant l'exécution de 24 processus prioritaires, y compris entre autres : la normalisation des spécifications d'articles de secours ; les déploiements visant à accompagner la réponse d'urgence depuis les toutes premières phases ; la réduction des goulets d'étranglement pour assurer une livraison rapide ; un instrument de planification de la distribution et de suivi de l'expédition pour superviser la livraison des articles de secours ; et un meilleur système de contrôle et de rapports d'inventaires et d'actifs : la professionnalisation des effectifs et des mécanismes intégrés de contrôle et d'exécution pour gérer les risques.

41. Le système de gestion global des stocks, établi à la mi-2009, consolide et rationalise la gestion et l'entretien des stocks régionaux ainsi que le stock central d'urgence, le rend plus efficace et plus rentable et améliore la livraison aux opérations. Des accords cadres avec les fournisseurs, l'expédition directe des marchandises vers les opérations et l'élaboration en temps voulu de plans de distribution et d'évaluation des besoins permettent au HCR de réduire le nombre de transactions d'urgence et de choisir les options les plus rentables pour les biens et les services de transport. Le regroupement des entrepôts dans le monde a permis de réduire les frais fixes et la durée d'entreposage des marchandises. Ce regroupement a renforcé la prévisibilité au niveau de la distribution des marchandises aux personnes prises en charge.

42. Afin de renforcer la fonction d'approvisionnement au sein du HCR, et en particulier sur le terrain, 36 postes ont été créés : 8 d'administrateurs, 10 d'administrateurs nationaux et 18 d'agents des services généraux. La présence renforcée de personnel spécialisé sur le terrain devrait aider le HCR à éliminer les goulets d'étranglement identifiés et à renforcer les services d'appui dans des opérations clés, y compris l'Afghanistan, l'Iraq, le Kenya, le Pakistan, la République démocratique du Congo, le Soudan et le Tchad. A ce jour, 17 de ces postes ont été pourvus, les postes restants devant l'être d'ici à la fin de 2010.

Stratégie de formation

43. Depuis son inauguration en juin 2009, le Centre d'apprentissage global a établi ses objectifs fondamentaux et élaboré une stratégie de formation afin de guider ses activités en 2010 et 2011. Le centre a pour but d'appuyer la performance de l'Organisation moyennant la fourniture d'un apprentissage de haute qualité correspondant aux priorités de l'institution, fermement ancrées dans le cadre de la gestion des ressources humaines et appuyant dans toute la mesure du possible les priorités opérationnelles et de carrière individuelle.

44. Si le Centre est essentiellement responsable de la formation du personnel, il joue de plus en plus fréquemment un rôle plus important dans l'appui à la performance des partenaires dans les domaines de la protection, du programme et de la gestion des ressources. Une information sur les inscriptions aux cours et les budgets y relatifs pour les activités de formation se trouve dans les tableaux XII a) et XII b) dans la troisième partie de ce document.

Réforme des ressources humaines

45. L'un des atouts essentiels du HCR est la vigueur et l'engagement de son personnel dans le monde. L'objectif de la réforme des ressources humaines est de moderniser la gestion du personnel tout en favorisant son dévouement.

46. A la mi-2009, la Section élargie d'appui à la gestion des carrières (CMSS) a été dotée en personnel et a commencé à exercer une fonction plus efficace de planification des carrières. Neuf administrateurs chargés de la gestion des carrières, chacun étant responsable de plus de 200 agents internationaux, ont commencé à fournir des conseils de carrière. Leur expérience au cours de la première année a facilité l'élaboration d'une nouvelle politique concernant l'affectation des administrateurs internationaux. La nouvelle politique a été approuvée par le Haut Commissaire en juin 2010 et sera mise en œuvre dès le troisième trimestre de 2010. Cette politique professionnalise le processus d'affectations, répondant autant que faire se peut aux aspirations du personnel, aux besoins des opérations spécifiques et aux besoins globaux de l'Organisation. La révision des procédures d'affectation pour le personnel des services généraux sera prochainement effectuée. L'un des rôles essentiels de la Section consistera à réduire le nombre de fonctionnaires en attente d'affectation (SIBA). La Section a réussi à confier des missions temporaires aux deux tiers de ce personnel tout au long de l'année.

47. Le système de gestion d'appréciation du comportement professionnel (PAMS) a été mis en place en 2009 pour garantir l'obligation redditionnelle, la transparence et l'équité au niveau de la gestion et de l'appréciation du comportement professionnel et favoriser une culture de dialogue entre le personnel et les supérieurs hiérarchiques. Le PAMS fournit un cadre simplifié de compétences et des critères plus simples pour évaluer la performance de l'ensemble du personnel du HCR.

48. Pour 2011, la Division de la gestion de ressources humaines se concentrera sur l'amélioration de sa politique de recrutement. Le fichier d'administrateurs internationaux s'est révélé très utile pour le recrutement au niveau d'entrée. Le système sera amélioré par

un processus de sélection plus efficace en vertu duquel une trentaine de fonctionnaires ayant d'excellents profils pour les affectations à plus long terme seront recrutés chaque année par le HCR. Le nouveau programme est intitulé « Programme de recrutement, d'initiation et de déploiement des administrateurs (PRIDE) ». En 2011, une autre initiative couvrira l'établissement de profils – définissant les besoins futurs en personnel sur la base de l'évolution prévue des opérations. Cela aura également une incidence sur la stratégie de recrutement.

2. Adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) au HCR

49. Les défis que le HCR a dû relever dans l'adoption des IPSAS ont été recensés dans des rapports réguliers présentés au Comité permanent. Dans la toute dernière actualisation sur les IPSAS fournie à la quarante-huitième réunion du Comité permanent (EC/61/SC/CRP.18) en juin 2010, le délai fixé pour la mise en œuvre des IPSAS est 2012. Dans le Budget révisé pour 2011, un crédit de 3,1 millions de dollars E.-U. a été ouvert pour les IPSAS par rapport à la dotation initiale de 0,4 million. Dans le cadre de ce budget annuel révisé pour 2011, le HCR a également prévu les crédits requis pour conserver les ressources nécessaires tout au long du premier trimestre de 2012 afin d'assurer une transition sans heurt vers l'après IPSAS.

3. Financement du passif lié aux prestations à et après la cessation de service

50. En juin 2009 et en 2010, le HCR a présenté aux quarante-cinquième et quarante-huitième réunion du Comité permanent une mise à jour et des propositions concernant des mécanismes éventuels de financement du passif lié aux prestations à et après la cessation de service (EC/60/SC/CRP.10 et EC/61/SC/CRP.19 respectivement). Dans ces documents, le HCR a fait état d'une analyse des mécanismes de financement existants ou envisagés par d'autres organisations des Nations Unies et a présenté des options de financement de ce passif. Conformément aux calculs actuariels du passif du HCR au 31 décembre 2009, le passif du HCR pour l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI) s'élevait à un peu moins de 347,42 millions de dollars E.-U. (dont 21 millions pour le Plan d'assurance médicale du personnel national); et le passif au titre des primes de rapatriement s'établissait à presque 65,47 millions de dollars E.-U. A l'exception du passif concernant le Plan d'assurance médical (MIP), ces passifs ne sont actuellement pas financés et aucun crédit n'est prévu à cette fin dans le Budget révisé pour 2010 et 2011.

4. Sûreté et sécurité du personnel

51. L'examen périodique de la sûreté et de la sécurité du personnel, ainsi que de la sécurité des populations prises en charge, est crucial pour les activités du HCR alors qu'il est aux prises avec des situations opérationnelles complexes et évolutives. La volatilité de bon nombre d'opérations rend la réévaluation constante absolument cruciale, tant pour se protéger d'un contrôle de routine que pour garantir que les bureaux restent pro-actifs et perspicaces en matière de gestion de la sécurité. La Section de la sécurité sur le terrain (FSS) procède à des examens réguliers des opérations, où les risques encourus par le personnel sont plus élevés, par le biais d'un Comité directeur sur la sécurité, présidé soit par le Haut Commissaire, soit par le Haut Commissaire assistant chargé des opérations.

52. La FSS continue de déployer des conseillers de sécurité et à renforcer sa capacité grâce à la création de postes et au recrutement de personnel expérimenté supplémentaire. Le HCR a intensifié ses efforts pour recruter de nouveaux conseillers de sécurité ayant une capacité d'analyse, de gestion de risques et de formation. La Section élabore également des normes concernant les matériaux de sécurité fréquemment requis et joue un plus grand rôle dans l'achat de véhicules blindés. Travaillant en étroite collaboration avec la Section de

gestion de l'approvisionnement (SMS) concernant les achats, l'entreposage et les livraisons, la Section gère et maintient un stock de véhicules blindés afin de réduire les délais de livraison.

53. Des mesures sont actuellement prises pour améliorer l'analyse de menaces/risques en renforçant la capacité du Haut Commissariat à recueillir davantage d'informations liées à la sécurité, procéder à des évaluations et veiller à ce que cette information aide les gestionnaires dans leur planification des opérations. L'objectif est d'aider les décideurs à juger adéquatement des menaces, des risques et des vulnérabilités en renforçant la capacité du HCR à recueillir, analyser et interpréter les informations. Une approche plus analytique face à l'évolution de la situation et à la préparation aidera le personnel et les gestionnaires à mieux comprendre leur environnement et les menaces connexes. Une base de données informatique visant à faire état des incidents de sécurité est actuellement constituée pour faciliter l'enregistrement exact et rapide des événements, ce qui permet à la Section de mieux assurer le suivi des situations et des tendances.

54. La connaissance, la conscience et la préparation du personnel restent les meilleures garanties de la sûreté des opérations. La FSS, en étroite collaboration avec le Centre d'apprentissage global, continue d'améliorer ces qualités parmi les spécialistes, les gestionnaires et les agents de sécurité. Une formation adaptée au personnel opérant dans des régions à haut risque - la formation à la sécurité dans les environnements à haut risque (HEST) – couvre les aptitudes de base pour contrer les menaces et réduire les risques. Des fonctionnaires et des gestionnaires de plus haut rang ont désormais la possibilité de suivre une formation à la sécurité moyennant des stages additionnels organisés par le Programme d'apprentissage à la gestion de sécurité (SMLP). En collaboration avec la Division de la protection internationale, la FSS élabore un guide pratique pour contribuer à identifier et gérer les problèmes de sécurité récurrents expérimentés par les réfugiés et les déplacés internes. Des principes directeurs sont mis au point, sur la base de meilleures pratiques, sur des questions telles que la prévention de la violence sexuelle et sexiste et l'enrôlement forcé.

5. Technologie de l'information et des communications

55. Le HCR continuera d'actualiser et de peaufiner sa stratégie en matière de technologie de l'information et des communications (TIC) en 2010 et 2011 afin de rentabiliser son investissement au niveau des systèmes et infrastructures, contribuant ainsi à une meilleure efficacité des services. Plusieurs initiatives stratégiques identifiées dans un audit de sa TIC conduit par le Bureau des services de contrôle interne (OIOS) ont été lancées en 2008 et 2010, y compris l'adoption d'une fonction de sécurité en matière de TIC et le renforcement de la gouvernance de la TIC, permettant des décisions plus judicieuses et transparentes concernant les investissements de l'Organisation en matière de TIC.

56. Les nouvelles demandes toujours en augmentation ont trait aux améliorations technologiques et constituent un défi permanent. Les services de TIC sont donc passés en revue et réajustés pour mieux relever ces défis et offrir les services requis de façon plus rentable et ponctuelle.

MSRP - PeopleSoft

57. L'intégration de MSRP dans l'application *Focus* sera toujours l'un des objectifs clés pour 2010 et 2011. Un autre objectif majeur consistera à mettre la dernière main aux activités techniques essentielles relatives à l'adoption des IPSAS, comme indiqué ci-dessus.

58. En 2010-2011, il conviendra également d'actualiser le système MSRP pour passer à la version 9, projet important très attendu et qui constitue une activité majeure impliquant une intervention technique importante et la participation active des usagers. Comme le

mentionne le paragraphe précédent, les activités concernant la conformité totale avec les IPSAS se poursuivront, certaines étant liées aux projets de mise à jour de *PeopleSoft*. Ces activités incluront l'installation d'un nouveau matériel qui devrait être achevé au cours du troisième trimestre de 2010. Ces activités sont menées à bien de concert avec le partenaire hôte du HCR, soit le Centre international de calcul (CIC).

59. La prochaine restructuration de la DIST aura des répercussions importantes sur la façon dont la suite MSRP/*PeopleSoft*/Planification de ressources d'entreprise (ERP) est appuyée et maintenue. Si la plupart des ressources d'appui seront retenues, cette restructuration sera gérée dans le cadre de l'opération de gestion du service global de la TIC. Le développement de tous les nouveaux services touchant à MSRP sera externalisé à un fournisseur de services géré par un tiers. Début 2011, il conviendra de sélectionner ce partenaire et de transférer les activités correspondantes.

Système d'enregistrement des réfugiés

60. L'Organisation continue de récolter les fruits de son investissement initial dans le système d'enregistrement global des réfugiés, *proGres*, actuellement déployé dans 77 pays. Le HCR appuie l'utilisation de *proGres* par des partenaires gouvernementaux sélectionnés. La version 3 de *proGres*, actuellement déployée dans le monde entier, offre une fonctionnalité plus intéressante aux opérations, particulièrement dans les domaines de l'enregistrement et de la sécurité des données.

61. Un nouveau projet a été approuvé pour 2010-2011 par le Comité de gouvernance de la TCI concernant l'élaboration de la nouvelle génération de *proGres* qui satisfera les toutes dernières exigences de l'Organisation tout en tirant profit des développements technologiques récents et importants.

Nouveaux outils de collaboration intranet et internet

62. En 2010-2011, de nouvelles améliorations de l'internet et de l'intranet sont prévues moyennant l'introduction graduelle d'outils de collaboration sociale et d'autres portails contribuant aux activités et aux opérations d'urgence du HCR dans le monde.

Connectivité des données

63. Les besoins du HCR en matière de connectivité des données s'accroissent de façon exponentielle, essentiellement en raison de l'adoption d'un certain nombre de nouveaux systèmes basés sur l'internet au sein de l'Organisation et d'une lourde dépendance à l'égard de systèmes mis à disposition sur l'internet public. La DIST a donc poursuivi la mise en oeuvre d'un programme de mise à jour de la connectivité globale, comprenant la fonction de communication par satellite (EMC Corporate Network – 105 sites à la fin du quatrième trimestre de 2010) et un réseau terrestre (Wide Area Network (WAN) – 60 sites) offrant donc des possibilités de connectivité fiables et cruciales dans les lieux reculés du terrain. En outre, des outils d'optimisation d'applications seront installés dans les antennes de terrain (13 sites d'ici à la fin de 2010). Un projet pilote de *Skype* (voix sur protocole internet) a été conduit en 2010 et déployé dans plusieurs lieux et se poursuivra au cours de la prochaine période.

Infrastructure de la technologie de l'information

64. Les équipements de vidéo-conférence du Siège seront améliorés en 2010 et 2011 afin que le déploiement vers le terrain puisse avoir lieu en 2011.

65. Pour faciliter le travail des visiteurs et du personnel en mission au Siège, le réseau Wifi a été amélioré au cours du deuxième trimestre de 2010. De nouvelles améliorations sont prévues pour 2011.

Réforme de la technologie de l'information et des communications

66. Compte tenu de la lourde dépendance du HCR sur la TIC, un certain nombre de nouvelles fonctions seront adoptées pour améliorer la sécurité du système de TIC, la gestion des services offerts, la coordination des usagers, la gestion de projets et la présence globale. D'autres activités stratégiques de TIC permettront de normaliser plus avant les plateformes et les instruments de TIC et la mise en œuvre de méthodologies et de normes qui permettra de dégager des économies d'échelle et d'améliorer l'efficacité et la productivité.

II. Proposition de Budget biennal révisé pour 2010-2011

A. Présentation générale

67. L'information contenue dans cette section décrit le processus d'examen et d'établissement de priorités effectué en vertu de l'évaluation des besoins globaux qui a conduit à l'établissement du Budget biennal révisé pour 2010-2011.

68. Il convient de noter que, si les budgets de terrain sont fixés au niveau global, c'est-à-dire représentant la totalité des besoins identifiés moyennant le processus d'évaluation des besoins globaux décrit ci-dessous, les programmes globaux et les budgets du Siège ont déjà fait l'objet de priorités.

69. Le projet de décision générale pertinent sur les questions relatives à l'administration, aux finances et aux programmes est présenté à la fin de cette section aux fins d'examen et d'adoption par le Comité exécutif.

B. Le processus d'évaluation des besoins globaux

70. Comme l'indique le document budgétaire de l'année dernière (A/AC.96/1068), début 2009, l'ensemble des opérations du HCR a établi des plans et des budgets pour 2010 et 2011 basés sur les conclusions des évaluations des besoins globaux et enregistrés dans *Focus*. Un examen approfondi conduit au Siège en avril et mai 2009 a garanti que les plans et les budgets globaux du HCR pour la période biennale constituaient une réponse cohérente aux besoins identifiés.

1. Mise à jour sur les plans et budgets de 2010

71. Dans la mesure où le HCR ne peut être certain du niveau précis de financement qu'il recevra au cours de la période biennale, il a adopté une approche graduelle face à la mise en œuvre des plans et des budgets fondés sur l'évaluation des besoins globaux. Le HCR établit des objectifs budgétaires pour chaque opération régulant le niveau de dépenses autorisé conformément aux fonds disponibles.

72. Au cours de la dernière partie de 2009, toutes les opérations ont préparé des plans d'activités détaillés afin d'être mis en œuvre dès janvier 2010 sur la base des objectifs budgétaires initiaux. Cette tâche nécessaire mais difficile impliquait l'examen attentif et l'établissement d'objectifs précis pour déterminer ceux qui devaient être poursuivis en premier lieu puis l'ordre séquentiel des besoins à couvrir à mesure que les fonds devenaient disponibles.

73. La préparation et la mise en œuvre de plans prioritaires dans le cadre des besoins globaux requièrent la gestion scrupuleuse des recettes et des budgets ainsi que la collaboration étroite des partenaires. Seize ateliers régionaux ont été organisés pour

familiariser 440 fonctionnaires clés sur le terrain avec les nouvelles modalités de budgétisation détaillées et pour les aider à prévoir l'introduction des partenaires dans le Cadre de résultats du HCR et sa stratégie d'évaluation des besoins globaux. En outre, onze opérations complexes ont été appuyées par des missions consacrées au processus de planification de priorités.

74. L'établissement de priorités se poursuit tout au long de l'année à mesure que des possibilités d'optimiser l'impact se présentent ou lorsque de nouvelles possibilités de financement se font jour. Les objectifs budgétaires initiaux, établis par pilier budgétaire, sont périodiquement ajustés, conformément aux recettes engrangées pour permettre ce processus de mise en œuvre graduel.

75. Les nouveaux besoins qui ne sont pas prévus au moment de la définition des besoins globaux demandent également une réponse concertée. En 2010, des réponses ont été apportées aux nouveaux déplacements en République démocratique du Congo et dans les pays voisins, au Yémen et au Kirghizistan ; des possibilités d'amélioration des normes de protection telles que la création d'un deuxième camp à Ifo (Dadaab) au Kenya et une demande au HCR d'appuyer les opérations de secours d'urgence dans les situations de catastrophes naturelles. Le budget révisé pour 2010 et les budgets supplémentaires de 2010 répondant à des événements imprévus sont présentés dans la section E ci-dessous.

2. Besoins révisés pour 2011

76. En février 2010, les opérations ont eu pour instruction de passer en revue les besoins de 2011 et de mettre à jour les plans et budgets globaux conformément aux projections révisées de populations et aux évaluations des besoins. Comme les années précédentes, les opérations ont recueilli des données de différentes sources, y compris des évaluations participatives auprès des personnes prises en charge, des rapports intérieurs et extérieurs et des évaluations interinstitutionnelles.

77. Les bureaux régionaux, et les opérations sur le terrain ont entretenu un dialogue structuré sur le processus de planification pour veiller à ce que les révisions aux plans et budgets de 2011 soient gérées de façon efficace ainsi que pour optimiser la cohérence et l'objectif commun des opérations globales du HCR. Suite à un processus participatif de planification et d'examen avec les parties prenantes, de nouveaux plans d'opérations pour 2011 ont été développés dans *Focus*, assortis de buts et objectifs spécifiés par groupe de population, budget et indicateur de performance et d'impact.

78. Les divisions du Siège ont présenté des plans et des budgets révisés pour 2011, conformément aux principes sous-tendant le processus de changement de structure et de gestion pour garantir la rentabilité au Siège.

3. Examen des plans et budgets pour 2011

79. En avril et mai, les plans d'opérations pour 2011 ont été examinés au Siège pour garantir une cohérence globale par rapport aux lignes directrices et à la couverture des priorités stratégiques globales et régionales. Un suivi de qualité rigoureux a été effectué par les bureaux régionaux pour veiller à ce que les plans soient crédibles et réalistes et les divisions d'appui ont fourni des suggestions techniques d'amélioration. Les besoins globaux ont été passés en revue et approuvés conformément au cadre d'allocation de ressources.

80. Dans de nombreuses opérations, le niveau des besoins pour 2011 s'est accru, alors que les fonds reçus au début de 2011 n'avaient pas permis aux bureaux de terrain de couvrir la totalité des besoins présentés dans leurs plans respectifs. Sur la base des hypothèses quant à la situation financière probable à la fin de 2010, les opérations ont consolidé certaines interventions d'entretien et les activités visant à couvrir des besoins à plus long

terme tels que moyens d'existence, logement et réintégration dans les plans de 2011. Une information détaillée sur les budgets de terrain par entité se trouve au tableau V de la section III.

81. Les besoins révisés pour 2011 indiquent également une réponse plus systématique aux besoins des personnes déplacées en milieu urbain, pour garantir le renforcement progressif de la capacité et de la réponse en vertu de la politique du HCR sur les réfugiés urbains en 2009.

82. Les résultats du processus de planification et d'allocation de ressources révisé pour 2011 sont récapitulés dans la section G ci-dessous. Ils seront présentés de façon plus détaillée dans le document *Appel global pour 2011 – Actualisation*.

C. Priorités stratégiques globales

83. Comme l'indique le document budgétaire de l'année dernière (A/AC.96/1068), les priorités stratégiques globales constituent un point de référence primordial pour les opérations au niveau du processus de planification et d'établissement de priorités et orientent l'examen des plans et des budgets par bureau régional et au Siège. Dans la planification pour 2010, les opérations ont reçu pour instruction de donner la priorité aux interventions garantissant une assistance de survie ; aux activités de protection clés ; à l'accès à l'éducation et aux moyens d'existence dans les situations de déplacement prolongées ; au renforcement de la capacité de protection dans les situations de migration mixtes ; à l'amélioration de la réponse aux situations de réfugiés urbains ; à la garantie de la préparation et de la réponse d'urgence et à la contribution à la recherche de solutions durables. Ces priorités fondamentales constitueront le socle des plans et budgets prioritaires pour 2011, conformément aux fonds mis à disposition.

84. La plupart des opérations ont identifié les activités essentielles devant être maintenues tout au long de la période biennale pour réduire le risque d'une régression au niveau de la protection et de la recherche de solutions et ont jugé prioritaires les nouvelles interventions visant à relever les normes de protection et d'assistance dans des situations critiques. Des opérations sont donc prévues pour atteindre graduellement les objectifs par pays, par région et conformément aux priorités stratégiques globales.

85. La possibilité de garantir et de mesurer les progrès dans ces secteurs critiques est indispensable à la programmation basée sur les résultats. Des efforts concertés sont déployés pour améliorer les moyens de mesurer et d'enregistrer l'impact et les opérations reçoivent une assistance pour enregistrer des données de base et fixer des objectifs réalistes et plus optimistes. Toutefois, l'allocation judicieuse de ressources nécessite un équilibre délicat entre les priorités sur la base des besoins et les possibilités de les couvrir. La mise en œuvre séquentielle des objectifs interdépendants et la gradation des objectifs explique que la consolidation des données sur la réalisation progressive des objectifs globaux est complexe. L'établissement de moyens simples et efficaces de suivre les progrès vers la réalisation de priorités stratégiques globales nécessitera l'attention prioritaire du HCR en 2010. Des leçons devront être tirées de cette expérience qui permettront de fixer des priorités stratégiques globales plus judicieuses lors de la prochaine période biennale.

D. Récapitulatif de la proposition de budget révisé pour 2010-2011

86. Dans la mesure où la nouvelle structure budgétaire s'écarte considérablement de celle des années précédentes et qu'en outre, depuis 2010-2011, les budgets de terrain sont établis au niveau global, on ne peut établir de comparaison entre les budgets biennaux de 2008-2009 et de 2010-2011.

87. La figure D ci-dessous récapitule l'information concernant les dépenses pour 2009 et les budgets annuels révisés proposés pour 2010 et 2011 s'élevant à un total de 3 150,6 millions de dollars E.-U. et 3 320,8 millions respectivement.

Figure D
Dépenses du HCR en 2009, budgets initiaux et révisés pour 2010 et budgets initiaux et révisés pour 2011 (en millions de dollars des Etats-Unis)

<i>Par région et au Siège</i>	<i>Dépenses 2009</i>	<i>Budget initial 2010</i>	<i>Budget révisé 2010</i>	<i>Budget initial 2011</i>	<i>Budget révisé 2011</i>
Afrique de l'Ouest	54,7	80,8	81,1	68,1	99,2
Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	273,0	558,4	610,6	505,1	723,0
Afrique centrale et Grands Lacs (1)	291,1	412,2	440,2	388,2	594,1
Afrique australe	42,4	74,5	74,9	60,6	90,5
Total Afrique	661,2	1 125,9	1 206,8	1 022,0	1 506,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	312,9	604,8	627,4	543,2	552,8
Asie et Pacifique	301,6	470,8	499,3	440,8	426,9
Europe	132,4	253,9	254,9	232,9	196,9
Amériques	54,0	78,5	90,7	85,8	97,4
Total terrain	1 462,1	2 533,9	2 679,1	2 324,7	2 780,8
Programmes globaux	112,1	94,4	120,4	90,9	120,6
Siège	168,2	150,2	158,2	149,8	168,1
Total activités programmées	1 742,4	2 778,5	2 957,7	2 565,4	3 069,5
Réserve des opérations	-	196,8	153,4	182,6	219,3
Total activités programmées et Réserve des opérations	1 742,4	2 975,3	3 111,1	2 748,0	3 288,8
Réserve relative aux "Activités nouvelles ou additionnelles - liées au mandat"	-	20,0	18,2	20,0	20,0
Administrateurs auxiliaires	12,1	12,0	12,0	12,0	12,0
Coûts d'appui			9,3		
TOTAL	1 754,5	3 007,3	3 150,6	2 780,0	3 320,8

(1) Au 1^{er} janvier 2011, le Tchad sera transféré de la région "Afrique centrale et Grands Lacs" à "Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique"

88. Le tableau dans la figure E présente la ventilation par région et par pilier du budget révisé proposé pour 2011. La ventilation détaillée au niveau des pays à l'intérieur des régions se trouve dans le tableau II et dans le tableau III pour les budgets révisés de 2010 et 2011.

Figure E
Budgets révisés 2011 par pilier (en millions de dollars des États-Unis)

<i>Par région et au Siège</i>	<i>Budget révisé 2011</i>				
	Pilier 1	Pilier 2	Pilier 3	Pilier 4	Total
Afrique de l'Ouest	66,7	4,9	19,5	8,1	99,2
Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	550,1	9,6	11,4	151,9	723,0
Afrique centrale et Grands Lacs (1)	387,4	4,3	107,3	95,1	594,1
Afrique australe	81,3	2,2	2,6	4,4	90,5
Total Afrique	1 085,5	21,0	140,8	259,5	1 506,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	348,5	9,1	61,3	133,9	552,8
Asie et Pacifique	237,1	20,7	67,8	101,3	426,9
Europe	110,5	11,5	15,9	59,0	196,9
Amériques	60,0	0,5	-	36,9	97,4
Total terrain	1 841,6	62,8	285,8	590,6	2 780,8
Programmes globaux	120,6	-	-	-	120,6
Siège	168,1	-	-	-	168,1
Total activités programmées	2 130,3	62,8	285,8	590,6	3 069,5
Réserve des opérations	219,3	-	-	-	219,3
Total activités programmées et Réserve des opérations	2 349,6	62,8	285,8	590,6	3 288,8
Réserve relative aux "Activités nouvelles ou additionnelles - liées au mandat"	20,0	-	-	-	20,0
Administrateurs auxiliaires	12,0	-	-	-	12,0
Total général	2 381,6	62,8	285,8	590,6	3 320,8

(1) Au 1^{er} janvier 2011, le Tchad sera transféré de la région "Afrique centrale et Grands Lacs" à "Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique"

89. Il convient également de noter que les programmes globaux et les dépenses du Siège sont budgétisés au titre du pilier 1 (et au titre de l'entité « Appui régional et au Siège », et que la Réserve des opérations est calculée à 10 pour cent des budgets totaux des piliers 1 et 2. La dotation de la Réserve relative aux « Activités nouvelles et additionnelles – liées au mandat » est fixée à 20 millions (voir la section D du chapitre I).

90. Les sections suivantes fournissent une information plus détaillée sur le budget biennal pour 2010 et 2011, y compris les budgets supplémentaires.

E. Budget annuel révisé 2010

91. Lors de sa soixantième session en octobre 2009, le Comité exécutif a approuvé des activités de programme au titre du Budget biennal 2010-2011 s'élevant à 2 995,3 millions de dollars E.-U. pour 2010 (y compris les contributions du Budget ordinaire des Nations Unies), une Réserve des opérations (soit 10 pour cent des piliers 1 et 2) de 196,8 millions de dollars E.-U. et 20 millions au titre de la Réserve relative aux « Activités nouvelles ou additionnelles – liées au mandat ». Le Comité exécutif a également pris note d'un montant de 12 millions sous forme d'activités budgétées pour les administrateurs auxiliaires, ce qui porte le total des besoins pour 2010 à 3 007,3 millions de dollars E.-U. (A/AC.96/1068).

92. Lors de cette session, le Comité exécutif a demandé au Haut Commissaire de répondre avec flexibilité et efficacité, dans le cadre des ressources disponibles, aux besoins actuellement recensés au titre du Budget-programme biennal pour 2010-2011 et l'a autorisé, en cas de nouveaux besoins d'urgence ne pouvant être couverts par prélèvement sur la Réserve des opérations, à créer des budgets supplémentaires et à lancer des appels spéciaux au titre de tous les piliers.

93. Le Budget annuel actuel de 2010 s'élève à 3 150,6 millions de dollars E.-U., dont 3 007,3 millions au titre du Budget annuel approuvé par le Comité exécutif à sa soixantième session et une augmentation de 143,3 millions pour les huit budgets supplémentaires créés depuis janvier 2010.

94. Ces budgets supplémentaires ont été créés tant pour les déplacés internes que pour les situations de réfugiés nécessitant une intervention et une assistance d'urgence compte tenu des besoins imprévus ; sept d'entre eux ont été passés en revue lors des quarante-septième et quarante-huitième réunion du Comité permanent. Comme le montre le tableau IV de la troisième partie, ils incluent : Yémen (budget total de 17,5 millions dont 10,9 millions alloués aux déplacés internes et 6,6 millions aux réfugiés somaliens) ; Somalie (31,7 millions de dollars E.-U.), Kenya (23,5 millions pour l'agrandissement du camp d'Ifo à Dadaab pour les réfugiés) ; la République du Congo (21,9 millions) et la République centrafricaine (5,8 millions pour l'assistance aux réfugiés congolais) ; le Pakistan (14,4 millions pour l'amélioration des zones accueillant des réfugiés) et Haïti (12,5 millions pour la réponse d'urgence en faveur des victimes du tremblement de terre).

95. En juin 2010, avec la création d'un budget supplémentaire pour l'urgence au Kirghizistan d'un montant total de 10,1 millions et avec l'augmentation de 5,9 millions du budget supplémentaire du Yémen pour les déplacés internes, le budget révisé proposé pour 2010 s'établit actuellement à 3 150,6 millions de dollars E.-U.

96. Au 30 juin 2010, les prélèvements sur la Réserve des opérations de 2010 s'élevaient à 43,4 millions, laissant apparaître un solde de 153,4 millions. Les prélèvements sur la Réserve relative aux « Activités nouvelles ou additionnelles – liées au mandat » s'élevaient à 1,8 million de dollars E.-U. au 30 juin, laissant apparaître un solde de 18,2 millions de dollars E.-U.

F. Budget annuel révisé proposé pour 2011

97. A sa soixantième session en octobre 2009, le Comité exécutif a également approuvé des activités de programme au titre du Budget annuel de 2011, soit 2 565,4 millions de dollars E.-U. (y compris une contribution du Budget ordinaire des Nations Unies de 41,4 millions). Si l'on y ajoute la Réserve des opérations (soit 10 pour cent des piliers 1 et 2) de 182,6 millions de dollars E.-U. et 20 millions au titre de la Réserve relative aux « Activités nouvelles ou additionnelles – liées au mandat », les besoins totaux se sont élevés à 2 768 millions de dollars E.-U. Le Comité exécutif a également pris note d'un

montant de 12 millions de dollars E.-U. pour les administrateurs auxiliaires, ce qui porte le total des besoins à 2 780 millions de dollars E.-U. (A/AC.96/1068).

98. Le Budget annuel révisé proposé pour 2011 présenté dans ce document s'établit à 3 320,8 millions de dollars E.-U. Ce budget révisé comprend les activités de programme de 3 069,5 millions (y compris une contribution du Budget ordinaire des Nations Unies de 41,4 millions) ; une Réserve des opérations (soit 10 pour cent du budget révisé pour les piliers 1 et 2) de 219,3 millions de dollars E.-U. ; un montant de 20 millions de dollars E.-U. pour la Réserve relative aux « Activités nouvelles ou additionnelles – liées au mandat » et un montant inchangé de 12 millions pour les administrateurs auxiliaires. Les besoins totaux révisés apparaissent, dans la troisième partie du document, dans le tableau III par pays à l'intérieur des régions et dans le tableau V par entité.

99. L'augmentation proposée de 504,1 millions des activités programmées, soit 19,6 pour cent, est essentiellement due à une évaluation des besoins globaux plus réaliste ainsi qu'à l'inclusion des dispositions suivantes :

a) poursuite des programmes couverts par les budgets supplémentaires de 2010, soit 112 millions pour les situations en Somalie et en République démocratique du Congo ; les déplacés internes au Yémen et le projet RAHA au Pakistan ;

b) crédits pour assurer la réponse d'urgence appropriée, soit 114 millions de dollars E.-U. pour le Soudan, la Somalie et le Zimbabwe ;

c) couverture additionnelle et consolidation de l'opération de Haïti, soit 4 millions de dollars E.-U.

d) poursuite des dispositifs logistiques et sécuritaires dans les pays d'où se sont retirées les missions de maintien de la paix, soit 7 millions de dollars E.-U. ; il convient de noter qu'au Tchad et en République démocratique du Congo, le HCR a bénéficié des services communs de la MINURCAT et de la MONUC ;

e) programmes spéciaux pour maintenir ou améliorer le niveau de l'eau, de la santé et de la nutrition, soit 28 millions de dollars E.-U. ;

f) importance accrue à la recherche de solutions durables globales pour les opérations prolongées en faveur des réfugiés, moyennant l'intégration sur place, le rapatriement librement consenti et la réinstallation, ainsi que le retour des déplacés internes, soit environ 200 millions de dollars E.-U. ;

g) mise en œuvre échelonnée de la nouvelle politique sur les réfugiés urbains, soit environ 16 millions de dollars E.-U. ;

h) ajustement des taux utilisés pour le budget ; le budget initial pour 2011 établi au 1^{er} mars 2009 se fondait sur le taux de change des Nations Unies (1 FS = 0,8734 dollars ; 1 Euro = 1,3123 dollar) ; depuis lors, le budget a subi des fluctuations au niveau de la valeur relative du dollar des Etats-Unis par rapport aux autres devises ; le budget révisé prend en compte les taux de change des Nations Unies au 1^{er} juillet 2010 (1 FS = 0,9225 dollars ; 1 Euro = 1,233 dollar) ;

100. Sur cette augmentation de 504,1 millions de dollars E.-U., l'essentiel a trait au terrain (456,1 millions de dollars E.-U.), l'augmentation nette la plus importante concerne l'Afrique (484,8 millions) suivi par les Amériques (11,6 millions) et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (9,6 millions). Pour l'Europe et l'Asie et le Pacifique, des réductions de 36 millions et 13,9 millions respectivement ont été enregistrées. Concernant les programmes globaux et le Siège, on enregistre une augmentation nette de 29,7 millions et de 18,3 millions respectivement.

101. La section G ci-dessous présente les budgets d'appui et fournit une information détaillée sur les besoins au titre des budgets révisés proposés pour 2010-2011 concernant les programmes, l'appui au programme et la gestion et l'administration ainsi que les postes connexes.

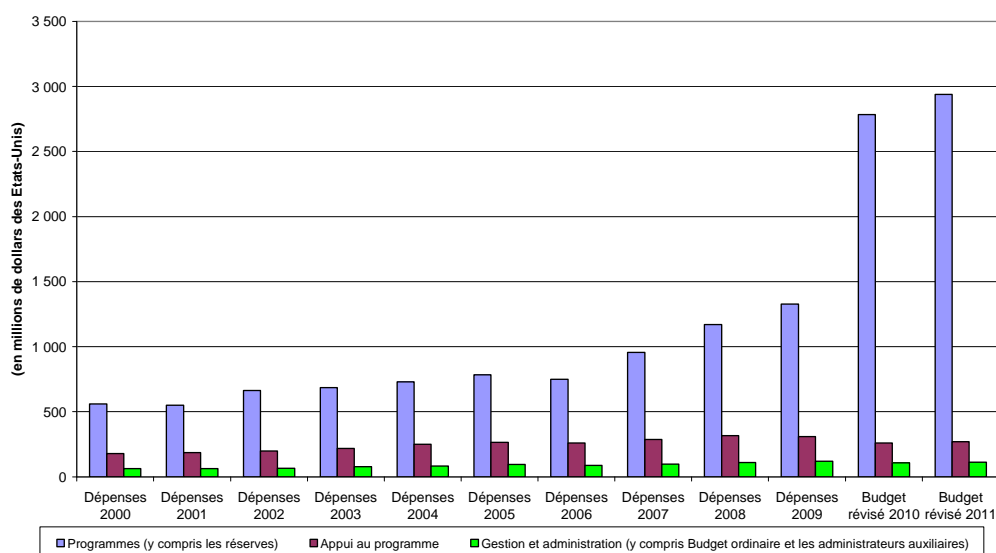
G. Budgets d'appui révisés proposés pour 2010-2011

1. Dépenses d'appui

102. Au titre du Budget annuel révisé de 2010, l'appui au programme (AP) est actuellement budgétisé à 250,1 millions de dollars E.-U., soit 8 pour cent du Budget total et la gestion et l'administration (GA) est actuellement budgétisé à 96,1 millions, soit 3 pour cent du Budget total. Les chiffres correspondants pour 2011 sont 268,7 millions (8 pour cent) et 101,1 millions (3 pour cent) respectivement.

103. La figure F ci-dessous montre l'évolution de ces dépenses d'appui de 2000 à 2011. Pour une ventilation détaillée par région pour 2009-2011, veuillez vous référer au tableau IX de la troisième partie.

Figure F
Utilisation des ressources (2000-2011)

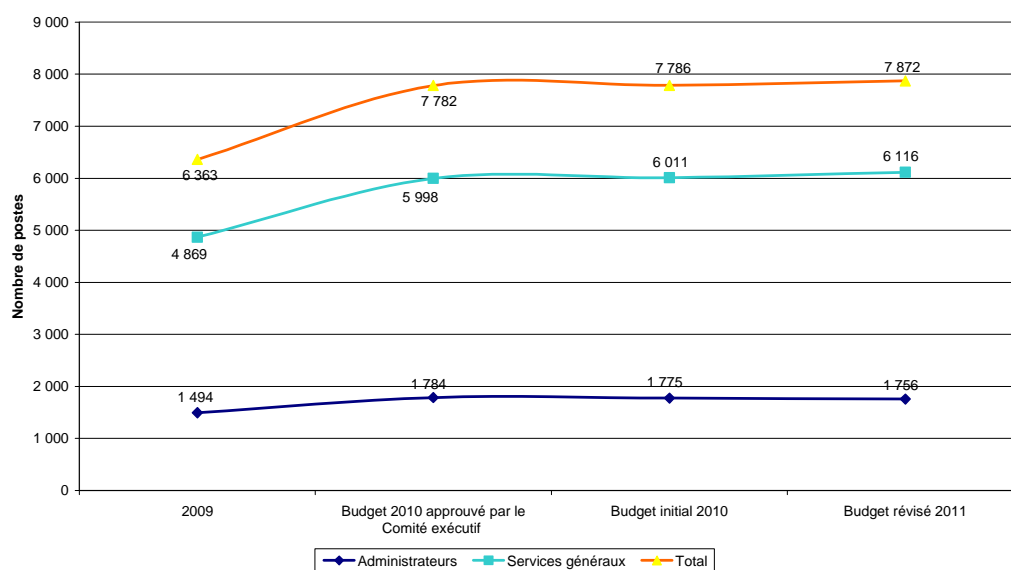


104. Le tableau VII de la troisième partie fournit un aperçu financier des estimations budgétaires proposées pour l'appui au programme et la gestion et l'administration par unité organique au Siège. L'information sur les dépenses d'appui au programme par région est indiquée au tableau VI et, au niveau des pays, au tableau VIII.

2. Niveau global des postes

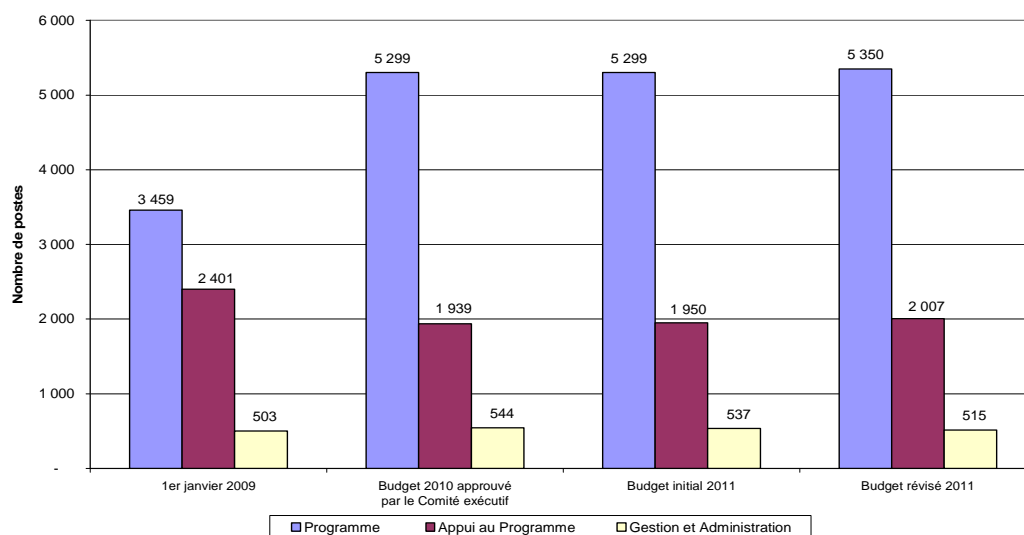
105. Le nombre de postes approuvés au titre du Budget biennal initial pour 2010 et 2011 était de 7 782 et 7 786 respectivement. Conformément à cette révision du Budget biennal de 2010 et 2011, le nombre de postes s'établit à 7 793 et 7872 respectivement. La figure G ci-dessous montre la tendance récente du nombre de postes. Le tableau IX de la troisième partie fournit une ventilation des postes au niveau régional et du Siège et les chiffres au niveau des pays sont fournis dans le tableau X.

Figure G
Nombre de postes au titre des Budgets-programme annuels (2000-2011)



106. La figure H ci-dessous montre l'évolution du nombre de postes par catégorie entre 2009 et 2011. Pour 2010, les postes de programmes (P) représentent 68 pour cent du total ; les postes d'appui au programme (AP) 25 pour cent ; et les postes de gestion et administration (GA) 7 pour cent. Pour le budget révisé de 2011, les chiffres correspondants sont 68, 25 et 6,8 pour cent respectivement.

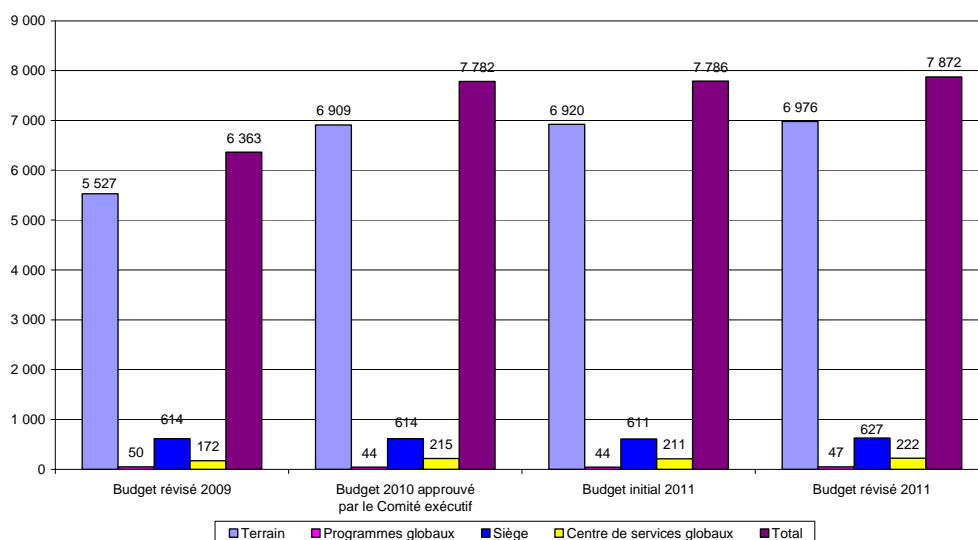
Figure H
Postes par activité de programme (2009-2011)



107. La répartition des postes AP sur le terrain est indiquée par pays dans le tableau X. La ventilation des postes du Budget ordinaire des Nations Unies est indiquée au tableau XI.

108. La figure I ci-dessous montre la localisation des postes de 2009 à 2011, y compris le Centre de services globaux de Budapest.

Figure I
Postes par localisation (2009-2011)



109. Au cours de 2010, outre les changements de structure décrits dans la première partie, suite au processus de régionalisation concernant le Bureau du Directeur pour l'Europe, l'ancien Bureau de Strasbourg a été transféré au Bureau régional de Bruxelles ; en conséquence, la définition donnée par le HCR d'autres localisation du Siège couvre actuellement les postes à Genève, New York, Bruxelles et Budapest seulement comme le récapitule la figure J ci-dessous.

Figure J
Postes au Siège

<i>Localisation</i>	<i>Budget révisé 2009 approuvé par le Comité exécutif</i>	<i>Budget initial 2010</i>	<i>Budget initial 2011</i>	<i>Budget révisé 2011</i>
Genève				
Bureau exécutif	59	63	60	56
Division des relations extérieures	97	97	97	100
Division de la protection internationale	59	54	54	55
Division des systèmes d'information et des télécommunications	94	91	91	90
Division de la gestion administrative et financière	54	58	58	61
Division de la gestion des ressources humaines	72	69	69	72
Division de l'appui et de la gestion des programmes	49	42	42	49
Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement	36	32	32	41
Bureaux régionaux	132	115	115	118
Total Genève	652	621	618	642

<i>Localisation</i>	<i>Budget révisé 2009 approuvé par le Comité exécutif</i>	<i>Budget initial 2010</i>	<i>Budget initial 2011</i>	<i>Budget révisé 2011</i>
Autres Bureaux délocalisés du Siège				
Budapest	172	215	211	222
New York	12	13	13	13
Strasbourg		3	3	
Bruxelles		21	21	19
Total autres Bureaux délocalisés du Siège	184	252	248	254
Total Siège	836	873	866	896

3. Classification des postes

110. La classification des postes est utilisée comme base de ventilation des budgets/coûts relatifs au fonctionnement des bureaux du HCR tels que voyages, services contractuels, charges d'exploitation, fournitures et matériels, etc.

111. L'adoption du cadre de résultats, précisant les résultats globaux que le HCR se propose d'atteindre a exigé la retouche de la classification des postes pour mieux refléter les dépenses de personnel représentant des entrants directs pour la fourniture d'une protection et de solutions ainsi que les coûts indirects inhérents à l'appui.

112. Les paragraphes suivants donnent les définitions des catégories de postes actuels au HCR, soit Programmes, Appui au programme et Gestion et administration :

a) Programmes (P) : postes fournissant une contribution directe nécessaire à la réalisation des objectifs d'un programme ou projet lié à l'exécution du mandat du HCR; ces postes se caractérisent par leur interaction immédiate avec les bénéficiaires.

b) Appui au programme (AP) : postes dans les unités organiques dont la fonction primordiale est l'élaboration, la formulation, l'exécution et l'évaluation des programmes du HCR mais non impliqués directement dans l'exécution. Cette catégorie inclut en général les postes des unités qui fournissent un appui aux programmes techniques, thématiques, géographiques, logistiques ou administratifs ;

c) Gestion et administration (GA) : postes dans les unités organiques dont la fonction primordiale est le maintien de l'identité, de la direction et du bien-être de l'Organisation. Cette catégorie inclut des postes dans des unités qui exercent des fonctions de direction, de politique et d'évaluation, de relations extérieures, d'information et d'administration.

113. Le tableau ci-dessous décrit comment la classification des postes de programmes et d'appui au programme a été révisée conformément à leur contribution directe à la réalisation d'objectifs. Ce travail a été facilité par *Focus* dans la mesure où toutes les opérations mettent en regard le temps consacré par le personnel et les résultats afin d'améliorer la transparence et l'obligation redditionnelle :

<i>Type de Fonction</i>	<i>Bureaux situés dans une capitale sur le terrain</i>	<i>Autres bureaux sur le terrain</i>
Administration	AP	P
Services communautaires	P	P
Solutions durables	P	P
Bureau exécutif	P pour les représentants et les représentants adjoints ayant des fonctions précises ; sinon AP	P
Relations extérieures	P	P
Terrain	P	P
Sûreté et sécurité sur le terrain	P	P
Chef de Bureau	P	P
Politique générale	AP	P
Programme	P	P
Protection	P	P
Secrétariat	AP	P
Approvisionnement et logistique	AP	P

4. Effectifs du HCR

114. Les effectifs du HCR se répartissent en différents groupes financés par différentes sources budgétaires et se répartissant en deux catégories principales : le personnel du HCR et les effectifs supplémentaires.

a) *Personnel du HCR*

115. La première catégorie comprend :

- le personnel affecté à des postes réguliers de durée plus ou moins longue, créés sous l'égide du Comité budgétaire du HCR, y compris d'autres fonctionnaires travaillant pour le HCR au titre de l'assistance temporaire ;
- le personnel en attente d'affectation (SIBA) ; et
- les administrateurs auxiliaires (JPO).

Personnel en attente d'affectation

116. Les activités du Haut Commissariat exigent le mouvement des ressources humaines d'un lieu à l'autre, selon les besoins de l'Organisation. Ces mouvements peuvent être effectués dans l'urgence (opération d'urgence) ; dans d'autres cas, les membres du personnel doivent libérer leur poste prématurément (suppressions de poste, changements de politique/priorité ou mesures de réduction des coûts). En outre, à tout moment, on compte un certain nombre de fonctionnaires qui ont terminé leur durée d'affectation standard dans un lieu d'affectation et n'ont pas encore été nommés bien qu'ils aient postulé à des postes vacants.

117. Le nombre de membres du personnel non affectés fluctue mais reste un défi pour la gestion des ressources humaines ainsi qu'une possibilité d'ouverture. Sous réserve d'une bonne gestion, ces fonctionnaires peuvent pourvoir d'importants postes opérationnels sur

une base temporaire. En conséquence, ce personnel se répartit en trois catégories, telles qu'énumérées dans le tableau ci-dessous : i) membres du personnel non affectés à un poste et en attente d'affectation temporaire (SIBA) ; ii) membres du personnel au bénéfice d'une affectation temporaire ; et iii) membres du personnel nommés à un poste et qui, compte tenu de leur affectation en suspens, ne peuvent être temporairement affectés.

Tableau de comparaison - 2009

	Jan	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
SIBA	79	72	64	68	58	60	75	61	55	61	58	53
Personnel au bénéfice d'une affectation temporaire	116	107	103	93	91	82	82	90	86	86	96	84
Personnel nommé attendant la réaffectation	14	12	15	11	19	11	16	25	24	14	11	15
Total	209	191	182	172	168	153	173	176	165	161	165	152

118. En 2009, les unités s'occupant de la planification des carrières et de la gestion des performances ont été fusionnées dans la Section d'appui et de gestion des carrières (CMSS) afin d'apporter un appui dynamique et personnalisé à la gestion de la performance et des carrières, y compris la gestion du personnel non affecté à des postes.

119. D'ici à la fin de l'année, les fonctionnaires chargés de la gestion des carrières de l'Unité de planification des carrières ont pris contact avec tous les fonctionnaires de la catégorie internationale. Des services individualisés d'appui et de carrière ont été fournis en mettant l'accent sur les collègues en attente de roulement et les fonctionnaires en attente d'affectation. En conséquence, de nombreux collègues sur le terrain sont plus conscients de leurs aptitudes, de leurs compétences et de leurs limites ; peuvent mieux planifier leur carrière et ont amélioré leur manière de postuler. Grâce à l'appui de la CMSS, la Division de la gestion des ressources humaines connaît mieux les profils professionnels, la situation et les aspirations des collègues.

Administrateurs auxiliaires

120. A la fin juin 2010, on comptait 91 administrateurs auxiliaires (JPO) travaillant au HCR (20 au Siège de Genève et 71 à l'extérieur). Les postes de JPO sont appuyés par les gouvernements donateurs et budgétisés aux niveaux P-1 et P-2 pour des durées de deux à quatre ans.

b) Effectifs supplémentaires

121. La deuxième grande catégorie d'effectifs du HCR peut être décrite comme des effectifs supplémentaires dont les principales composantes sont les Volontaires des Nations Unies (VNU), les membres du personnel détachés (personnel détaché auprès du HCR par le Corps médical international, le projet « Surge protection capacity », le Conseil danois pour les réfugiés et/ou le Conseil norvégien pour les réfugiés) ainsi que les consultants.

Volontaires des Nations Unies

122. Le recours aux volontaires des Nations Unies par le HCR s'est accru ces dernières années et ils représentent aujourd'hui l'essentiel des effectifs supplémentaires du HCR. En 2009, les VNU représentaient plus de 17 pour cent de l'ensemble du personnel du HCR sur

le terrain et étaient engagés dans 76 opérations de terrain. Le tableau suivant indique le nombre de VNU employés entre 1998 et 2009.

<i>Année</i>	<i>Internationaux</i>	<i>Nationaux</i>	<i>Total</i>
1998	225	9	234
1999	272	18	290
2000	311	57	368
2001	322	91	413
2002	367	151	518
2003	403	206	609
2004	504	173	677
2005	501	279	780
2006	478	323	801
2007	481	444	925
2008	559	505	1,064
2009	512	507	1,019

123. Sur les 1019 VNU déployés en 2009, 488 étaient des femmes et 521 des hommes ; 469 ont été déployés en Afrique, 193 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, 149 en Asie, 138 dans les Amériques et 70 en Europe.

Consultants

124. En 2009, le HCR a loué les services de 348 consultants. La politique sur les consultants publiée en 2005 a pour but de dégager des économies, d'assurer la cohérence et de faciliter les procédures administratives concernant le recrutement de consultants. Les demandes de services de consultants au Siège sont approuvées par la Division de la gestion des ressources humaines. La politique de 2005 est actuellement révisée et actualisée afin de rationaliser les procédures.

H. Projet de décision générale sur les questions relatives à l'administration, aux finances et au programme

125. Le Comité exécutif,

a) *Confirme* que les activités proposées au titre du Budget-programme biennal pour 2010-2011, telles qu'exposées dans le document A/AC.96/1087, ont été estimées, après examen, conformes au Statut de l'Office du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (Résolution 428 (V) de l'Assemblée générale), aux fonctions du Haut Commissaires telles qu'elles ont été reconnues, encouragées ou sollicitées par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité ou le Secrétaire général, ainsi qu'aux dispositions pertinentes du *Règlement de gestion par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés des fonds constitués au moyen de contributions volontaires* (A/AC.96/503/Rev.9) ;

b) *Rappelle* que le Comité exécutif, à sa soixantième session, a approuvé les programmes et les budgets pour les programmes régionaux, les programmes globaux et le Siège au titre du Budget-programme biennal pour 2010-2011 d'un total de 3 007 297 300 dollars E.-U. en 2010, dont des activités programmées de 2 78 471 100 dollars ; une allocation du Budget ordinaire des Nations Unies pour couvrir les coûts du Siège, une Réserve des opérations (soit 10 pour cent des activités programmées

au titre des piliers 1 et 2) de 196 826 200 dollars, un montant de 20 millions pour la Réserve relative aux « Activités nouvelles ou additionnelles – liées au mandat », et de 12 millions pour les administrateurs auxiliaires ; *approuve* les budgets supplémentaires de 2010 s'élevant actuellement à 143 324 300, ce qui porte le total des besoins révisés pour 2010 à 3 150 621 621 et *autorise* le Haut Commissaire, dans le cadre de ces dotations totales, à procéder à des ajustements entre les budgets des programmes régionaux, des programmes globaux et ceux du Siège :

c) *Approuve* les programmes et les budgets pour les programmes régionaux, les programmes globaux et le Siège au titre du Budget-programme révisé pour 2011, soit un montant de 3 288 830 000 dollars E.-U., y compris la contribution du Budget ordinaire des Nations Unies au titre des dépenses du Siège et une Réserve des opérations (soit 10 pour cent des activités programmées au titre des piliers 1 et 2 de 219 310 054 dollars E.-U. ; *note* que ces crédits, ajoutés à un montant de 12 millions pour les Administrateurs auxiliaires et de 20 millions pour la Réserve relative aux “Activités nouvelles ou additionnelles – liées au mandat” portent le total des besoins pour 2011 à 3 320 830 000 ; et *autorise* le Haut Commissaire, dans le cadre de la dotation totale, à procéder à des ajustements entre les budgets des programmes régionaux, des programmes globaux et ceux du Siège ;

d) *Prend acte* du *Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les fonds constitués au moyen de contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés : comptes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009* (A/AC.96/1083), ainsi que les *Mesures prises ou proposées en réponse aux recommandations du Rapport du Comité des commissaires aux comptes* (A/AC.96/1086/Add.1); du *Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le Budget-programme biennal pour 2010-2011* (A/AC.96/1087/Add.1) et des différents rapports du Haut Commissaire relatifs aux activités de contrôle (A/AC.96/1088 et A/AC.96/1089); et *demande* à être tenu régulièrement informé des mesures prises pour tenir compte des recommandations et des observations formulées dans ces différents documents de contrôle ;

e) *Demande* au Haut Commissaire, dans le cadre des ressources disponibles, de répondre avec flexibilité et efficacité aux besoins recensés dans le Budget-programme biennal révisé pour 2010-2011; et *l'autorise*, au cas où de nouveaux besoins d'urgence ne pourraient être intégralement couverts par prélèvements sur la Réserve des opérations, à créer des budgets supplémentaires et à lancer des appels spéciaux au titre de tous les piliers, ces ajustements devant être présentés pour examen à la réunion suivante du Comité permanent;

f) *Reconnaît avec gratitude* la charge qui continue d'être assumée par les pays en développement et les moins avancés dans l'accueil de réfugiés ; et *exhorte* les Etats membres à reconnaître cette contribution précieuse à la protection des réfugiés et à participer aux efforts visant à promouvoir des solutions durables ; et

g) *Demande instamment* aux Etats membres, à la lumière des besoins importants que doit couvrir l'Office du Haut Commissaire, de répondre en temps voulu avec générosité et dans un esprit de solidarité, à ses appels de fonds pour couvrir intégralement le Budget-programme biennal révisé approuvé pour 2010-2011 ; et d'appuyer les initiatives visant à assurer un financement plus important et plus prévisible, tout en s'efforçant de réduire les « affectations de fonds » à un niveau minimum.

Tableau I

Ressources en faveur des activités programmées en 2009
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

Ressources disponibles	Budget annuel		Budget supplémentaire		TOTAL 1/	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Report année antérieure	76 338,8	6,2%	72 604,9	10,0%	148 943,7	7,6%
Administrateurs auxiliaires (JPO)	8 519,2	0,7%	-		8 519,2	0,4%
Total report	84 858,0	6,9%	72 604,9	10,0%	157 462,9	8,0%
Recettes						
Contributions (hors secteur privé et JPO)	991 455,9	80,8%	661 459,6	90,7%	1 652 915,5	84,6%
Contributions du secteur privé	40 326,1	3,3%	10 384,6	1,4%	50 710,7	2,6%
Contributions JPO	12 002,0	1,0%	-	0,0%	12 002,0	0,6%
Budget ordinaire des Nations Unies	46 030,8	3,8%	-	0,0%	46 030,8	2,4%
Total contributions	1 089 814,8	88,8%	671 844,2	92,1%	1 761 659,0	90,0%
Autres recettes 2/	54 287,0	4,4%	(14 963,0)	-2,1%	39 324,0	2,0%
Autres recettes au titre des JPO	(1 503,0)	-0,1%	-		(1 503,0)	-0,1%
Total ressources disponibles	1 227 456,8	100%	729 486,1	100%	1 956 942,9	100%

Utilisation des ressources	Budget annuel		Budget supplémentaire		TOTAL	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
A - Programmes	724 712,0	64,7%	602 429,4	95,0%	1 327 141,4	75,6%
B - Appui au programme						
Terrain (y compris programmes globaux)	218 182,3	19,5%	28 833,7	4,5%	247 016,0	14,1%
Siège	58 665,1	5,2%	3 112,1	0,5%	61 777,2	3,4%
Total appui au programme	276 847,4	24,6%	31 945,8	5,0%	308 793,2	17,6%
C - Gestion & Administration						
Siège - Budget annuel	60 409,3	5,4%	-		60 409,3	3,4%
Siège - Budget ordinaire	46 030,8	4,1%	-		46 030,8	2,6%
Total Gestion & Administration	106 440,1	9,6%	-		106 440,1	6,1%
D - Administrateurs auxiliaires	12 121,5	1,1%	-		12 121,5	0,7%
TOTAL	1 120 121,0	100%	634 375,2	100%	1 754 496,2	100%

Excédent	107 335,8		95 110,9		202 446,7	
-----------------	------------------	--	-----------------	--	------------------	--

1/ Les recettes et les dépenses au titre du Plan d'assurance médicale, du Fonds de roulement et de garantie et du Fonds des prestations au personnel ne sont pas comprises dans ces chiffres.

2/ Les autres recettes au titre du Budget annuel 2009 comprennent 47,6 millions correspondant au pourcentage des coûts d'appui indirects de 2009 prélevés sur les contributions reçues au titre des opérations relatives aux programmes supplémentaires.

Tableau II

**Budgets révisés 2010 par pays et pilier à l'intérieur des régions
(en millions de dollars des États-Unis)**

Par région et au Siège	Opération	Programme global pour les réfugiés	Programme global pour l'apatridie	Projets globaux pour la réintégration	Projets globaux pour les déplacés internes	TOTAL
		Pilier 1	Pilier 2	Pilier3	Pilier 4	
Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire	8,7	2,7		4,6	16,1
	Ghana	8,6				8,6
	Guinée	7,3				7,3
	Libéria	7,7				7,7
	Bureau régional Sénégal	40,9	0,7			41,5
Total Afrique de l'Ouest		73,1	3,4		4,6	81,1
Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	Djibouti	20,9	0,3			21,1
	Erythrée	5,8				5,8
	Ethiopie	98,2				98,2
	Bureau régional Ethiopie	2,2				2,2
	Kenya	172,1	1,0	-	-	173,1
	Bureau régional Kenya	14,0	0,4	-	-	14,4
	Somalie	14,6		2,8	49,2	66,7
	Soudan	93,4		25,8	55,1	174,4
	Ouganda	44,8			9,7	54,5
Activités régionales	0,2				0,2	
Total Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique		466,2	1,7	28,6	114,1	610,6
Afrique centrale et Grands Lacs	Burundi	33,4	0,3	2,9	0,4	37,1
	Cameroun	20,7				20,7
	République centrafricaine	13,0			5,5	18,6
	Tchad	139,6			22,1	161,7
	Congo	29,6				29,6
	République démocratique du Congo	65,9	2,2		33,9	101,9
	Gabon	2,9				2,9
	Rwanda	20,0		2,4		22,4
République-Unie de Tanzanie	32,1		13,2		45,3	
Total Afrique centrale et Grands-Lacs		357,3	2,5	18,4	62,0	440,2
Afrique australe	Angola	7,4		5,9		13,4
	Botswana	3,4				3,4
	Malawi	3,5				3,5
	Mozambique	4,1	0,1			4,2
	Nambie	3,9		0,0		3,9
	Bureau régional Afrique du Sud	26,4	0,4			26,8
	Zambie	11,4				11,4
Zimbabwe	2,8	0,2	2,3	3,0	8,4	
Total Afrique australe		63,0	0,6	8,3	3,0	74,9
TOTAL AFRIQUE		959,6	8,2	55,3	183,7	1 206,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA)	Algérie	18,1				18,1
	Egypte	13,8	0,3			14,1
	Iraq	87,7	1,0	31,1	144,5	264,3
	Israël	3,1				3,1
	Jordanie	63,5				63,5
	Liban	13,4	0,2			13,7
	Jamahiriya arabe libyenne	5,4				5,4
	Mauritanie	7,8	0,0			7,9
	Maroc	2,6				2,6
	Arabie saoudite	2,7	0,5			3,2
	République arabe syrienne	166,2	0,6			166,8
	Tunisie	1,2				1,2
	Emirats arabes unis	1,7	0,1			1,8
Sahara occidental (Mesures établissement confiance)	11,8				11,8	
Yémen	29,5			20,7	50,2	
TOTAL MENA		428,4	2,7	31,1	165,2	627,4

Par région et au Siège	Opération	Programme global pour les réfugiés	Programme global pour l'apatridie	Projets globaux pour la réintégration	Projets globaux pour les déplacés internes	TOTAL
		Pilier 1	Pilier 2	Pilier3	Pilier 4	
Asie et Pacifique	Afghanistan	39,9		51,5	14,9	106,3
	Australie et Nouvelle-Zélande	1,3				1,3
	Bangladesh	8,2	0,0			8,3
	Cambodge	0,6	0,0			0,6
	Chine	4,8	0,2			5,0
	Inde	9,8	0,1			9,9
	Indonésie	4,9	0,3			5,2
	Iran, République islamique d'	37,0				37,0
	Japon	4,5	0,5			5,0
	Kazakhstan	3,5	0,6			4,1
	Kirghizistan	1,7	0,4		10,1	12,2
	Malaisie	14,2	0,1			14,3
	Mongolie	0,2	0,0			0,2
	Myanmar		11,6		4,8	16,4
	Népal	14,5	0,2			14,6
	Pakistan	59,0			131,1	190,0
	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1,3				1,3
	Philippines	0,6			2,2	2,9
	République de Corée	1,1	0,1			1,2
	Sri Lanka	1,0		2,4	36,3	39,7
	Tadjikistan	1,2	0,0			1,3
	Thaïlande	20,3	0,2			20,5
	Timor-Leste	0,3				0,3
Turkménistan	0,3	0,3			0,6	
Viet Nam	0,1	0,2	0,4		0,6	
Activités régionales	0,2				0,2	
TOTAL ASIE ET PACIFIQUE		230,7	15,0	54,2	199,4	499,3
Europe	Arménie	2,5		1,4		3,8
	Azerbaïdjan	4,5	0,3		1,5	6,2
	Bureau régional Belgique	4,3	0,5			4,8
	Bosnie-Herzégovine	4,4	1,0		13,9	19,3
	Croatie	5,9	0,6			6,5
	France	2,8	0,1			2,9
	Géorgie	5,6	1,5		55,0	62,1
	Allemagne	3,5	0,5			4,0
	Bureau régional Hongrie	8,9	0,7			9,7
	Irlande	0,7	0,0			0,7
	Bureau régional Italie	11,5	0,2			11,7
	Monténégro	5,5	0,4			6,0
	Fédération de Russie	8,5	1,0	3,1	12,5	25,0
	Serbie	15,4	2,6	11,1	24,0	53,2
	Espagne	1,3	0,2			1,5
	Suède	1,8	0,5			2,2
	ex-République yougoslave de Macédoine	3,7	0,6			4,3
	Turquie	16,6	0,1	0,1	0,0	16,8
Ukraine	11,0	0,6			11,6	
Royaume-Uni	1,4	0,2			1,6	
Activités régionales	1,1				1,1	
TOTAL EUROPE		120,8	11,4	15,7	107,0	254,9
Amériques	Argentine	5,3	0,1			5,4
	Bésil	3,5				3,5
	Canada	1,8				1,8
	Colombie	1,0	0,1		27,5	28,5
	Costa Rica	2,3				2,3
	Equateur	16,2	0,2			16,4
	Mexique	1,7				1,7
	Panama	6,8				6,8
	Etats-Unis d'Amérique	5,5	0,3		11,7	17,5
	Venezuela, République bolivarienne du	6,7				6,7
TOTAL AMERIQUES		50,8	0,7	-	39,2	90,7
TOTAL TERRAIN		1 790,3	38,0	156,3	694,5	2 679,1
Programmes globaux		120,4				120,4
Siège		158,2				158,2
TOTAL ACTIVITES PROGRAMMEES		2 068,9	38,0	156,3	694,5	2 957,7
Réserve des opérations		153,4				153,4
TOTAL ACTIVITES PROGRAMMEES ET RESERVE DES OPERATIONS		2 222,3	38,0	156,3	694,5	3 111,1
Réserve relative aux "Activités nouvelles ou additionnelles - liées au mandat"		18,2				18,2
Coûts d'appui		7,0			2,3	9,3
Administrateurs auxiliaires		12,0				12,0
TOTAL GENERAL		2 259,5	38,0	156,3	696,8	3 150,6

Tableau III

**Budgets révisés 2011 par pays et pilier à l'intérieur des régions
(en millions de dollars des Etats-Unis)**

Par région et au Siège	Opération	Programme global pour les réfugiés	Programme global pour l'apatridie	Projets globaux pour la réintégration	Projets globaux pour les déplacés internes	TOTAL
		Pilier 1	Pilier 2	Pilier 3	Pilier 4	
Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire	12,6	4,2	1,6	8,1	26,5
	Ghana	4,3		1,8		6,1
	Guinée	2,6		2,9		5,5
	Libéria	5,4		5,3		10,7
	Bureau régional Sénégal	41,8	0,7	7,9		50,4
Total Afrique de l'Ouest		66,7	4,9	19,5	8,1	99,2
Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	Djibouti	26,7	0,1			26,8
	Erythrée	6,2			0,5	6,7
	Ethiopie	117,7	0,2		0,4	118,3
	Bureau régional Ethiopie	1,8				1,8
	Kenya	211,3	0,5	-	0,5	212,3
	Bureau régional Kenya	11,5		-	-	11,5
	Somalie	13,8		3,3	49,6	66,7
	Soudan	89,0	6,8	8,1	91,4	195,3
	Ouganda	66,1			9,5	75,6
Activités régionales	6,0	2,0			8,0	
Total Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique		550,1	9,6	11,4	151,9	723,0
Afrique centrale et Grands Lacs	Burundi	34,3	0,3	9,2	0,6	44,4
	Cameroun	22,8	1,1			23,9
	République centrafricaine	13,1	0,9		10,7	24,7
	Tchad	171,8			24,9	196,7
	Congo	32,6				32,6
	République démocratique du Congo	61,5	2,0	20,2	58,9	142,6
	Gabon	3,1				3,1
	Rwanda	31,6		2,8		34,4
République-Unie de Tanzanie	16,6		75,1		91,7	
Total Afrique centrale et Grands-Lacs		387,4	4,3	107,3	95,1	594,1
Afrique australe	Angola	8,9		0,9		9,8
	Botswana	3,7				3,7
	Malawi	3,4				3,4
	Mozambique	4,2	0,4			4,6
	Namibie	4,3		0,1		4,4
	Bureau régional Afrique du Sud	39,2	1,0			40,2
	Zambie	14,1				14,1
Zimbabwe	3,5	0,8	1,6	4,4	10,3	
Total Afrique australe		81,3	2,2	2,6	4,4	90,5
TOTAL AFRIQUE		1 085,5	21,0	140,8	259,5	1 506,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA)	Algérie	25,5				25,5
	Egypte	18,8	0,7			19,5
	Iraq	37,2	4,1	61,3	108,0	210,6
	Israël	2,7				2,7
	Jordanie	43,4				43,4
	Liban	12,5	0,7			13,2
	Jamahiriya arabe libyenne	6,2				6,2
	Mauritanie	7,2				7,2
	Maroc	2,6				2,6
	Arabie saoudite	3,1	0,9			4,0
	République arabe syrienne	117,7	0,4			118,1
	Tunisie	0,6				0,6
	Emirats arabes unis	2,7	0,3			3,0
	Sahara occidental (Mesures établissement confiance)	12,3				12,3
	Yemen	33,9			25,9	59,8
Activités régionales	22,1	2,0			24,1	
TOTAL MENA		348,5	9,1	61,3	133,9	552,8

Par région et au Siège	Opération	Programme global pour les réfugiés	Programme global pour l'apatridie	Projets globaux pour la réintégration	Projets globaux pour les déplacés internes	TOTAL
		Pilier 1	Pilier 2	Pilier 3	Pilier 4	
Asie et Pacifique	Afghanistan	31,7		45,1	23,3	100,1
	Australie et Nouvelle-Zélande	1,8				1,8
	Bangladesh	10,7	-			10,7
	Cambodge	1,1	0,1			1,2
	Chine	4,8	0,2			5,0
	Inde	12,3	0,1			12,4
	Indonésie	7,0	0,4			7,4
	Iran, République islamique d'	40,0				40,0
	Japon	4,5	0,9			5,4
	Kazakhstan	5,2	1,5			6,7
	Kirghizistan	2,1	0,4			2,5
	Malaisie	16,0	0,4			16,4
	Mongolie	0,2	-			0,2
	Myanmar		11,3		5,9	17,2
	Népal	16,4	1,4			17,8
	Pakistan	42,7	0,8	22,3	46,2	112,0
	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,3				2,3
	Philippines	0,7	1,1		7,7	9,5
	République de Corée	1,7	0,1			1,8
	Sri Lanka	9,0			18,2	27,2
	Tadjikistan	1,7	0,2			1,9
	Thaïlande	24,3	1,0			25,3
	Timor-Leste	0,3	0,1			0,4
Turkménistan	0,4	0,4			0,8	
Viet Nam		0,3	0,4		0,7	
Activités régionales	0,2				0,2	
TOTAL ASIE ET PACIFIQUE		237,1	20,7	67,8	101,3	426,9
Europe	Arménie	2,3	0,2	1,0		3,5
	Azerbaïdjan	4,6	0,3		1,1	6,0
	Bureau régional Belgique	11,5	1,2			12,7
	Bosnie-Herzégovine	4,0	1,2		12,3	17,5
	Croatie	1,3	0,5	5,0		6,8
	Géorgie	3,1	1,6		14,0	18,7
	Bureau régional Hongrie	9,1	0,6			9,7
	Bureau régional Italie	10,6	0,1			10,7
	Monténégro	5,0	0,4			5,4
	Fédération de Russie	8,1	1,2	1,3	13,7	24,3
	Serbie	13,6	2,1	8,6	17,9	42,2
	Espagne	1,4	0,2			1,6
	Suède	2,2	0,5			2,7
	Ex-République yougoslave de Macédoine	3,2	0,3			3,5
	Turquie	16,7	0,2			16,9
	Ukraine	10,2	0,9			11,1
Activités régionales	3,6				3,6	
TOTAL EUROPE		110,5	11,5	15,9	59,0	196,9
Amériques	Argentine	5,0	0,2			5,2
	Brésil	4,8				4,8
	Canada	2,1				2,1
	Colombie	1,4			32,8	34,2
	Costa Rica	2,3				2,3
	Equateur	21,8				21,8
	Mexique	2,1				2,1
	Panama	6,8				6,8
	Etats-Unis d'Amérique	5,6	0,3		4,1	10,0
	Venezuela, République bolivarienne du	8,1				8,1
TOTAL AMERIQUES		60,0	0,5	-	36,9	97,4
TOTAL TERRAIN		1 841,6	62,8	285,8	590,6	2 780,8
Programmes globaux		120,6				120,6
Siège		168,1				168,1
Total activités programmées		2 130,3	62,8	285,8	590,6	3 069,5
Réserve des opérations		219,3				219,3
Total activités programmées et Réserve des opérations		2 349,6	62,8	285,8	590,6	3 288,8
Réserve relative aux "Activités nouvelles ou additionnelles"		20,0				20,0
Administrateurs auxiliaires		12,0				12,0
TOTAL GENERAL		2 381,6	62,8	285,8	590,6	3 320,8

¹ En 2011, le Tchad apparaîtra sous "Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique" et non plus sous "Afrique centrale et Grands Lacs".

Tableau IV

**Budgets supplémentaires du HCR pour 2009-2010
(en milliers de dollars des Etats-Unis)**

ACTIVITES	Région	Dépenses 2009	Budget révisé 2010
Réponse d'urgence et assistance aux réfugiés de République démocratique du Congo	Afrique centrale et Grands Lacs	00,0	25 816,5
	Coûts d'appui	-	1 807,2
	Total	00,0	27 623,6
Agrandissement du camp Ifo de Dadaab (Kenya)	Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	00,0	22 000,0
	Coûts d'appui	-	1 540,0
	Total	00,0	23 540,0
Réponse d'urgence aux victimes du tremblement de terre à Haïti	Amériques	00,0	11 682,4
	Coûts d'appui	-	817,8
	Total	00,0	12 500,1
Protection et assistance aux réfugiés et déplacés internes au Darfour (Soudan)	Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	25 347,0	
	Siège	216,1	
	Coûts d'appui	-	
	Total	25 563,2	00,0
Situation d'urgence au Kirghizistan	Asie et Pacifique	-	10 086,1
	Coûts d'appui	-	
	Total	00,0	10 086,1
Retour et réintégration des réfugiés et déplacés internes soudanais	Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	41 561,5	
	Moyen-Orient et Afrique du Nord	91,3	
	Siège	471,7	
	Coûts d'appui	-	
	Total	42 124,5	00,0
Réponse à la situation en Iraq	Moyen-Orient et Afrique du Nord	233 631,7	
	Europe	1 452,9	
	Asie et Pacifique	700,9	
	Amériques	2 055,2	
	Siège	2 003,8	
	Coûts d'appui	-	
	Total	239 844,5	00,0
Sahara occidental - Mesures d'établissement de la confiance	Moyen-Orient et Afrique du Nord	3 662,3	
	Coûts d'appui	-	
	Total	3 662,3	00,0
Afrique du Nord (Amélioration de la protection des réfugiés dans le contexte des mouvements plus larges de migration)	Moyen-Orient et Afrique du Nord	1 582,8	
	Siège	00,0	
	Total	1 582,8	00,0
Rapatriement des réfugiés mauritaniens en provenance du Sénégal et du Mali	Afrique de l'Ouest	2 141,6	
	Moyen-Orient et Afrique du Nord	6 900,5	
	Coûts d'appui	-	
	Total	9 042,1	00,0
Situation en Somalie	Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	25 860,6	29 211,0
	Moyen-Orient et Afrique du Nord	5 381,3	6 631,5
	Siège	02,9	00,0
	Coûts d'appui	-	2 509,0
	Total	31 244,7	38 351,5
Assistance d'urgence aux réfugiés somaliens à Dadaab (Kenya)	Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	18 678,9	
	Coûts d'appui	-	
	Total	18 678,9	00,0
Afrique de l'Ouest - Intégration sur place des réfugiés libériens	Afrique de l'Ouest	2 515,7	
	Coûts d'appui	-	
	Total	2 515,7	00,0
Crise du Caucase	Europe	17 822,9	
	Coûts d'appui	-	
	Total	17 822,9	00,0
Zones d'accueil de réfugiés et zones affectées par leur présence (RAHA) au Pakistan	Asie et Pacifique	2 107,1	13 319,9
	Coûts d'appui	-	1 119,1
	Total	2 107,1	14 439,0
Myanmar - Cyclone tropical Nargis	Asie et Pacifique	1 891,8	
	Coûts d'appui	-	
	Total	1 891,8	00,0

ACTIVITES	Région	Dépenses 2009	Budget révisé 2010
Situation au Zimbabwe	Afrique centrale et Grands Lacs	00,2	
	Afrique australe	3 466,5	
	Coûts d'appui	-	
	Total	3 466,7	00,0
Programme post-rapatriement (PRRLP) en Ethiopie, au Kenya et en Ouganda	Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	1 552,1	00,0
	Coûts d'appui		
	Total	1 552,1	00,0
Réponse d'urgence aux populations affectées par les inondations au Sud-Yémen	Moyen-Orient et Afrique du Nord	836,8	00,0
	Coûts d'appui		
	Total	836,8	00,0
Solutions globales pour les situations de réfugiés prolongées en Serbie	Europe	1 867,8	00,0
	Coûts d'appui		
	Total	1 867,8	00,0
Préparation et réponse aux cas de grippe aviaire et de grippe humaine dans les camps	Afrique de l'Ouest	269,3	
	Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	260,1	
	Afrique centrale et Grands Lacs	65,8	
	Afrique australe	75,7	
	Moyen-Orient et Afrique du Nord	172,0	
	Asie et Pacifique	300,9	
	Europe	29,4	
	Programmes globaux	1 836,4	
	Coûts d'appui		
Total	3 009,6	00,0	
Solutions durables pour les réfugiés burundais de 1972 en République-Unie de Tanzanie	Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	23 431,5	
	Coûts d'appui	-	
	Total	23 431,5	00,0
Total partiel (1)		430 245,0	126 540,4
Groupe sectoriel global pour les déplacés internes	Programmes globaux	1 090,9	
Opérations en faveur des déplacés internes en Ouganda	Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	9 513,5	
	Siège	160,0	
Opérations en faveur des déplacés internes en République démocratique du Congo	Afrique centrale et Grands Lacs	24 966,9	
	Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	2 340,6	
Opérations en faveur des déplacés internes au Yémen	Moyen-Orient et Afrique du Nord	7 938,1	15 335,0
	Coûts d'appui aux déplacés internes		1 449,0
Opérations en faveur des déplacés internes en Colombie	Amériques	17 564,5	
	Siège	257,6	
Opérations en faveur des déplacés internes au Tchad	Afrique centrale et Grands Lacs	6 346,9	
Opérations en faveur des déplacés internes en Côte d'Ivoire	Afrique de l'Ouest	941,9	
Opérations en faveur des déplacés internes en République centrafricaine	Afrique centrale et Grands Lacs	2 229,6	
Opérations en faveur des déplacés internes au Sri Lanka	Asie et Pacifique	29 367,3	
Opérations en faveur des déplacés internes dans la Province de Khyber Pakhtunkhwa	Asie et Pacifique	101 412,3	
Total partiel (2) (Programmes pour les déplacés internes)		204 130,2	16 784,0
TOTAL GLOBAL ((1) + (2))		634 375,2	143 324,4

Tableau V

Budgets de terrain révisés 2011 par pays/territoire et par entité (en milliers de dollars des Etats-Unis)

Afrique de l'Ouest	Type de population	Entité									
		Environnement de protection favorable	Processus de protection et documents adéquats	Sécurité face à la violence et à l'exploitation	Besoins de base et services essentiels	Participation communautaire et autogestion	Solutions durables	Relations extérieures	Appui à la logistique et aux opérations	Appui régional et au Siège	TOTAL
Côte d'Ivoire	Réfugiés	276 226	1 502 672	575 350	1 352 979	1 289 191	3 490 569	179 849	877 645	-	9 544 481
	Apatrides	705 681	2 002 938	339 628	-	117 355	245 653	197 388	699 602	-	4 308 245
	Rapatriés	258 988	383 698	416 439	2 357 475	98 274	157 787	120 857	788 892	-	4 582 410
	Déplacés internes	532 123	782 896	514 845	1 122 849	1 813 523	2 399 701	102 197	830 750	-	8 098 884
Total Côte d'Ivoire		1 773 018	4 672 204	1 846 262	4 833 303	3 318 343	6 293 710	600 291	3 196 889	-	26 534 020
Ghana	Réfugiés	648 652	448 643	207 552	1 759 135	989 617	869 018	137 581	1 015 453	-	6 075 651
Total Ghana		648 652	448 643	207 552	1 759 135	989 617	869 018	137 581	1 015 453	-	6 075 651
Guinée	Réfugiés	453 650	770 009	105 691	924 944	497 199	653 911	334 613	1 820 455	-	5 560 472
Total Guinée		453 650	770 009	105 691	924 944	497 199	653 911	334 613	1 820 455	-	5 560 472
Libéria	Réfugiés	212 740	278 710	105 132	880 960	345 063	1 524 106	70 132	1 518 159	-	4 935 002
	Rapatriés	-	1 589 532	245 927	676 427	1 652 855	850 427	715 710	715 710	-	5 730 878
Total Libéria		212 740	1 868 242	351 059	1 557 387	1 997 918	2 374 533	70 132	2 233 869	-	10 665 880
Bureau régional au Sénégal	Ensemble des populations prises en charge	1 282 350	861 492	497 315	6 494 871	-	1 743 028	-	330 551	2 215 370	13 424 977
	Réfugiés	1 384 182	2 712 335	1 521 315	8 681 202	3 866 609	8 204 662	1 094 632	7 379 835	-	34 844 772
	Apatrides	345 139	-	-	-	-	-	-	389 771	-	734 910
	Rapatriés	-	-	-	152 633	174 133	287 643	89 133	690 445	-	1 393 987
Total Bureau régional Sénégal		3 011 671	3 573 827	2 018 630	15 328 706	4 040 742	10 235 333	1 183 765	8 790 602	2 215 370	50 398 646
Total Afrique de l'Ouest		6 099 731	11 332 925	4 529 194	24 403 475	10 843 819	20 426 505	2 326 382	17 057 268	2 215 370	99 234 669

Récapitulatif

Ensemble des populations prises en charge	1 282 350	861 492	497 315	6 494 871	-	1 743 028	-	330 551	2 215 370	13 424 977
Réfugiés	2 975 450	5 712 369	2 515 040	13 599 220	6 987 679	14 742 266	1 816 807	12 611 547	-	60 960 378
Apatrides	1 050 820	2 002 938	339 628	-	117 355	245 653	197 388	1 089 373	-	5 043 155
Rapatriés	258 988	1 973 230	662 366	3 186 535	1 925 262	1 295 857	209 990	2 195 047	-	11 707 275
Déplacés internes	532 123	782 896	514 845	1 122 849	1 813 523	2 399 701	102 197	830 750	-	8 098 884
Total Afrique de l'Ouest	6 099 731	11 332 925	4 529 194	24 403 475	10 843 819	20 426 505	2 326 382	17 057 268	2 215 370	99 234 669

* L'expression "Ensemble des populations prises en charge" représente l'ensemble de résultats planifiés couvrant tous les types de population dans la zone couverte par l'opération, plutôt que les besoins d'un type spécifique de population comme c'est le cas pour les autres lignes. Par exemple, les stocks régionaux, la technologie de l'information ou les services de télécommunication appuyant l'ensemble des opérations dans une région, les services d'information pour tous les bureaux couverts par une opération, etc.

Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	Type de population	Entité									
		Environnement de protection favorable	Processus de protection et documents adéquats	Sécurité face à la violence et à l'exploitation	Besoins de base et services essentiels	Participation communautaire et autogestion	Solutions durables	Relations extérieures	Appui à la logistique et aux opérations	Appui régional et au Siège	TOTAL
Tchad	Réfugiés	11 251 029	6 942 851	23 397 609	63 643 060	19 439 641	6 917 082	2 555 637	37 701 001	-	171 847 910
	Déplacés internes	1 338 305	2 445 928	5 617 155	8 640 515	2 080 321	560 976	233 250	3 890 325	-	24 806 775
Total Tchad		12 589 334	9 388 779	29 014 764	72 283 575	21 519 962	7 478 058	2 788 887	41 591 326	-	196 654 685
Djibouti	Réfugiés	700 397	946 386	803 325	19 536 408	1 251 861	549 057	251 577	2 618 507	-	26 657 518
	Apatrides	-	-	-	-	-	141 150	-	-	-	141 150
Total Djibouti		700 397	946 386	803 325	19 536 408	1 251 861	690 207	251 577	2 618 507	-	26 798 668
Erythrée	Réfugiés	105 153	172 593	114 819	4 633 970	110 958	202 581	-	864 409	-	6 204 483
	Déplacés internes	-	-	-	500 000	-	-	-	-	-	500 000
Total Erythrée		105 153	172 593	114 819	5 133 970	110 958	202 581	-	864 409	-	6 704 483
Ethiopie	Réfugiés	7 063 479	5 277 956	9 435 019	68 968 939	5 701 356	3 491 552	1 347 558	16 462 745	-	117 748 604
	Apatrides	234 656	-	-	-	-	-	-	-	-	234 656
	Déplacés internes	178 219	-	98 219	173 219	-	-	-	-	-	449 657
	Ensemble des populations prises en charge	297 008	-	92 355	-	46 160	28 650	118 663	1 263 729	-	1 846 565
Total Ethiopie		7 773 362	5 277 956	9 625 593	69 142 158	5 747 516	3 520 202	1 466 221	17 726 474	-	120 279 482
Bureau régional Kenya	Réfugiés	10 638 438	8 546 519	9 750 736	123 899 725	10 089 571	8 967 301	1 982 529	42 009 938	-	215 884 757
	Apatrides	172 926	-	-	-	79 188	-	77 938	122 133	-	452 185
	Déplacés internes	79 967	-	-	16 786	144 286	154 786	-	74 763	-	470 588
	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	-	-	-	2 720 497	4 133 760	6 854 257
Total Bureau régional Kenya		10 891 331	8 546 519	9 750 736	123 916 511	10 313 045	9 122 087	2 060 467	44 927 331	4 133 760	223 661 787
Somalie	Réfugiés	974 099	2 477 524	1 182 610	3 319 917	1 794 912	812 299	-	3 196 935	-	13 758 296
	Rapatriés	584 809	-	-	758 846	1 668 211	-	-	294 659	-	3 306 525
	Déplacés internes	2 680 673	1 078 579	4 527 749	27 054 709	5 639 772	-	426 580	8 206 829	-	49 614 891
Total Somalie		4 239 581	3 556 103	5 710 359	31 133 472	9 102 895	812 299	426 580	11 698 423	-	66 679 712
Soudan	Réfugiés	6 938 660	10 247 566	11 058 162	19 470 160	12 403 611	9 527 341	2 727 305	9 879 546	-	82 252 351
	Apatrides	2 859 384	459 384	-	-	-	-	409 384	3 023 360	-	6 751 512
	Rapatriés	1 675 943	1 498 644	1 800 443	1 560 068	1 730 527	3 953 161	462 476	2 177 760	-	14 859 022
	Déplacés internes	14 286 304	7 643 479	9 778 932	17 886 011	11 520 024	14 716 504	3 003 876	12 564 948	-	91 400 078
Total Soudan		25 760 291	19 849 073	22 637 537	38 916 239	25 654 162	28 197 006	6 603 041	27 645 614	-	195 262 963
Ouganda	Réfugiés	1 815 174	7 930 004	4 259 940	20 575 399	6 340 449	5 586 121	167 169	19 401 581	-	66 075 837
	Déplacés internes	-	-	-	2 849 082	2 173 856	2 296 103	-	2 223 633	-	9 542 674
Total Ouganda		1 815 174	7 930 004	4 259 940	23 424 481	8 514 305	7 882 224	167 169	21 625 214	-	75 618 511
Activités régionales	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	1 500 000	-	3 000 000	-	-	1 500 000	6 000 000
	Apatrides	-	-	-	-	-	2 000 000	-	-	-	2 000 000
Activités régionales		-	-	-	1 500 000	-	5 000 000	-	-	1 500 000	8 000 000
Total Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique		63 874 623	55 667 413	81 917 073	384 986 814	82 214 704	62 904 664	13 763 942	168 697 298	5 633 760	919 660 291

¹ En 2011, le Tchad apparaît sous "Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique" et non plus sous "Afrique centrale et Grands Lacs".

Récapitulatif

Ensemble des populations prises en charge	297 008	-	92 355	1 500 000	46 160	3 028 650	118 663	3 984 226	5 633 760	14 700 822
Réfugiés	39 486 429	42 541 399	60 002 220	324 047 578	57 132 359	36 053 334	9 031 775	132 134 662	-	700 429 756
Apatrides	3 266 966	459 384	-	-	79 188	2 141 150	487 322	3 145 493	-	9 579 593
Rapatriés	2 260 752	1 498 644	1 800 443	2 318 914	3 398 738	3 953 161	462 476	2 472 419	-	18 165 547
Déplacés internes	18 563 468	11 167 986	20 022 055	57 120 322	21 558 259	17 728 369	3 663 706	26 960 498	-	176 784 663
Total Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	63 874 623	55 667 413	81 917 073	384 986 814	82 214 704	62 904 664	13 763 942	168 697 298	5 633 760	919 660 291

Afrique centrale et Grands Lacs	Type de population	Entité									
		Environnement de protection favorable	Processus de protection et documents adéquats	Sécurité face à la violence et à l'exploitation	Besoins de base et services essentiels	Participation communautaire et autogestion	Solutions durables	Relations extérieures	Appui à la logistique et aux opérations	Appui régional et au Siège	TOTAL
Burundi	Réfugiés	737 227	1 128 886	1 155 414	8 066 908	2 158 043	3 021 776	526 472	2 219 533	-	19 014 259
	Apatrides	200 045	-	-	-	-	77 073	-	8 243	-	285 361
	Rapatriés	367 250	1 396 647	1 410 095	6 825 019	660 666	11 086 194	222 471	2 475 242	-	24 443 584
	Déplacés internes	405 356	93 865	-	-	-	45 795	-	95 000	-	640 016
Total Burundi		1 709 878	2 619 398	2 565 509	14 891 927	2 818 709	14 230 838	748 943	4 798 018	-	44 383 220
Cameroun	Réfugiés	1 632 304	1 556 152	992 204	8 580 476	3 315 023	2 730 608	215 870	3 811 892	-	22 834 529
	Apatrides	362 988	136 889	-	-	84 256	165 085	136 889	176 893	-	1 063 000
Total Cameroun		1 995 292	1 693 041	992 204	8 580 476	3 399 279	2 895 693	352 759	3 988 785	-	23 897 529
République centrafricaine	Réfugiés	69 045	863 676	1 559 956	4 974 037	1 401 520	2 479 998	-	1 697 760	-	13 045 992
	Apatrides	-	910 012	-	-	-	-	-	-	-	910 012
	Déplacés internes	1 154 734	786 589	1 045 192	4 463 046	1 507 893	-	-	1 728 201	-	10 685 655
Total République centrafricaine		1 223 779	2 560 277	2 605 148	9 437 083	2 909 413	2 479 998	-	3 425 961	-	24 641 659
Congo	Réfugiés	928 876	2 812 436	1 215 454	14 588 859	2 643 127	3 427 039	-	3 749 209	-	29 365 000
	Rapatriés	-	2 569 637	-	-	-	-	-	704 720	-	3 274 357
Total Congo		928 876	5 382 073	1 215 454	14 588 859	2 643 127	3 427 039	-	4 453 929	-	32 639 357
République démocratique du Congo	Réfugiés	1 679 026	2 572 168	1 680 609	5 057 440	2 214 307	7 365 097	1 340 247	15 551 674	-	37 460 568
	Apatrides	1 455 900	-	-	-	-	-	-	528 850	-	1 984 750
	Rapatriés	2 756 804	1 463 538	5 207 773	12 343 084	4 484 758	6 283 334	2 231 804	9 488 671	-	44 259 766
	Déplacés internes	4 316 801	3 012 582	7 679 250	20 597 312	5 707 862	4 372 802	2 518 802	10 698 229	-	58 903 640
Total République démocratique du Congo		10 208 531	7 048 288	14 567 632	37 997 836	12 406 927	18 021 233	6 090 853	36 267 424	-	142 608 724
Gabon	Réfugiés	308 013	207 849	225 206	312 749	253 041	832 637	-	966 115	-	3 105 610
Total Gabon		308 013	207 849	225 206	312 749	253 041	832 637	-	966 115	-	3 105 610
Rwanda	Réfugiés	1 767 361	1 716 466	987 626	16 465 443	2 665 692	2 681 770	236 269	3 111 863	-	29 632 490
	Rapatriés	-	-	325 599	2 743 989	-	464 777	-	1 249 718	-	4 784 083
Total Rwanda		1 767 361	1 716 466	1 313 225	19 209 432	2 665 692	3 146 547	236 269	4 361 581	-	34 416 573
République-Unie de Tanzanie	Réfugiés	3 725 539	1 489 432	11 401 564	23 599 200	6 434 196	30 906 616	1 316 264	12 875 987	-	91 748 798
Total République-Unie de Tanzanie		3 725 539	1 489 432	11 401 564	23 599 200	6 434 196	30 906 616	1 316 264	12 875 987	-	91 748 798
Total Afrique centrale et Grands Lacs		21 867 269	22 716 824	34 885 942	128 617 562	33 530 384	75 940 601	8 745 088	71 137 800	-	397 441 470

Récapitulatif

Ensemble des populations prises en charge

Réfugiés	10 847 391	12 347 065	19 218 033	81 645 112	21 084 949	53 445 541	3 635 122	43 984 033	-	246 207 246
Apatrides	2 018 933	1 046 901	-	-	84 256	242 158	136 889	713 986	-	4 243 123
Rapatriés	3 124 054	5 429 822	6 943 467	21 912 092	5 145 424	17 834 305	2 454 275	13 918 351	-	76 761 790
Déplacés internes	5 876 891	3 893 036	8 724 442	25 060 358	7 215 755	4 418 597	2 518 802	12 521 430	-	70 229 311
Total Afrique centrale et Grands Lacs	21 867 269	22 716 824	34 885 942	128 617 562	33 530 384	75 940 601	8 745 088	71 137 800	-	397 441 470

Tableau V - Budgets révisés 2011 sur le terrain par pays/territoire et par entité (suite)

Afrique australe	Type de population	Entité									TOTAL
		Environnement de protection favorable	Processus de protection et documents adéquats	Sécurité face à la violence et à l'exploitation	Besoins de base et services essentiels	Participation communautaire et autogestion	Solutions durables	Relations extérieures	Appui à la logistique et aux opérations	Appui régional et au Siège	
Angola	Réfugiés	545 999	1 310 488	464 081	940 995	1 368 352	358 352	-	1 762 589	-	6 750 856
	Rapatriés	-	715 053	-	663 230	159 940	388 170	-	1 094 202	-	3 020 595
Total Angola		545 999	2 025 541	464 081	1 604 225	1 528 292	746 522	-	2 856 791	-	9 771 451
Botswana	Réfugiés	235 813	147 608	110 737	2 259 382	149 594	375 988	65 579	387 196	-	3 731 897
Total Botswana		235 813	147 608	110 737	2 259 382	149 594	375 988	65 579	387 196	-	3 731 897
Malawi	Réfugiés	281 231	349 499	246 985	1 087 804	126 660	468 998	-	873 479	-	3 434 656
Total Malawi		281 231	349 499	246 985	1 087 804	126 660	468 998	-	873 479	-	3 434 656
Mozambique	Réfugiés	400 573	201 781	172 055	1 251 958	1 148 735	210 358	78 646	724 383	-	4 188 489
	Apatrides	270 122	39 847	-	-	-	39 847	39 847	13 895	-	403 558
Total Mozambique		670 695	241 628	172 055	1 251 958	1 148 735	250 205	118 493	738 278	-	4 592 047
Namibie	Réfugiés	58 603	328 829	166 570	1 797 814	298 055	496 535	80 217	830 439	-	4 057 062
	Rapatriés	-	39 511	-	24 099	41 862	58 268	-	158 894	-	322 634
Total Namibie		58 603	368 340	166 570	1 821 913	339 917	554 803	80 217	989 333	-	4 379 696
Bureau régional Pretoria	Ensemble des populations prises en charge	419 333	2 081 090	-	-	-	3 823 957	580 866	990 267	5 638 879	13 534 392
	Réfugiés	755 994	632 714	1 534 355	15 256 216	-	4 955 294	-	2 497 586	-	25 632 159
	Apatrides	1 031 941	-	-	-	-	-	-	-	-	1 031 941
Total Bureau régional Pretoria		2 207 268	2 713 804	1 534 355	15 256 216	-	8 779 251	580 866	3 487 853	5 638 879	40 198 492
Zambie	Réfugiés	475 877	1 995 941	799 306	2 788 633	519 571	4 385 221	447 382	2 706 150	-	14 118 081
Total Zambie		475 877	1 995 941	799 306	2 788 633	519 571	4 385 221	447 382	2 706 150	-	14 118 081
Zimbabwe	Réfugiés	90 988	397 945	114 542	1 625 278	237 041	311 026	47 085	674 914	-	3 498 819
	Apatrides	199 577	249 747	-	-	-	-	44 036	296 794	-	790 154
	Rapatriés	147 094	137 869	179 982	42 858	591 614	63 320	32 773	365 944	-	1 561 454
	Déplacés internes	505 698	267 807	371 060	375 351	2 061 241	-	57 288	793 848	-	4 432 293
Total Zimbabwe		943 357	1 053 368	665 584	2 043 487	2 889 896	374 346	181 182	2 131 500	-	10 282 720
Total Afrique australe		5 418 843	8 895 729	4 159 673	28 113 618	6 702 665	15 935 334	1 473 719	14 170 580	5 638 879	90 509 040

Récapitulatif

Ensemble des populations prises en charge	419 333	2 081 090	-	-	-	-	3 823 957	580 866	990 267	5 638 879	13 534 392
Réfugiés	2 845 078	5 364 805	3 608 631	27 008 080	3 848 008	11 561 772	718 909	10 456 736	-	-	65 412 019
Apatrides	1 501 640	289 594	-	-	-	39 847	83 883	310 689	-	-	2 225 653
Rapatriés	147 094	892 433	179 982	730 187	793 416	509 758	32 773	1 619 040	-	-	4 904 683
Déplacés internes	505 698	267 807	371 060	375 351	2 061 241	-	57 288	793 848	-	-	4 432 293
Total Afrique australe	5 418 843	8 895 729	4 159 673	28 113 618	6 702 665	15 935 334	1 473 719	14 170 580	5 638 879	-	90 509 040

TOTAL AFRIQUE	97 260 466	98 612 891	125 491 882	566 121 469	133 291 572	175 207 104	26 309 131	271 062 946	13 488 009	-	1 506 845 470
----------------------	-------------------	-------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	-------------------	--------------------	-------------------	----------	----------------------

Récapitulatif

Ensemble des populations prises en charge	1 998 691	2 942 582	589 670	7 994 871	46 160	8 595 635	699 529	5 305 044	13 488 009	-	41 660 191
Réfugiés	56 154 348	65 965 638	85 343 924	446 299 990	89 052 995	115 802 913	15 202 613	199 186 978	-	-	1 073 009 399
Apatrides	7 838 359	3 798 817	339 628	-	280 799	2 668 808	905 482	5 259 541	-	-	21 091 434
Rapatriés	5 790 888	9 794 129	9 586 258	28 147 728	11 262 840	23 593 081	3 159 514	20 204 857	-	-	111 539 295
Déplacés internes	25 478 180	16 111 725	29 632 402	83 678 880	32 648 778	24 546 667	6 341 993	41 106 526	-	-	259 545 151
TOTAL AFRIQUE	97 260 466	98 612 891	125 491 882	566 121 469	133 291 572	175 207 104	26 309 131	271 062 946	13 488 009	-	1 506 845 470

Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA)	Type de population	Entité									TOTAL
		Environnement de protection favorable	Processus de protection et documents adéquats	Sécurité face à la violence et à l'exploitation	Besoins de base et services essentiels	Participation communautaire et autogestion	Solutions durables	Relations extérieures	Appui à la logistique et aux opérations	Appui régional et au Siège	
Algérie	Réfugiés	287 969	782 115	1 067 235	16 904 795	1 081 323	136 548	255 719	4 993 615	-	25 509 319
Total Algérie		287 969	782 115	1 067 235	16 904 795	1 081 323	136 548	255 719	4 993 615	-	25 509 319
Egypte	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	-	-	-	-	194 412	194 412
	Réfugiés	311 625	1 999 560	-	12 673 148	1 469 893	1 391 031	-	806 267	-	18 651 524
	Apatrides	-	-	-	674 266	-	-	-	5 580	-	679 846
Total Egypte		311 625	1 999 560	-	13 347 414	1 469 893	1 391 031	-	811 847	194 412	19 525 782
Iraq	Réfugiés	3 936 004	847 019	432 286	22 303 494	310 911	5 453 419	216 379	3 733 218	-	37 232 730
	Apatrides	2 056 149	-	-	-	-	-	1 049 370	982 078	-	4 087 597
	Rapatrés	3 459 574	479 470	594 854	52 168 989	541 849	1 017 787	332 446	2 615 329	-	61 210 298
	Déplacés internes	842 753	709 356	863 938	100 612 447	597 558	844 506	328 218	3 268 845	-	108 067 621
Total Iraq		10 294 480	2 035 845	1 891 078	175 084 930	1 450 318	7 315 712	1 926 413	10 599 470	-	210 598 246
Israël	Réfugiés	555 495	808 797	85 703	458 657	197 863	90 283	79 703	412 768	-	2 689 269
Total Israël		555 495	808 797	85 703	458 657	197 863	90 283	79 703	412 768	-	2 689 269
Jordanie	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	-	-	-	-	279 310	279 310
	Réfugiés	2 116 367	3 158 371	1 536 950	31 091 418	1 527 502	1 153 653	449 821	2 099 408	-	43 133 490
Total Jordanie		2 116 367	3 158 371	1 536 950	31 091 418	1 527 502	1 153 653	449 821	2 099 408	279 310	43 412 800
Liban	Ensemble des populations prises en charge	-	182 757	-	-	-	-	926 809	260 757	304 874	1 411 416
	Réfugiés	271 869	1 172 321	1 946 981	3 486 251	960 613	1 250 434	371 754	1 176 957	-	10 637 180
	Apatrides	118 424	97 424	-	-	113 113	133 768	-	198 630	-	661 359
Total Liban		390 293	1 452 502	1 946 981	3 486 251	1 073 726	2 311 011	632 511	1 680 461	141 416	13 115 152
Jamahiriya arabe libyenne	Réfugiés	391 121	1 490 665	315 371	1 237 094	166 845	894 296	160 306	1 581 152	-	6 236 850
Jamahiriya arabe libyenne		391 121	1 490 665	315 371	1 237 094	166 845	894 296	160 306	1 581 152	-	6 236 850
Mauritanie	Réfugiés	272 960	486 573	132 158	343 711	474 313	227 241	-	-	-	1 936 956
	Rapatrés	-	-	-	1 407 352	735 782	2 728 218	-	377 222	-	5 248 574
Total Mauritanie		272 960	486 573	132 158	1 751 063	1 210 095	2 955 459	-	377 222	-	7 185 530
Maroc	Réfugiés	512 491	453 107	144 978	630 832	331 736	148 978	152 794	248 424	-	2 623 340
Total Maroc		512 491	453 107	144 978	630 832	331 736	148 978	152 794	248 424	-	2 623 340
Arabie saoudite	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	-	-	-	247 050	245 772	492 822
	Réfugiés	99 633	471 589	87 770	186 895	-	87 770	341 063	1 342 477	-	2 617 197
	Apatrides	516 622	-	-	-	-	-	-	429 509	-	946 131
Total Arabie saoudite		616 255	471 589	87 770	186 895	-	87 770	341 063	2 019 036	245 772	4 056 150
République arabe syrienne	Réfugiés	1 548 174	4 560 907	1 882 681	92 389 979	3 427 136	3 913 974	428 286	9 583 129	-	117 734 266
	Apatrides	185 458	39 008	-	-	-	47 306	31 829	106 248	-	409 849
Total République arabe syrienne		1 733 632	4 599 915	1 882 681	92 389 979	3 427 136	3 961 280	460 115	9 689 377	-	118 144 115
Tunisie	Réfugiés	153 379	67 727	-	180 832	58 526	52 365	96 833	2 758	-	612 420
Total Tunisie		153 379	67 727	-	180 832	58 526	52 365	96 833	2 758	-	612 420
Emirats arabes unis	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	-	-	-	-	1 369 761	1 549 761
	Réfugiés	49 078	289 145	113 412	73 033	-	167 873	-	472 333	-	1 164 874
	Apatrides	63 447	-	-	-	-	-	-	277 379	-	340 826
Total Emirats arabes unis		112 525	289 145	113 412	73 033	-	167 873	180 000	749 712	1 369 761	3 055 461
Sahara occidental (CBM)	Réfugiés	-	463 913	-	1 206 469	473 671	-	177 238	3 251 650	-	5 572 941
	Déplacés internes	-	388 920	-	1 640 315	-	-	253 856	4 449 176	-	6 732 267
Total Sahara occidental		-	852 833	-	2 846 784	473 671	-	431 094	7 700 826	-	12 305 208
Yémen	Réfugiés	3 085 069	3 498 864	1 938 498	11 503 220	9 212 317	2 187 435	865 686	1 551 364	-	33 842 453
	Déplacés internes	1 452 635	1 383 765	597 443	10 742 331	3 458 031	6 542 391	317 519	1 367 574	-	25 861 689
Total Yémen		4 537 704	4 882 629	2 535 941	22 245 551	12 670 348	8 729 826	1 183 205	2 918 938	-	59 704 142
Activités régionales	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	2 000 000	3 067 600	-	16 091 885	840 515	22 000 000
	Apatrides	2 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	2 000 000
Activités régionales		2 000 000	-	-	-	2 000 000	3 067 600	-	16 091 885	840 515	24 000 000
TOTAL MENA		24 286 296	23 831 373	11 740 258	361 915 528	27 138 982	32 463 685	6 349 577	61 976 899	3 071 186	552 773 784

Récapitulatif

Ensemble des populations prises en charge	-	182 757	-	-	-	2 000 000	3 994 409	440 757	16 643 809	3 071 186	26 332 918
Réfugiés	13 591 234	20 550 673	9 684 023	194 669 828	19 692 649	17 155 300	3 595 582	31 255 520	-	-	310 194 809
Apatrides	4 940 100	136 432	-	674 266	-	113 113	181 074	1 081 199	1 999 424	-	9 125 608
Rapatrés	3 459 574	479 470	594 854	53 576 341	1 277 631	3 746 005	332 446	2 992 551	-	-	66 458 872
Déplacés internes	2 295 388	2 482 041	1 461 381	112 995 093	4 055 589	7 386 897	899 593	9 085 595	-	-	140 661 577
TOTAL MENA	24 286 296	23 831 373	11 740 258	361 915 528	27 138 982	32 463 685	6 349 577	61 976 899	3 071 186	-	552 773 784

Asie et Pacifique	Type de population	Entité									
		Environnement de protection favorable	Processus de protection et documents adéquats	Sécurité face à la violence et à l'exploitation	Besoins de base et services essentiels	Participation communautaire et autogestion	Solutions durables	Relations extérieures	Appui à la logistique et aux opérations	Appui régional et au Siège	TOTAL
Afghanistan	Réfugiés	-	265 640	100 456	120 456	-	110 456	-	304 124	-	901 132
	Rapatriés	2 813 862	1 200 855	2 191 132	29 025 271	6 038 489	26 047 283	1 608 930	6 982 843	-	75 908 665
	Déplacés internes	1 255 326	347 947	952 549	12 877 558	3 366 926	2 616 340	997 318	912 373	-	23 326 337
Total Afghanistan		4 069 188	1 814 442	3 244 137	42 023 285	9 405 415	28 774 079	2 606 248	8 199 340	-	100 136 134
Australie	Ensemble des populations prises en charge	149 575	-	-	-	-	-	106 355	96 001	79 101	431 032
	Réfugiés	463 906	272 999	-	-	-	209 318	84 623	360 628	-	1 391 474
Total Australie		613 481	272 999	-	-	-	209 318	190 978	456 629	79 101	1 822 506
Bangladesh	Réfugiés	405 770	301 961	1 412 558	6 014 380	1 259 314	296 018	57 184	978 110	-	10 725 295
	Apatrides	27 322	-	-	-	-	-	-	-	-	27 322
Total Bangladesh		433 092	301 961	1 412 558	6 014 380	1 259 314	296 018	57 184	978 110	-	10 752 617
Cambodge	Réfugiés	-	326 178	-	451 116	-	122 577	81 798	115 558	-	1 097 227
	Apatrides	64 641	-	-	-	-	-	-	-	-	64 641
Total Cambodge		64 641	326 178	-	451 116	-	122 577	81 798	115 558	-	1 161 868
Chine	Réfugiés	752 615	1 177 050	36 299	1 335 873	136 893	343 993	154 131	860 019	-	4 796 873
	Apatrides	123 740	-	-	-	-	-	-	76 535	-	200 275
Total Chine		876 355	1 177 050	36 299	1 335 873	136 893	343 993	154 131	936 554	-	4 997 148
Inde	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	-	-	-	11 996	222 407	234 403
	Réfugiés	296 643	1 423 544	513 029	4 346 362	2 675 511	1 761 452	86 584	937 916	-	12 041 041
	Apatrides	70 186	-	-	-	-	-	-	23 992	-	94 178
Total Inde		366 829	1 423 544	513 029	4 346 362	2 675 511	1 761 452	86 584	973 904	222 407	12 369 622
Indonésie	Réfugiés	563 910	1 957 639	759 340	2 246 318	619 639	152 072	151 403	289 249	270 032	7 009 602
	Apatrides	142 849	53 485	-	-	-	43 485	-	147 200	-	387 019
Total Indonésie		706 759	2 011 124	759 340	2 246 318	619 639	195 557	151 403	436 449	270 032	7 396 621
Iran, République islamique d'	Réfugiés	721 852	2 668 322	1 936 782	20 568 029	6 099 058	4 495 068	777 610	2 684 387	-	39 951 108
Total République islamique d'Iran		721 852	2 668 322	1 936 782	20 568 029	6 099 058	4 495 068	777 610	2 684 387	-	39 951 108
Japon	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	-	-	630 210	546 575	761 667	1 938 452
	Réfugiés	616 411	1 088 505	-	-	-	-	-	864 201	-	2 569 117
	Apatrides	321 453	-	-	-	-	-	-	528 558	-	850 011
Total Japon		937 864	1 088 505	-	-	-	-	630 210	1 939 334	761 667	5 357 580
Kazakhstan	Réfugiés	915 216	1 567 310	140 707	604 202	277 444	422 702	366 673	495 758	399 147	5 189 159
	Apatrides	621 823	100 863	-	-	-	250 600	71 804	448 029	-	1 493 119
Total Kazakhstan		1 537 039	1 668 173	140 707	604 202	277 444	673 302	438 477	943 787	399 147	6 682 278
Kirghizistan	Réfugiés	398 705	426 213	-	355 784	217 665	255 132	125 717	285 750	-	2 064 966
	Apatrides	192 790	-	-	-	-	214 956	-	-	-	407 746
Total Kirghizistan		591 495	426 213	-	355 784	217 665	470 088	125 717	285 750	-	2 472 712
Malaisie	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	-	-	-	179 716	621 896	801 612
	Réfugiés	191 704	2 684 901	1 285 170	4 858 396	3 351 275	1 570 305	272 895	988 753	-	15 203 399
	Apatrides	207 268	-	-	-	-	148 633	-	43 851	-	399 752
Total Malaisie		398 972	2 684 901	1 285 170	4 858 396	3 351 275	1 718 938	272 895	1 212 320	621 896	16 404 763
Mongolie	Réfugiés	10 817	7 875	-	96 875	2 817	7 875	10 087	33 762	-	170 108
	Apatrides	30 173	-	-	-	-	-	-	8 440	-	38 613
Total Mongolie		40 990	7 875	-	96 875	2 817	7 875	10 087	42 202	-	208 721

Asie et Pacifique (suite)	Type de population	Entité									
		Environnement de protection favorable	Processus de protection et documents adéquats	Sécurité face à la violence et à l'exploitation	Besoins de base et services essentiels	Participation communautaire et autogestion	Solutions durables	Relations extérieures	Appui à la logistique et aux opérations	Appui régional et au Siège	TOTAL
Mynamar	Apatrides	415 094	-	904 338	6 741 436	709 364	178 249	154 613	2 289 105	-	11 392 199
	Déplacés internes	-	473 218	200 718	3 414 202	463 593	139 753	118 658	1 040 045	-	5 850 187
Total Myanmar		415 094	473 218	1 105 056	10 155 638	1 172 957	318 002	273 271	3 329 150	-	17 242 386
Népal	Réfugiés	857 059	1 473 470	1 088 569	6 308 982	786 182	4 575 373	457 252	852 830	-	16 399 717
	Apatrides	553 485	-	-	-	-	668 361	-	145 929	-	1 367 775
Total Népal		1 410 544	1 473 470	1 088 569	6 308 982	786 182	5 243 734	457 252	998 759	-	17 767 492
Pakistan	Réfugiés	1 358 010	5 705 876	25 122 837	15 252 190	10 579 034	1 983 081	1 113 352	3 983 862	-	65 098 242
	Apatrides	312 339	-	-	-	-	-	-	502 860	-	815 199
	Déplacés internes	1 294 881	3 264 708	4 530 224	16 826 350	5 746 704	10 804 205	749 205	3 035 420	-	46 251 697
Pakistan Total		2 965 230	8 970 584	29 653 061	32 078 540	16 325 738	12 787 286	1 862 557	7 522 142	-	112 165 138
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Réfugiés	353 299	258 361	-	1 090 068	251 822	139 067	-	215 274	-	2 307 891
Total Papouasie-Nouvelle-Guinée		353 299	258 361	-	1 090 068	251 822	139 067	-	215 274	-	2 307 891
Philippines	Réfugiés	81 082	81 610	-	314 146	-	214 575	-	58 278	-	749 691
	Apatrides	572 612	539 292	-	-	-	-	-	-	-	1 111 904
	Déplacés internes	699 674	572 986	392 112	5 120 074	349 462	422 654	-	145 518	-	7 702 480
Total Philippines		1 353 368	1 193 888	392 112	5 434 220	349 462	637 229	-	203 796	-	9 564 075
République de Corée	Ensemble des populations prises en charge	87 925	-	-	-	-	-	205 899	354 912	-	648 736
	Réfugiés	286 163	673 257	-	-	-	-	-	55 413	-	1 014 833
	Apatrides	65 644	-	-	-	-	-	-	13 853	-	79 497
Total République de Corée		439 732	673 257	-	-	-	-	205 899	424 178	-	1 743 066
Sri Lanka	Réfugiés	-	66 686	46 686	540 936	46 686	46 686	-	171 216	-	918 896
	Rapatriés	-	539 947	559 947	1 584 947	1 599 947	2 814 947	-	934 106	-	8 033 841
	Déplacés internes	943 324	1 183 074	938 374	7 716 174	2 974 724	1 413 324	-	3 049 967	-	18 218 961
Total Sri Lanka		943 324	1 789 707	1 545 007	9 842 057	4 621 357	4 274 957	-	4 155 289	-	27 171 698
Tadjikistan	Réfugiés	129 556	750 490	72 140	266 552	215 628	92 933	-	171 659	-	1 698 958
	Apatrides	73 855	-	-	-	37 358	42 845	-	20 984	-	175 042
Tadjikistan Total		203 411	750 490	72 140	266 552	252 986	135 778	-	192 643	-	1 874 000
Thaïlande	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	819 869	-	-	171 863	758 065	1 749 797
	Réfugiés	1 204 923	3 212 260	5 659 683	4 487 957	2 839 382	2 597 008	471 961	2 093 838	-	22 567 012
	Apatrides	971 786	-	-	-	-	-	-	17 092	-	988 878
Total Thaïlande		2 176 709	3 212 260	5 659 683	4 487 957	3 659 251	2 597 008	471 961	2 282 793	758 065	25 305 687
Timor-Leste	Réfugiés	28 689	86 689	15 689	20 689	15 689	18 689	16 689	127 195	-	330 018
	Apatrides	50 910	-	-	-	-	-	-	27 917	-	78 827
Total Timor-Leste		79 599	86 689	15 689	20 689	15 689	18 689	16 689	155 112	-	408 845
Turkménistan	Réfugiés	93 576	60 826	-	-	-	144 385	-	66 796	-	365 583
	Apatrides	72 106	-	-	-	32 645	295 833	-	45 722	-	446 306
Total Turkménistan		165 682	60 826	-	-	32 645	440 218	-	112 518	-	811 889
Viet Nam	Apatrides	-	-	-	-	-	233 702	-	30 106	-	263 808
	Rapatriés	-	-	-	-	-	352 301	-	25 071	-	377 372
Total Viet Nam		-	-	-	-	-	586 003	-	55 177	-	641 180
Activités régionales	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	-	-	-	-	200 000	200 000
Activités régionales		-	-	-	-	-	-	-	-	200 000	200 000
TOTAL ASIE ET PACIFIQUE		21 864 549	34 814 037	48 859 339	152 585 323	51 513 120	66 246 236	8 870 951	38 851 155	3 312 315	426 917 025

Récapitulatif

Ensemble des populations prises en charge	237 500	-	-	-	819 869	-	942 464	1 361 063	2 643 136	6 004 032
Réfugiés	9 729 906	26 537 662	38 189 945	69 279 311	29 374 039	19 558 765	4 227 959	16 994 576	669 179	214 561 342
Apatrides	4 890 076	693 640	904 338	6 741 436	779 367	2 076 664	226 417	4 370 173	-	20 682 111
Rapatriés	2 813 862	1 740 802	2 751 079	30 610 218	7 638 436	29 214 531	1 608 930	7 942 020	-	84 319 878
Déplacés internes	4 193 205	5 841 933	7 013 977	45 954 358	12 901 409	15 396 276	1 865 181	8 183 323	-	101 349 662
TOTAL ASIE ET PACIFIQUE	21 864 549	34 814 037	48 859 339	152 585 323	51 513 120	66 246 236	8 870 951	38 851 155	3 312 315	426 917 025

Europe	Type de population	Entité									
		Environnement de protection favorable	Processus de protection et documents adéquats	Sécurité face à la violence et à l'exploitation	Besoins de base et services essentiels	Participation communautaire et autogestion	Solutions durables	Relations extérieures	Appui à la logistique et aux opérations	Appui régional et au Siège	TOTAL
Arménie	Réfugiés	400 093	328 245	75 169	1 398 990	266 657	417 889	59 498	320 278	-	3 266 819
	Apatrides	70 183	-	-	-	-	47 338	-	63 262	-	180 783
Total Arménie		470 276	328 245	75 169	1 398 990	266 657	465 227	59 498	383 540	-	3 447 602
Azerbaïdjan	Réfugiés	637 896	395 289	302 475	2 023 011	201 454	341 644	108 477	588 693	-	4 598 939
	Apatrides	54 006	144 006	-	-	-	-	-	55 222	-	253 234
	Déplacés internes	-	-	536 634	-	323 807	-	-	218 411	-	1 078 852
Total Azerbaïdjan		691 902	539 295	839 109	2 023 011	525 261	341 644	108 477	862 326	-	5 931 025
Bureau régional Belgique	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	-	-	315 610	438 463	344 374	1 098 447
	Réfugiés	2 062 779	2 687 349	-	-	-	423 880	1 866 407	3 332 504	-	10 372 919
	Apatrides	281 012	183 746	-	-	-	-	202 161	505 027	-	1 171 946
Total Bureau régional Belgique		2 343 791	2 871 095	-	-	-	423 880	2 384 178	4 275 994	344 374	12 643 312
Bosnie-Herzégovine	Réfugiés	148 853	462 935	200 444	1 617 796	500 948	676 706	95 897	280 787	-	3 984 366
	Apatrides	186 154	347 087	176 342	31 778	47 041	210 339	82 133	153 013	-	1 233 887
	Déplacés internes	457 715	69 289	254 233	6 454 253	4 015 424	291 512	250 217	502 531	-	12 295 174
Total Bosnie-Herzégovine		792 722	879 311	631 019	8 103 827	4 563 413	1 178 557	428 247	936 331	-	17 513 427
Croatie	Réfugiés	190 428	500 428	105 428	-	-	353 722	95 428	97 124	-	1 342 558
	Apatrides	133 098	268 098	-	-	-	-	-	90 136	-	491 332
	Rapatriés	-	-	-	1 010 651	960 651	2 542 169	245 650	272 289	-	5 031 410
Total Croatie		323 526	768 526	105 428	1 010 651	960 651	2 895 891	341 078	459 549	-	6 865 300
Géorgie	Réfugiés	623 721	-	186 293	1 214 636	-	752 497	-	308 810	-	3 085 957
	Apatrides	721 200	604 499	-	-	-	-	-	261 859	-	1 587 558
	Déplacés internes	2 130 255	-	1 083 175	4 066 866	4 583 012	1 442 791	-	649 118	-	13 955 217
Total Géorgie		3 475 176	604 499	1 269 468	5 281 502	4 583 012	2 195 288	-	1 219 787	-	18 628 732
Bureau régional Hongrie	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	-	-	533 297	76 078	56 078	665 453
	Réfugiés	1 128 648	1 449 714	647 795	2 086 828	585 750	1 127 490	241 717	1 201 527	-	8 469 469
	Apatrides	198 253	151 719	-	-	-	141 857	54 543	101 818	-	648 190
Total Bureau régional Hongrie		1 326 901	1 601 433	647 795	2 086 828	585 750	1 269 347	829 557	1 379 423	56 078	9 783 112
Bureau régional Italie	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	-	-	187 023	327 978	729 178	1 244 179
	Réfugiés	1 867 314	3 730 747	544 856	236 006	94 714	632 406	701 474	1 557 076	-	9 364 593
	Apatrides	56 780	-	-	-	-	24 693	-	-	-	81 473
Total Bureau régional Italie		1 924 094	3 730 747	544 856	236 006	94 714	657 099	888 497	1 885 054	729 178	10 690 245
Kosovo (Serbie)	Réfugiés	-	163 309	105 523	-	141 157	589 777	-	127 236	-	1 127 002
	Apatrides	247 144	324 808	174 049	-	96 386	128 365	-	269 720	-	1 240 472
	Rapatriés	332 101	-	356 770	3 960 105	1 040 208	1 722 549	-	1 150 337	-	8 562 070
	Déplacés internes	184 812	189 380	262 475	1 321 927	410 493	361 702	-	739 130	-	3 469 919
Total Kosovo (Serbie)		764 057	677 497	898 817	5 282 032	1 688 244	2 802 393	-	2 286 423	-	14 399 463
Monténégro	Réfugiés	171 447	374 697	108 852	3 351 015	170 228	401 492	110 922	348 092	-	5 036 745
	Apatrides	71 843	167 622	-	-	27 896	88 352	29 686	51 827	-	437 226
Total Monténégro		243 290	542 319	108 852	3 351 015	198 124	489 844	140 608	399 919	-	5 473 971

Europe (suite)	Type de population	Entité									
		Environnement de protection favorable	Processus de protection et documents adéquats	Sécurité face à la violence et à l'exploitation	Besoins de base et services essentiels	Participation communautaire et autogestion	Solutions durables	Relations extérieures	Appui à la logistique et aux opérations	Appui régional et au Siège	TOTAL
Fédération de Russie	Réfugiés	583 154	2 997 837	288 713	1 420 523	127 212	656 654	499 068	1 555 680	-	8 128 841
	Apatrides	222 185	205 045	249 717	-	-	255 363	190 708	97 224	-	1 220 242
	Rapatriés	248 664	318 767	306 758	308 531	-	-	-	99 088	-	1 281 808
	Déplacés internes	1 182 785	1 250 808	1 800 506	8 219 158	517 130	-	374 545	330 427	-	13 675 359
Total Fédération de Russie		2 236 788	4 772 457	2 645 694	9 948 212	644 342	912 017	1 064 321	2 082 419	-	24 306 255
Serbie	Réfugiés	566 856	899 135	268 080	5 564 670	1 364 873	1 372 152	484 017	1 988 572	-	12 498 355
	Apatrides	59 049	579 833	36 376	-	-	18 702	40 794	39 050	-	773 804
	Rapatriés	-	51 401	-	-	-	34 267	-	-	-	85 668
	Déplacés internes	99 762	1 062 520	235 405	8 011 999	1 782 842	2 578 015	435 115	265 974	-	14 471 632
Total Serbie		725 667	2 582 889	539 861	13 576 669	3 147 715	4 003 136	959 926	2 293 596	-	27 829 459
Espagne	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	-	-	207 159	64 957	-	272 116
	Réfugiés	259 808	269 120	125 855	-	-	76 866	139 303	213 697	-	1 084 649
	Apatrides	67 197	-	-	-	-	-	95 638	71 356	-	234 191
Total Espagne		327 005	269 120	125 855	-	-	76 866	442 100	350 010	-	1 590 956
Suède	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	-	-	87 485	225 958	60 748	374 191
	Réfugiés	614 798	332 890	117 029	26 365	-	107 824	198 956	438 525	-	1 836 387
	Apatrides	194 038	58 708	-	-	-	48 144	25 144	143 507	-	469 541
Total Suède		808 836	391 598	117 029	26 365	-	155 968	311 585	807 990	60 748	2 680 119
ex-République yougoslave de Macédoine	Réfugiés	121 218	222 154	-	897 625	-	1 652 376	-	281 114	-	3 174 487
	Apatrides	152 089	108 790	-	-	-	-	-	77 440	-	338 319
Total ex-République yougoslave de Macédoine		273 307	330 944	-	897 625	-	1 652 376	-	358 554	-	3 512 806
Turquie	Réfugiés	2 500 345	5 603 813	-	4 890 065	-	1 671 511	591 940	1 236 523	-	16 494 197
	Apatrides	203 337	-	-	-	-	-	-	46 056	-	249 393
	Rapatriés	-	-	-	-	-	156 869	-	42 537	-	199 406
Total Turquie		2 703 682	5 603 813	-	4 890 065	-	1 828 380	591 940	1 325 116	-	16 942 996
Ukraine	Ensemble des populations prises en charge	1 546 257	320 064	80 104	261 450	556 096	1 564 295	174 096	26 090	25 468	4 553 920
	Réfugiés	447 816	1 518 616	299 167	2 153 483	124 226	213 701	152 890	759 301	-	5 669 200
	Apatrides	443 090	293 828	-	-	-	55 425	-	59 944	-	852 287
Total Ukraine		2 437 163	2 132 508	379 271	2 414 933	680 322	1 833 421	326 986	845 335	25 468	11 075 407
Activités régionales	Ensemble des populations prises en charge	511 426	401 904	321 904	301 904	-	-	181 904	337 032	1 500 471	3 556 545
Activités régionales		511 426	401 904	321 904	301 904	-	-	181 904	337 032	1 500 471	3 556 545
TOTAL EUROPE		22 379 609	29 028 200	9 250 127	60 829 635	17 938 205	23 181 334	9 058 902	22 488 398	2 716 317	196 870 727

Récapitulatif

Ensemble des populations prises en charge	2 057 683	721 968	402 008	563 354	556 096	1 564 295	1 686 574	1 496 556	2 716 317	11 764 851
Réfugiés	12 325 174	21 926 278	3 375 679	26 881 013	3 577 219	11 468 587	5 345 994	14 635 539	-	99 535 483
Apatrides	3 360 658	3 437 789	636 484	31 778	171 323	1 018 578	720 807	2 086 461	-	11 463 878
Rapatriés	580 765	370 168	663 528	5 279 287	2 000 859	4 455 854	245 650	1 564 251	-	15 160 362
Déplacés internes	4 055 329	2 571 997	4 172 428	28 074 203	11 632 708	4 674 020	1 059 877	2 705 591	-	58 946 153
TOTAL EUROPE	22 379 609	29 028 200	9 250 127	60 829 635	17 938 205	23 181 334	9 058 902	22 488 398	2 716 317	196 870 727

Amériques	Type de population	Entité									
		Environnement de protection favorable	Processus de protection et documents adéquats	Sécurité face à la violence et à l'exploitation	Besoins de base et services essentiels	Participation communautaire et autogestion	Solutions durables	Relations extérieures	Appui à la logistique et aux opérations	Appui régional et au Siège	TOTAL
Argentine	Réfugiés	306 711	601 046	166 134	-	-	2 932 739	257 991	775 338	-	5 039 959
	Apatrides	88 465	91 155	-	-	-	-	-	8 398	-	188 018
Total Argentine		395 176	692 201	166 134	-	-	2 932 739	257 991	783 736	-	5 227 977
Brésil	Réfugiés	244 615	464 000	169 429	1 673 738	382 220	895 191	416 108	538 563	-	4 783 864
	Total Brésil	244 615	464 000	169 429	1 673 738	382 220	895 191	416 108	538 563	-	4 783 864
Canada	Ensemble des populations prises en charge	45 802	89 107	-	-	-	182 432	258 234	263 963	-	839 538
	Réfugiés	403 108	371 928	85 556	-	-	-	34 112	344 706	-	1 239 410
Total Canada		448 910	461 035	85 556	-	-	182 432	292 346	608 669	-	2 078 948
Colombie	Réfugiés	404 814	267 523	-	244 388	235 208	245 665	-	-	-	1 397 598
	Déplacés internes	9 637 252	2 432 068	1 688 572	997 927	3 734 797	8 229 965	738 699	5 282 962	-	32 742 242
Total Colombie		10 042 066	2 699 591	1 688 572	1 242 315	3 970 005	8 475 630	738 699	5 282 962	-	34 139 840
Costa Rica	Réfugiés	247 004	312 392	147 470	409 475	360 697	282 192	113 340	451 342	-	2 323 912
	Total Costa Rica	247 004	312 392	147 470	409 475	360 697	282 192	113 340	451 342	-	2 323 912
Equateur	Réfugiés	2 239 865	2 385 201	2 609 158	4 571 457	4 749 299	1 196 548	785 251	3 258 494	-	21 795 273
	Total Equateur	2 239 865	2 385 201	2 609 158	4 571 457	4 749 299	1 196 548	785 251	3 258 494	-	21 795 273
Mexique	Réfugiés	128 858	182 127	270 832	347 114	116 316	472 120	203 385	331 896	-	2 052 648
	Total Mexique	128 858	182 127	270 832	347 114	116 316	472 120	203 385	331 896	-	2 052 648
Panama	Réfugiés	157 373	253 972	119 772	465 350	457 079	632 137	151 079	192 831	-	2 429 593
	Total Panama	157 373	253 972	119 772	465 350	457 079	632 137	151 079	192 831	-	2 429 593
Bureau directeur adjoint Amériques	Ensemble des populations prises en charge	380 813	-	-	-	276 313	206 813	-	321 523	1 500 350	2 685 812
	Réfugiés	356 407	292 707	122 600	172 181	101 529	153 855	-	498 354	-	1 697 633
Total Bureau directeur adjoint Amériques		737 220	292 707	122 600	172 181	377 842	360 668	-	819 877	1 500 350	4 383 445
Etats-Unis d'Amérique	Ensemble des populations prises en charge	-	-	-	-	-	193 730	279 491	472 310	415 423	1 360 954
	Réfugiés	1 194 748	1 042 288	161 861	330 576	121 779	329 310	390 035	620 357	87 413	4 278 367
	Apatrides	168 911	17 091	-	18 187	-	43 495	31 373	-	-	279 057
	Déplacés internes	847 776	-	790 576	1 333 576	774 576	395 576	-	-	-	4 142 080
Total Etats-Unis d'Amérique	2 211 435	1 059 379	952 437	1 682 339	896 355	962 111	700 899	1 092 667	502 836	-	10 060 458
Venezuela, Rép. bolivarienne du	Réfugiés	886 724	1 624 490	472 434	1 278 603	774 496	1 279 750	315 943	1 460 444	-	8 092 884
Total Rép. bolivarienne du Venezuela		886 724	1 624 490	472 434	1 278 603	774 496	1 279 750	315 943	1 460 444	-	8 092 884
TOTAL AMERIQUES		17 739 246	10 427 095	6 804 394	11 842 572	12 084 309	17 671 518	3 975 041	14 821 481	2 003 186	97 368 842

Récapitulatif

Ensemble des populations prises en charge	426 615	89 107	-	-	276 313	582 975	537 725	1 057 796	1 915 773	4 886 304
Réfugiés	6 570 227	7 797 674	4 325 246	9 492 882	7 298 623	8 419 507	2 667 244	8 472 325	87 413	55 131 141
Apatrides	257 376	108 246	-	18 187	-	43 495	31 373	8 398	-	467 075
Rapatriés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déplacés internes	10 485 028	2 432 068	2 479 148	2 331 503	4 509 373	8 625 541	738 699	5 282 962	-	36 884 322
TOTAL AMERIQUES	17 739 246	10 427 095	6 804 394	11 842 572	12 084 309	17 671 518	3 975 041	14 821 481	2 003 186	97 368 842

TOTAL TERRAIN	183 530 166	196 713 596	202 146 000	1 153 294 527	241 966 188	314 769 877	54 563 602	409 200 879	24 591 013	2 780 775 848
----------------------	--------------------	--------------------	--------------------	----------------------	--------------------	--------------------	-------------------	--------------------	-------------------	----------------------

Récapitulatif

Ensemble des populations prises en charge	4 720 489	3 936 414	991 678	8 558 225	3 698 438	14 737 314	4 307 049	25 864 268	23 834 421	90 648 296
Réfugiés	98 370 889	142 777 925	140 918 817	746 623 024	148 995 525	172 405 072	31 039 392	270 544 938	756 592	1 752 432 174
Apatrides	21 286 569	8 174 924	1 880 450	7 465 667	1 344 602	5 988 619	2 965 278	13 723 997	-	62 830 106
Rapatriés	12 645 089	12 384 569	13 595 719	117 613 574	22 179 766	61 009 471	5 346 540	32 703 679	-	277 478 407
Déplacés internes	46 507 130	29 439 764	44 759 336	273 034 037	65 747 857	60 629 401	10 905 343	66 363 997	-	597 386 865
TOTAL TERRAIN	183 530 166	196 713 596	202 146 000	1 153 294 527	241 966 188	314 769 877	54 563 602	409 200 879	24 591 013	2 780 775 848

Tableau VI

Dépenses de programmes du HCR en 2009 et estimations/projections pour 2010 et 2011 (en milliers de dollars des Etats-Unis)

Par région et au Siège	Dépenses 2009				Budget révisé 2010				Budget initial 2011		Budget révisé 2011	
	Budget annuel	Budget supplémentaire	Total	%	Budget annuel	Budget supplémentaire	Total	%	Estimations	%	Total	%
1 - AFRIQUE DE L'OUEST												
A. Programmes	33 432,7	5 855,2	39 287,9		70 279,7	0,0	70 279,7				88 894,3	
B. Appui	15 425,2	13,2	15 438,4		10 855,6	0,0	10 855,6				10 340,3	
Total Afrique de l'Ouest	48 857,8	5 868,5	54 726,3	3%	81 135,3	0,0	81 135,3	3%	68 129,6	2%	99 234,6	3%
2 - AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE ⁽¹⁾												
A. Programmes	126 149,7	118 361,9	244 511,5		536 785,2	51 211,0	587 996,2				696 486,7	
B. Appui	21 695,1	6 752,4	28 447,6		22 648,1		22 648,1				26 518,9	
Total Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	147 844,8	125 114,3	272 959,1	16%	559 433,3	51 211,0	610 644,3	19%	505 092,4	15%	723 005,6	22%
3 - AFRIQUE CENTRALE ET GRANDS LACS												
A. Programmes	207 031,4	56 376,5	263 408,0		396 410,9	25 816,5	422 227,4				576 082,7	
B. Appui	27 044,5	664,4	27 708,9		17 895,2		17 895,2				18 013,4	
Total Afrique centrale et Grands Lacs	234 076,0	57 040,9	291 116,9	17%	414 306,1	25 816,5	440 122,6	14%	388 213,1	12%	594 096,1	18%
4 - AFRIQUE AUSTRALE												
A. Programmes	29 134,6	3 542,2	32 676,8		69 497,1		69 497,1				83 958,2	
B. Appui	9 710,0	00,0	9 710,0		5 378,7		5 378,7				6 550,8	
Total Afrique australe	38 844,6	3 542,2	42 386,8	2%	74 875,8	0,0	74 875,8	2%	60 595,4	2%	90 509,0	3%
AFRIQUE (1-4)												
A. Programmes	395 748,4	184 135,8	579 884,2	33%	1 072 972,9	77 027,5	1 150 000,4	37%	-		1 445 421,9	44%
B. Appui	73 874,9	7 430,1	81 304,9	5%	56 777,6	0,0	56 777,6	2%	-		61 423,4	2%
Total Afrique (1 - 4)	469 623,3	191 565,9	661 189,1	38%	1 129 750,5	77 027,5	1 206 778,0	38%	1 022 030,5		1 506 845,3	45%
5 - MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD												
A. Programmes	40 041,9	246 211,6	286 253,5		588 725,8	21 636,2	610 362,0				533 487,8	
B. Appui	12 632,9	13 985,1	26 618,0		16 670,7	330,2	17 000,9				19 285,9	
Total Afrique du Nord et Moyen-Orient	52 674,9	260 196,7	312 871,5	18%	605 396,5	21 966,4	627 362,9	20%	543 232,1	16%	552 773,7	17%
6 - ASIE ET PACIFIQUE												
A. Programmes	132 374,7	133 207,0	265 581,7		453 038,4	23 406,0	476 444,4				400 311,9	
B. Appui	33 422,3	2 573,5	35 995,8		22 867,7		22 867,7				26 605,1	
Total Asie et Pacifique	165 797,0	135 780,5	301 577,4	17%	475 906,1	23 406,0	499 312,1	16%	440 767,2	13%	426 917,0	13%

(1) A partir du 1^{er} janvier 2011, le Tchad apparaîtra sous "Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique" et non plus sous "Afrique centrale et Grands Lacs"

Par région et au Siège	Dépenses 2009				Budget révisé 2010				Budget initial 2011		Budget révisé 2011	
	Budget annuel	Budget supplémentaire	Total	%	Budget annuel	Budget supplémentaire	Total	%	Estimations	%	Total	%
7 - EUROPE												
A. Programmes	80 235,0	19 884,2	100 119,2		234 858,5		234 858,5				177 747,9	
B. Appui	30 986,0	1 288,8	32 274,8		20 085,5		20 085,5				19 122,8	
Total Europe	111 221,0	21 173,1	132 394,1	8%	254 944,0	0,0	254 944,0	8%	232 927,3	7%	196 870,7	6%
8 - AMERIQUES												
A. Programmes	24 586,7	17 180,0	41 766,6		71 612,9	11 682,4	83 295,3				89 338,2	
B. Appui	9 797,9	2 439,8	12 237,7		7 376,8		7 376,8				8 030,6	
Total Amériques	34 384,6	19 619,7	54 004,3	3%	78 989,7	11 682,4	90 672,1	3%	85 774,6	3%	97 368,8	3%
9 - PROGRAMMES GLOBAUX												
A. Programmes	51 592,0	1 810,9	53 402,9		56 566,3		56 566,3				53 401,3	
B. Appui	57 601,7	1 116,4	58 718,1		63 870,4		63 870,4				67 222,8	
Total Programmes globaux	109 193,7	2 927,3	112 121,0	6%	120 436,7	0,0	120 436,7	4%	90 921,8	3%	120 624,1	4%
10 - SIEGE												
A. Appui au Programme - 1. Bureaux et zones géographiques	22 737,7	3 143,7	25 881,4		24 071,9		24 071,9				22 313,7	
2. Autres	35 927,4	-31,6	35 895,8		38 042,8		38 042,8				44 722,3	
B. Gestion et administration : Budget annuel	60 409,3	-	60 409,3		56 440,6	-	56 440,6				59 719,6	
C. Gestion et administration : Budget ordinaire	46 030,8	-	46 030,8		39 640,8	-	39 640,8				41 364,7	
Total Siège	165 105,2	3 112,1	168 217,3	10%	158 196,1	00,0	158 196,1	5%	149 757,4	5%	168 120,3	5%
HCR												
A. Programmes (1 - 9)	724 578,8	602 429,4	1 327 008,1	76%	2 477 774,9	133 752,1	2 611 526,9	83%	-	0%	2 699 709,0	81%
B. Appui (1 - 10)												
. Bureaux sur le terrain (y compris programmes globaux)	218 315,6	28 833,8	247 149,3	14%	187 648,7	330,2	187 978,9	6%	-	0%	201 690,6	6%
. Siège	58 665,1	3 112,1	61 777,2	4%	62 114,7	0,0	62 114,7	2%	-	0%	67 036,0	2%
Total Appui	276 980,6	31 945,8	308 926,5	18%	249 763,4	330,2	250 093,6	8%	0%	0%	268 726,6	8%
C. Gestion et administration (y compris le Budget ordinaire)	106 440,1	-	106 440,1	6%	96 081,4	0,0	96 081,4	3%		0%	101 084,3	3%
11 - Réserve des opérations	-	-	-		153 366,3	0,0	153 366,3	5%	182 619,5	5%	219 310,1	7%
Total Activités programmées et Réserve des opérations	1 107 999,5	634 375,2	1 742 374,7	99%	2 976 986,0	134 082,3	3 111 068,3	99%	2 748 030,4	83%	3 288 830,0	99%
12 - Réserve relative aux "Activités nouvelles ou additionnelles - liées au mandat"	-	-	-	0%	18 209,2	0,0	18 209,2	0,6%	20 000,0	1%	20 000,0	1%
13 - Coûts d'appui	-	-	-		102,1	9 242,0	9 344,1	0%	-		-	
14 - Administrateurs auxiliaires			12 121,5	1%	12 000,0		12 000,0	0,4%	12 000,0	0%	12 000,0	0%
TOTAL HCR (1 - 14)	1 107 999,5	634 375,2	1 754 496,2	100%	3 007 297,3	143 324,3	3 150 621,6	100%	2 780 030,4	84%	3 320 830,0	100%

Note relative aux dépenses pour 2009 comparées aux comptes du HCR pour 2009: ce tableau ne comprend pas un montant de 3,5 millions relatif aux dépenses au titre du Plan d'assurance médical; un montant de 1,9 million au titre du Fonds de roulement et de garantie; et un montant de 35,8 millions au titre du Fonds de prestations au personnel.

Tableau VII

Utilisation des ressources : Appui au programme et Gestion et administration au Siège (Dépenses 2009, budgets initiaux 2010 et 2011 et budgets révisés 2010 et 2011) (en milliers de dollars des Etats-Unis)

	Dépenses 2009 (BA + BS)*	Budget initial 2010	Budget révisé 2010	Budget initial 2011	Budget révisé 2011
DIRECTION EXECUTIVE ET GESTION (EDM)					
Bureau exécutif	3 816,1	3 756,3	3 756,3	3 756,3	4 022,7
Bureau du HCR à New York	3 125,4	3 088,0	3 191,9	3 088,0	3 087,7
Bureau de l'inspecteur général	4 920,0	3 662,1	3 662,1	3 662,1	3 988,1
Section des affaires juridiques	1 430,3	1 255,2	1 255,2	1 255,2	1 327,8
Bureau de l'Ombudsman	631,9	432,8	432,8	432,8	455,8
Bureau de la déontologie	503,1	425,2	425,2	425,2	758,2
Service de l'élaboration de la politique générale et de l'évaluation	1 061,4	1 151,0	1 151,0	1 151,0	1 421,4
Service de la structuration et l'administration organisationnelles	7 210,0	5 658,2	6 247,9	5 658,2	939,3
Total EDM	22 698,1	19 428,7	20 122,3	19 428,7	16 000,9
DIVISION DES RELATIONS EXTERIEURES (DER)					
Bureau du Directeur	1 533,5	981,4	1 148,4	981,4	1 127,7
Service de mobilisation des ressources et de relations avec les donateurs	3 874,0	4 141,9	4 302,6	4 141,9	4 584,7
Service de l'information et des relations avec les médias	5 228,8	4 935,2	4 935,2	4 935,2	5 080,6
Service de collecte de fonds et du secteur privé	1 930,9	2 077,2	2 696,1	2 077,2	2 883,8
Secrétariat et Service interinstitutions	2 887,5	2 420,2	2 509,8	2 420,2	2 917,5
Section des archives et des dossiers	1 861,7	1 699,0	1 699,0	1 699,0	1 834,9
Total DER	17 316,4	16 254,9	17 291,0	16 254,9	18 429,2
DIVISION DE LA PROTECTION INTERNATIONALE (DIP)					
Bureau du Directeur	3 397,5	2 748,0	2 748,0	2 748,0	826,9
Sections spécialisées	8 405,1	7 363,7	8 039,0	7 363,7	10 245,6
Total DIP	11 802,6	10 111,8	10 787,0	10 111,8	11 072,6
DIVISION DE L'APPUI ET DE LA GESTION DES PROGRAMMES (DPSM)					
Bureau du Directeur	2 777,2	1 879,5	1 904,7	1 879,5	1 918,3
Sections spécialisées	2 814,7	2 559,5	2 734,9	2 559,5	7 895,1
Total DPSM	5 591,9	4 439,0	4 639,7	4 439,0	9 813,3
DIVISION DES URGENCES, DE LA SECURITE ET DE L'APPROVISIONNEMENT (DESS) (2)					
Bureau du Directeur au Siège	562,5	951,1	1 110,2	951,1	1 124,1
Service de gestion des approvisionnements au Siège (1)	1 248,6	198,3	780,1	198,3	755,7
Total DESS	1 811,1	1 149,3	1 890,3	1 149,3	1 879,8
BUREAUX REGIONAUX AU SIEGE					
Bureau du Directeur pour l'Afrique - Zones géographiques pour l'Afrique	9 697,3	8 904,6	8 904,6	8 904,6	9 398,6
Bureau pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord	4 637,5	3 985,1	3 985,1	3 985,1	4 481,5
Bureau pour l'Asie et le Pacifique	4 451,4	4 171,6	4 171,6	4 171,6	4 458,4
Bureau pour l'Europe (3)	5 172,7	5 606,3	5 608,8	5 606,3	5 461,1
Bureau pour les Amériques	1 922,6	1 401,9	1 401,9	1 401,9	1 659,4
Total Bureaux régionaux	25 881,4	24 069,3	24 071,8	24 069,3	25 458,9
DIVISION DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DES TELECOMMUNICATIONS (DIST)					
Bureau du Directeur et frais fixes relatifs aux technologies de l'information et aux communications	3 712,9	3 230,6	3 230,6	3 230,6	4 559,3
Service de l'infrastructure et des télécommunications	9 455,3	8 804,4	8 804,4	8 804,4	9 280,6
Service des solutions d'entreprise	7 975,8	8 208,5	8 208,5	8 208,5	8 489,3
Total DIST	21 144,1	20 243,5	20 243,5	20 243,5	22 329,2
DIVISION DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (DHRM)					
Bureau du Directeur	4 190,3	1 793,6	1 908,4	1 793,6	2 051,7
Sections spécialisées	6 872,7	7 500,1	7 798,8	7 500,1	8 314,3
Service médical et urgences médicales	2 296,4	2 008,6	2 008,6	2 008,6	2 106,3
Total DHRM	13 359,5	11 302,3	11 715,8	11 302,3	12 472,3
DIVISION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE (DFAM)					
Bureau du Contrôleur et du Directeur	2 800,7	2 512,5	2 572,5	2 512,5	2 451,9
Service des ressources financières	4 086,0	3 570,2	4 194,1	3 570,2	4 385,3
Audit	4 211,7	3 771,9	4 117,3	3 771,9	4 803,7
Division des finances des Nations Unies (y compris la sécurité et la sûreté au Siège)	5 061,8	2 615,8	2 615,8	2 615,8	3 245,8
Charges d'exploitation du Siège	11 013,7	11 999,3	11 999,3	11 999,3	13 671,8
Total DFAM	27 173,9	24 469,7	25 499,0	24 469,7	28 558,5
CENTRE DE SERVICES GLOBAUX (GSC) (Budapest)					
Unité de gestion	2 920,2	965,7	965,7	965,7	916,9
DPSM - Appui à l'information et à la coordination sur le terrain	-	126,7	126,7	126,7	131,2
DFAM - Section des finances et de contrôle (y compris les budgets IPSAS**)	3 338,2	2 407,7	5 226,7	1 944,1	5 109,5
DESS - Service de gestion des approvisionnements (1)	4 018,9	3 987,0	4 215,2	3 986,9	4 278,4
Division de la gestion des ressources humaines	5 559,4	4 412,5	4 412,5	4 412,5	4 534,2
Division des systèmes d'information et des télécommunications	1 696,6	1 824,3	1 824,3	1 824,3	1 881,1
Centre d'apprentissage global	3 115,5	4 607,2	4 733,7	4 607,2	4 808,4
Total GSC	20 648,8	18 331,0	21 504,7	17 867,4	21 659,7
CONSEIL DU PERSONNEL					
	789,6	421,4	430,9	421,4	446,0
TOTAL GLOBAL (4)	168 217,3	150 221,0	158 196,1	149 757,4	168 120,4

(1) Le Service de gestion des approvisionnements a été transféré au sein de la nouvelle "Division des des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement" à partir du 1^{er} juillet 2009

(2) La nouvelle Division a été créée au 1^{er} juillet 2009

(3) Comprend le Bureau du Directeur à Bruxelles (Belgique)

(4) Comprend l'allocation du Budget ordinaire des Nations Unies comme suit :

46,03 millions au titre des dépenses pour 2009 ; 39,6 millions au titre du Budget révisé 2010 et 41,4 millions au titre du Budget 2011.

* BA = Budget annuel; BS = Budget supplémentaire

** IPSAS = Normes comptables internationales pour le secteur public

Tableau VIII a

Utilisation des ressources : Ventilation estimative des dépenses de Programmes et d'Appui au programme par pays à l'intérieur des régions (2009-2011)
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

Afrique de l'Ouest	Dépenses 2009			Budget révisé 2009			Budget initial 2011	Budget révisé 2011		
	Budget-Programme	Budget d'appui	TOTAL	Budget-programme	Budget d'appui	TOTAL		Budget-Programme	Budget d'appui	TOTAL
Bénin	976,5	600,0	1 576,5	-	-	-	-	-	-	-
Côte d'Ivoire	5 382,0	2 356,5	7 738,5	14 883,0	1 181,9	16 064,9	10 630,7	25 602,1	931,9	26 534,0
Gambie	169,9	59,8	229,7	-	-	-	-	-	-	-
Ghana	4 730,7	854,0	5 584,7	8 065,8	522,0	8 587,8	6 149,0	5 595,1	480,5	6 075,6
Guinée	4 719,1	1 950,6	6 669,7	6 298,7	1 000,7	7 299,4	5 539,8	4 901,6	658,8	5 560,4
Guinée-Bissau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Libéria	8 893,3	2 174,9	11 068,2	6 770,9	881,7	7 652,6	5 361,2	9 633,6	1 032,3	10 665,9
Mali	54,6	21,3	75,9	-	-	-	-	-	-	-
Nigéria	1 348,1	1 324,2	2 672,3	-	-	-	-	-	-	-
Bureau régional au Sénégal ⁽¹⁾	4 043,4	4 960,3	9 003,7	34 261,3	7 269,3	41 530,6	40 448,9	43 161,9	7 236,8	50 398,7
Sierra Leone	3 396,1	1 080,9	4 477,0	-	-	-	-	-	-	-
Togo	959,6	56,0	1 015,6	-	-	-	-	-	-	-
Activités régionales	4 614,6	-	4 614,6	-	-	-	-	-	-	-
Total	39 287,9	15 438,4	54 726,4	70 279,7	10 855,6	81 135,3	68 129,6	88 894,3	10 340,3	99 234,6

(1) A partir du 1^{er} janvier 2010, le Bureau régional au Sénégal couvre les activités au Bénin, au Burkina Faso, en Gambie, en Guinée Bissau, au Mali, au Nigéria, en Sierra Leone et au Togo, ainsi que les activités régionales.

Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	Dépenses 2009			Budget révisé 2009			Budget initial 2011	Budget révisé 2011		
	Budget-Programme	Budget d'appui	TOTAL	Budget-programme	Budget d'appui	TOTAL		Budget-Programme	Budget d'appui	TOTAL
Djibouti	5 039,9	1 405,0	6 444,9	19 901,9	1 227,5	21 129,4	19 895,0	25 679,7	1 119,0	26 798,7
Erythrée	3 062,9	827,4	3 890,3	5 345,0	473,0	5 818,0	6 399,8	6 482,8	221,7	6 704,5
Ethiopie	35 235,0	4 146,5	39 381,5	97 354,6	3 051,1	100 405,8	97 027,6	117 369,7	2 909,8	120 279,5
Bureau régional au Kenya ⁽³⁾	66 209,2	9 379,7	75 588,9	179 782,9	7 740,7	187 523,5	166 342,1	215 264,2	8 397,6	223 661,8
Somalie	21 211,4	1 891,2	23 102,6	65 018,0	1 670,5	66 688,5	51 690,4	63 795,3	2 884,4	66 679,7
Soudan	82 032,1	7 583,5	89 615,6	167 909,8	6 461,7	174 371,5	133 453,0	187 021,5	8 241,4	195 262,9
Ouganda	31 361,4	3 214,3	34 575,7	52 514,1	2 023,6	54 537,7	30 284,5	73 873,5	1 745,0	75 618,5
Activités régionales	359,6	-	359,6	169,9	-	169,9	-	7 000,0	1 000,0	8 000,0
Total	244 511,5	28 447,7	272 959,1	587 996,2	22 648,1	610 644,3	505 092,4	696 486,7	26 518,9	723 005,6

(2) A partir du 1^{er} janvier 2011, le Tchad apparaîtra sous "Afrique centrale et Grands lacs" et non plus sous "Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique".

(3) A partir du 1^{er} janvier 2010, le Bureau régional au Kenya couvre les activités régionales.

Afrique centrale et Grands Lacs	Dépenses 2009			Budget révisé 2009			Budget initial 2011	Budget révisé 2011		
	Budget-Programme	Budget d'appui	TOTAL	Budget-programme	Budget d'appui	TOTAL		Budget-Programme	Budget d'appui	TOTAL
Burundi	30 482,5	4 219,6	34 702,1	34 954,1	2 103,0	37 057,1	27 100,0	42 319,2	2 064,0	44 383,2
Cameroun	8 181,5	1 227,0	9 408,5	19 682,0	979,8	20 661,8	21 125,6	23 428,0	469,5	23 897,5
République centrafricaine	4 467,6	1 250,7	5 718,3	17 666,4	893,6	18 560,0	11 635,0	23 839,0	802,7	24 641,7
Tchad ⁽²⁾	89 434,4	7 110,0	96 544,4	157 879,7	3 784,9	161 664,6	154 181,0	191 983,2	4 671,4	196 654,6
Congo	6 461,9	1 483,4	7 945,3	28 836,4	778,0	29 614,4	8 302,2	31 645,6	993,8	32 639,4
Congo, République démocratique du	66 870,9	6 897,1	73 768,0	95 653,5	6 268,7	101 922,2	104 314,7	136 576,6	6 032,1	142 608,7
Gabon	1 382,1	769,6	2 151,7	2 518,7	425,1	2 943,8	2 600,0	2 760,2	345,4	3 105,6
Rwanda	9 639,3	1 341,0	10 980,3	21 719,8	669,9	22 389,7	20 611,0	33 616,6	800,0	34 416,6
République-Unie de Tanzanie	39 724,9	3 410,5	43 135,5	43 316,7	1 992,3	45 309,0	38 343,6	89 914,3	1 834,5	91 748,8
Activités régionales	6 762,9	-	6 762,9	-	-	-	-	-	-	-
Total	263 408,0	27 708,9	291 116,9	422 227,4	17 895,2	440 122,6	388 213,1	576 082,7	18 013,4	594 096,1

Afrique Australe	Dépenses 2009			Budget révisé 2009			Budget initial 2011	Budget révisé 2011		
	Budget-Programme	Budget d'appui	TOTAL	Budget-programme	Budget d'appui	TOTAL		Budget-Programme	Budget d'appui	TOTAL
Angola	3 280,0	1 407,3	4 687,3	12 009,5	1 341,6	13 351,1	6 970,0	8 058,7	1 712,8	9 771,5
Botswana	1 899,4	459,2	2 358,6	3 279,7	154,0	3 433,7	2 380,0	3 582,7	149,2	3 732,0
Malawi	1 688,9	666,9	2 355,8	3 311,2	165,4	3 476,6	3 010,0	3 305,0	129,6	3 434,6
Mozambique	2 133,6	567,5	2 701,1	4 092,3	97,8	4 190,1	3 465,4	4 429,7	162,3	4 592,0
Namibie	1 963,2	499,9	2 463,1	3 723,5	149,0	3 872,5	2 500,0	4 176,0	203,8	4 379,8
Bureau régional en Afrique du Sud ⁽⁴⁾	5 347,6	3 722,3	9 069,9	24 569,1	2 220,7	26 789,7	22 470,0	37 338,6	2 859,8	40 198,4
Zambie	10 054,9	1 859,5	11 914,4	10 490,4	906,4	11 396,8	10 600,0	13 109,2	1 008,9	14 118,1
Zimbabwe	4 040,1	527,5	4 567,6	8 021,5	343,8	8 365,3	9 200,0	9 958,3	324,4	10 282,7
Activités régionales	2 269,1	-	2 269,1	-	-	-	-	-	-	-
Total	32 676,8	9 710,0	42 386,8	69 497,1	5 378,7	74 875,8	60 595,4	83 958,2	6 550,8	90 509,0

(4) A partir du 1^{er} janvier 2010, le Bureau régional en Afrique du Sud couvre les activités régionales.

Total Afrique	579 884,2	81 304,9	661 189,1	1 150 000,4	56 777,6	1 206 778,0	1 022 030,5	1 445 421,9	61 423,4	1 506 845,3
----------------------	------------------	-----------------	------------------	--------------------	-----------------	--------------------	--------------------	--------------------	-----------------	--------------------

Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA)	Dépenses 2009			Budget révisé 2009			Budget initial 2011	Budget révisé 2011		
	Budget-Programme	Budget d'appui	TOTAL	Budget-programme	Budget d'appui	TOTAL		Budget-Programme	Budget d'appui	TOTAL
Algérie	9 254,7	842,4	10 097,1	17 675,1	431,6	18 106,7	18 126,8	24 949,3	560,0	25 509,3
Egypte	6 452,1	1 453,6	7 905,6	13 229,9	844,0	14 073,9	14 083,9	18 528,6	997,2	19 525,8
Iraq ⁽⁵⁾	83 336,6	6 060,6	89 397,2	259 692,3	4 592,9	264 285,2	265 251,2	206 456,1	4 142,2	210 598,3
Israël	1 400,9	642,6	2 043,4	2 656,5	411,3	3 067,8	3 067,8	2 280,9	408,4	2 689,3
Jordanie	37 318,9	3 445,6	40 764,5	61 427,5	2 032,3	63 459,8	64 456,0	41 625,8	1 787,0	43 412,8
Liban	7 500,3	1 552,8	9 053,1	12 589,6	1 075,9	13 665,5	11 957,7	11 443,4	1 671,8	13 115,2
Jamahiriya arabe libyenne	3 247,2	810,2	4 057,4	4 877,3	528,4	5 405,7	5 405,7	5 485,8	751,0	6 236,8
Mauritanie	7 683,2	498,4	8 181,7	7 702,8	162,1	7 864,9	1 750,1	6 979,7	205,8	7 185,5
Maroc	1 213,4	363,9	1 577,3	2 318,2	232,1	2 550,3	2 550,3	2 489,4	133,9	2 623,3
Arabie saoudite	887,5	1 536,9	2 424,4	1 498,1	1 688,3	3 186,4	3 186,4	1 859,6	2 196,5	4 056,1
République arabe syrienne	93 792,7	3 651,5	97 444,3	164 084,8	2 671,4	166 756,2	110 909,2	115 217,0	2 927,1	118 144,1
Tunisie	374,2	274,0	648,2	1 120,6	69,9	1 190,5	611,8	612,4	-	612,4
Emirats arabes unis	-	1 984,2	1 984,2	864,9	887,5	1 752,4	1 752,4	1 103,1	1 952,4	3 055,5
Sahara occidental	2 776,1	886,1	3 662,3	11 797,5	-	11 797,5	11 797,4	12 305,2	-	12 305,2
Yémen	28 002,8	2 615,2	30 617,9	48 826,9	1 373,1	50 200,0	28 325,4	58 538,0	1 166,1	59 704,1
Activités régionales	3 012,8	-	3 012,8	-	-	-	-	23 613,5	386,5	24 000,0
Total MENA	286 253,5	26 618,0	312 871,5	610 362,1	17 000,9	627 362,9	543 232,1	533 487,8	19 285,9	552 773,7

(5) A partir du 1^{er} janvier 2010, l'Iraq couvre les activités régionales.

Asie et Pacifique	Dépenses 2009			Budget révisé 2009			Budget initial 2011	Budget révisé 2011		
	Budget-Programme	Budget d'appui	TOTAL	Budget-programme	Budget d'appui	TOTAL		Budget-Programme	Budget d'appui	TOTAL
Afghanistan	45 144,1	6 789,9	51 934,0	102028,4	4228,3	106 256,7	85 668,8	95010,6	5125,5	100 136,1
Australie et Nouvelle-Zélande	612,7	577,4	1 190,1	905,4	428,9	1 334,3	1 360,0	1335,8	486,7	1 822,5
Bangladesh	5 959,2	557,4	6 516,6	7946,1	334,6	8 280,7	8 185,0	10367,9	384,7	10 752,6
Cambodge	853,9	198,3	1 052,2	547,3	96,4	643,7	570,0	1077,0	84,8	1 161,8
Chine	3 213,3	794,9	4 008,2	4758,1	224,6	4 982,7	4 620,0	4198,7	798,4	4 997,1
Inde	3 453,4	1 054,1	4 507,5	8926,7	1004,5	9 931,2	10 000,0	11017,6	1352,0	12 369,6
Indonésie	2 034,3	799,7	2 834,0	4931,0	278,4	5 209,4	5 243,6	6730,7	665,9	7 396,6
Iran, République islamique d'	13 458,5	2 756,5	16 215,0	35385,3	1633,3	37 018,6	37 200,0	38260,8	1690,4	39 951,2
Japon	1 933,9	2 575,5	4 509,4	2755,8	2234,9	4 990,7	5 100,0	2677,2	2680,4	5 357,6
Kazakhstan	777,5	1 186,2	1 963,8	3759,5	371,7	4 131,1	4 250,0	5465,9	1216,4	6 682,3
Kirghizistan	885,4	465,9	1 351,3	12082,2	150,3	12 232,5	2 300,0	2302,5	170,2	2 472,7
Malaisie	4 198,8	2 182,3	6 381,1	12374,7	1949,8	14 324,5	14 039,7	14264,4	2140,4	16 404,8
Mongolie	291,2	196,1	487,3	119,6	100,9	220,5	262,0	172,4	36,3	208,7
Myanmar	8 809,9	1 668,2	10 478,1	15369,3	1069,0	16 438,3	16 233,3	16548,5	693,9	17 242,4
Népal	8 395,5	1 802,4	10 197,9	13697,4	943,9	14 641,3	14 122,6	17016,4	751,1	17 767,5
Pakistan	119 320,2	4 271,6	123 591,8	186710,4	3324,1	190 034,5	176 687,7	109007,1	3158,0	112 165,1
Papouasie-Nouvelle-Guinée	765,1	408,0	1 173,1	1237,7	37,0	1 274,7	1 320,0	2218,9	89,0	2 307,9
Philippines	462,4	99,0	561,4	2560,1	296,0	2 856,1	645,0	9461,1	103,0	9 564,1
République de Corée	474,6	427,2	901,8	1023,1	200,2	1 223,4	1 230,0	1371,7	371,4	1 743,1
Sri Lanka	31 456,8	3 192,4	34 649,2	38145,4	1602,9	39 748,3	28 500,0	24849,1	2322,6	27 171,7
Tadjikistan	276,0	338,9	614,9	1143,7	142,7	1 286,4	1 250,0	1739,3	134,7	1 874,0
Thaïlande ⁽⁶⁾	11 259,1	3 118,1	14 377,2	18516,9	2022,1	20 538,9	20 700,0	23340,4	1965,3	25 305,7
Timor-Leste	133,3	70,2	203,5	247,3	92,6	339,9	340,0	299,2	109,6	408,8
Turkménistan	329,8	370,5	700,2	515,5	68,7	584,2	600,0	769,5	42,3	811,8
Ouzbékistan	158,6	-	158,6	-	-	-	-	-	-	-
Viet Nam	299,5	95,1	394,6	607,5	32,1	639,5	339,5	609,2	32,0	641,2
Activités régionales	624,7	-	624,7	150,0	-	150,0	-	200,0	-	200,0
Total Asie et Pacifique	265 581,7	35 995,8	301 577,4	476 444,4	22 867,7	499 312,1	440 767,2	400 311,9	26 605,0	426 917,0

(6) A partir du 1^{er} janvier 2010, la Thaïlande couvre les activités régionales.

Europe	Dépenses 2009			Budget révisé 2009			Budget initial 2011	Budget révisé 2011		
	Budget-Programme	Budget d'appui	TOTAL	Budget-programme	Budget d'appui	TOTAL		Budget-Programme	Budget d'appui	TOTAL
Albanie	305,6	293,6	599,1	-	-	-	-	-	-	-
Arménie	1 270,2	458,0	1 728,3	3 599,2	223,6	3 822,8	3 822,8	3 277,7	169,8	3 447,5
Autriche	653,9	295,0	948,9	-	-	-	-	-	-	-
Azerbaïdjan	3 112,7	1 051,0	4 163,7	5 757,5	480,1	6 237,5	8 954,2	5 434,6	496,4	5 931,0
Bélarus	962,7	483,0	1 445,6	-	-	-	-	-	-	-
Bureau régional en Belgique ⁽⁷⁾	1 347,4	2 424,1	3 771,5	2 435,0	2 360,2	4 795,2	4 641,7	8 198,7	4 444,6	12 643,3
Bosnie-Herzégovine	4 652,4	1 195,4	5 847,8	18 584,9	699,0	19 283,9	21 054,1	16 870,1	643,3	17 513,4
Bulgarie	438,8	358,4	797,1	-	-	-	-	-	-	-
Croatie	3 001,2	414,8	3 416,0	6 009,7	484,9	6 494,6	7 000,0	6 451,8	413,5	6 865,3
Chypre	334,9	489,6	824,5	-	-	-	-	-	-	-
République tchèque	208,2	162,1	370,3	-	-	-	-	-	-	-
France	1 384,4	1 482,4	2 866,8	2 221,6	648,6	2 870,2	2 893,8	-	-	-
Géorgie	31 925,1	2 424,5	34 349,6	60 571,4	1 524,2	62 095,6	29 863,6	17 430,6	1 198,1	18 628,7
Allemagne ⁽⁷⁾	1 083,4	929,2	2 012,6	2 672,9	1 359,7	4 032,6	3 756,9	-	-	-
Grèce	868,9	357,1	1 225,9	-	-	-	-	-	-	-
Bureau régional en Hongrie ⁽⁸⁾	1 373,2	1 768,9	3 142,1	8 035,7	1 652,1	9 687,8	9 936,1	8 488,7	1 294,4	9 783,1
Irlande	143,7	481,9	625,6	386,3	300,9	687,2	619,9	-	-	-
Bureau régional en Italie ⁽⁹⁾	2 505,8	1 932,6	4 438,5	8 806,2	2 874,7	11 680,9	10 958,0	8 111,9	2 578,3	10 690,2
Malte	109,0	199,5	308,5	-	-	-	-	-	-	-
Monténégro	1 749,9	707,8	2 457,7	5 681,4	278,2	5 959,6	5 954,5	5 204,1	269,9	5 474,0
Pologne	336,5	228,4	564,9	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	90,3	-	90,3	-	-	-	-	-	-	-
République de Moldova	826,3	370,1	1 196,4	-	-	-	-	-	-	-
Roumanie	448,7	540,3	989,0	-	-	-	-	-	-	-
Fédération de Russie	9 754,8	1 665,5	11 420,3	23 819,0	1 229,0	25 048,0	28 116,7	22 940,1	1 366,2	24 306,3
Serbie	18 950,8	4 246,0	23 196,7	50 771,3	2 408,5	53 179,8	48 094,6	40 198,7	2 030,3	42 229,0
Slovaquie	523,0	49,3	572,2	-	-	-	-	-	-	-
Slovénie	63,9	-	63,9	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	674,7	634,7	1 309,4	1 082,6	433,9	1 516,5	1 800,5	1 247,3	343,7	1 591,0
Suède	687,0	828,0	1 515,0	1 424,6	807,8	2 232,4	4 023,7	1 848,0	832,2	2 680,2
Suisse	315,3	364,3	679,6	-	-	-	-	-	-	-
ex-République yougoslave de Macédoine	2 134,8	599,9	2 734,8	4 029,4	221,2	4 250,6	3 701,2	3 345,4	167,4	3 512,8
Turquie	4 788,1	2 436,0	7 224,1	15 603,2	1 168,7	16 771,9	23 349,6	15 665,7	1 277,3	16 943,0
Ukraine ⁽¹⁰⁾	1 938,4	1 510,7	3 449,1	11 144,4	447,1	11 591,5	13 100,0	10 454,9	620,5	11 075,4
Royaume-Uni	555,5	892,8	1 448,3	1 151,8	482,6	1 634,4	1 285,4	-	-	-
Activités régionales	599,8	-	599,8	1 070,4	0,5	1 070,9	-	2 579,6	976,9	3 556,5
Total Europe	100 119,2	32 274,8	132 394,1	234 858,5	20 085,5	254 944,0	232 927,3	177 747,9	19 122,8	196 870,7

(7) A partir du 1^{er} janvier 2010, le Bureau régional en Belgique couvre les activités en Suisse (y compris celles du Bureau de liaison). Au 1^{er} janvier 2011, les activités en France, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Autriche seront également couvertes par ce Bureau.

(8) A partir du 1^{er} janvier 2010, le Bureau régional en Hongrie couvre les activités en Bulgarie, en République tchèque, en Pologne, en Roumanie, en Slovaquie et en Slovénie.

(9) A partir du 1^{er} janvier 2010, le Bureau régional en Italie couvre les activités en Albanie, à Chypre, en Grèce et à Malte.

(10) A partir du 1^{er} janvier 2010, le Bureau régional en Ukraine couvre les activités au Bélarus et en République de Moldova.

Amériques	Dépenses 2009			Budget révisé 2009			Budget initial 2011	Budget révisé 2011		
	Budget-Programme	Budget d'appui	TOTAL	Budget-programme	Budget d'appui	TOTAL		Budget-Programme	Budget d'appui	TOTAL
Argentine	3 341,7	1 213,1	4 554,8	4 827,7	587,9	5 415,6	6 150,6	4 594,2	633,7	5 227,9
Brésil	3 051,1	840,2	3 891,3	3 130,9	389,0	3 519,9	3 880,7	4 300,7	483,2	4 783,9
Canada	868,0	571,8	1 439,8	1 485,3	316,7	1 802,0	1 683,3	1 508,1	570,8	2 078,9
Colombie	15 673,5	2 439,8	18 113,3	26 802,1	1 691,3	28 493,4	30 174,1	32 631,4	1 508,4	34 139,8
Costa Rica	1 879,9	838,1	2 718,0	2 114,5	204,2	2 318,7	2 308,7	2 093,6	230,3	2 323,9
Cuba	209,1	-	209,1	-	-	-	-	-	-	-
Equateur	9 381,7	1 557,0	10 938,7	15 209,3	1 212,8	16 422,1	19 995,7	20 688,8	1 106,4	21 795,2
Mexique	1 176,5	513,5	1 690,0	1 402,1	328,4	1 730,5	1 663,4	1 759,6	293,0	2 052,6
Panama ⁽¹¹⁾	1 098,8	1 339,8	2 438,6	5 436,9	1 313,7	6 750,6	6 920,6	5 431,7	1 381,5	6 813,2
Etats-Unis d'Amérique	2 302,2	1 507,1	3 809,3	16 663,9	806,1	17 470,0	5 522,7	8 640,8	1 419,7	10 060,5
Venezuela, République bolivarienne du	2 784,1	1 417,2	4 201,3	6 222,5	526,8	6 749,3	7 474,8	7 689,3	403,6	8 092,9
Total Amériques	41 766,6	12 237,7	54 004,3	83 295,3	7 376,8	90 672,1	85 774,6	89 338,2	8 030,6	97 368,8

(11) Comprend le Bureau du Directeur adjoint pour les Amériques à Panama.

TOTAL TERRAIN	1 273 605,2	188 431,2	1 462 036,4	2 554 960,6	124 108,5	2 679 069,0	2 324 731,7	2 646 307,7	134 467,7	2 780 775,4
----------------------	--------------------	------------------	--------------------	--------------------	------------------	--------------------	--------------------	--------------------	------------------	--------------------

Tableau VIII b

Utilisation des ressources : Ventilation estimative des dépenses de Programmes et d'Appui au programme par programme global (2009-2011) (en milliers de dollars des Etats-Unis)

ACTIVITES Programmes globaux	Dépenses 2009			Budget révisé 2010			Budget initial 2011			Budget révisé 2011		
	Budget-programme	Budget d'appui	Total	Budget-programme	Budget d'appui	Total	Budget-programme	Budget d'appui	Total	Budget-programme	Budget d'appui	Total
ACTIVITES OPERATIONNELLES												
Situation d'urgence relative à la grippe aviaire et à la grippe humaine	1 049,2	-	1 049,2	573,9	-	573,9	-	-	-	-	-	-
Solutions durables	137,1	-	137,1	151,7	-	151,7	151,7	-	151,7	411,7	-	411,7
Projets dans le domaine de l'éducation	7 131,2	-	7 131,2	7 585,5	-	7 585,5	2 459,8	-	2 459,8	5 789,8	-	5 789,8
Environnement	456,5	-	456,5	447,1	-	447,1	447,1	-	447,1	447,1	-	447,1
Projets liés à une situation d'urgence	6 675,0	-	6 675,0	2 713,9	-	2 713,9	2 130,0	-	2 130,0	2 733,0	-	2 733,0
Groupes sectoriels globaux (programmes en faveur des déplacés internes)	761,7	-	761,7	1 432,7	-	1 432,7	-	-	-	1 381,9	-	1 381,9
Projets liés à la santé (VIH/sida, anémie, eau & assainissement)	2 136,6	-	2 136,6	3 251,9	-	3 251,9	2 354,3	-	2 354,3	3 361,0	-	3 361,0
Promotion du droit des réfugiés et du plaidoyer	170,9	-	170,9	266,5	-	266,5	266,5	-	266,5	266,5	-	266,5
Projets liés à la protection / rapatriement librement consenti	3 895,5	-	3 895,5	3 156,8	-	3 156,8	2 617,5	-	2 617,5	3 276,2	-	3 276,2
Projet lié à l'information / aux médias	21 751,1	-	21 751,1	27 996,4	-	27 996,4	18 235,3	-	18 235,3	25 825,1	-	25 825,1
Femmes, enfants et adolescents réfugiés	591,0	-	591,0	961,4	-	961,4	392,0	-	392,0	392,0	-	392,0
Enregistrement / Projet "Profile"	812,0	-	812,0	373,0	-	373,0	400,0	-	400,0	3 056,8	-	3 056,8
Recherche / Evaluation et documentation	274,4	-	274,4	316,5	-	316,5	316,5	-	316,5	316,5	-	316,5
Projets en matière de réinstallation	6 008,2	-	6 008,2	5 372,6	-	5 372,6	2 342,6	-	2 342,6	4 442,6	-	4 442,6
Projets liés à la formation	1 254,2	-	1 254,2	407,0	-	407,0	407,0	-	407,0	1 195,1	-	1 195,1
Divers	298,4	-	298,4	1 559,4	-	1 559,4	1 500,0	-	1 500,0	506,1	-	506,1
Total activités opérationnelles	53 402,9	-	53 402,9	56 566,3	-	56 566,3	34 020,2	-	34 020,2	53 401,3	-	53 401,3
ACTIVITES D'APPUI AU PROGRAMME												
Division des relations extérieures												
- PSFR - Fonds d'investissement et activités		1 795,7	1 795,7	-	2 258,1	2 258,1	-	2 258,1	2 258,1	-	3 958,0	3 958,0
Division de la protection internationale												
- Appui au terrain en matière de réinstallation		62,6	62,6	-	29,4	29,4	-	29,4	29,4	-	00,0	00,0
- Groupes sectoriels globaux (programmes en faveur des déplacés internes - appui au terrain)		26,1	26,1	-	150,0	150,0	-	-	-	-	-	-
Division des systèmes d'information et des télécommunications		5 303,6	5 303,6	-	13 435,9	13 435,9	-	9 721,8	9 721,8	-	14 412,9	14 412,9
Division de l'appui et de la gestion des programmes												
- Appui technique au terrain		4 612,7	4 612,7	-	3 770,6	3 770,6	-	4 055,2	4 055,2	-	4 123,3	4 123,3
- Anémie		32,8	32,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Situation d'urgence relative à la grippe aviaire et à la grippe humaine (appui au terrain)		787,2	787,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Groupes sectoriels globaux (programmes en faveur des déplacés internes - appui au terrain)		303,2	303,2	-	317,3	317,3	-	-	-	-	217,3	217,3
Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement												
- Section de préparation et de réponse aux situations d'urgence (1)		4 700,9	4 700,9	-	4 059,1	4 059,1	-	3 522,5	3 522,5	-	4 868,1	4 868,1
- Section de la sûreté sur le terrain et sécurité - Appui au terrain (1)		8 016,0	8 016,0	-	7 981,0	7 981,0	-	7 259,0	7 259,0	-	8 218,9	8 218,9
- Gestion de l'approvisionnement - Renforcement et appui au terrain (2)		-	-	-	5 175,4	5 175,4	-	3 631,6	3 631,6	-	4 514,6	4 514,6
Division de la gestion des ressources humaines												
- Formation du personnel du HCR		6 031,0	6 031,0	-	8 693,5	8 693,5	-	8 424,0	8 424,0	-	8 909,6	8 909,6
- Coûts spéciaux relatifs au personnel (y compris séparation volontaire)		27 046,4	27 046,4	-	18 000,0	18 000,0	-	18 000,0	18 000,0	-	18 000,0	18 000,0
Total activités d'appui au programme	00,0	58 718,1	58 718,1	-	63 870,4	63 870,4	-	56 901,6	56 901,6	-	67 222,7	67 222,7
TOTAL	53 402,9	58 718,1	112 121,0	56 566,3	63 870,4	120 436,7	34 020,2	56 901,6	90 921,8	53 401,3	67 222,7	120 624,0

(1) Le Service de la sécurité dans les situations d'urgence a été transféré au sein de la nouvelle Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement à partir du 01/07/2009

(2) La gestion des approvisionnement couvre les activités de renforcement sur le terrain ainsi que la plateforme et le Bureau d'appui à Dubai

Tableau IX

Analyse des effectifs globaux (2009-2011)

Postes	Siège				Programmes globaux				Terrain /b				Total		Total						
	P/L	SG	Total	%	P/L	SG	Total	%	P/L	SG	Total	%	Postes	%	P	AP	GA				
(i) Total au 1 ^{er} janvier 2009	396	390	786	15,6%	39	11	50	0,8%	1 059	4 468	5 527	86,9%	6 363	100%	3 459	54,4%	2 401	37,7%	503	7,9%	
(ii) Total au 1 ^{er} janvier 2010	424	405	829	10,7%	36	8	44	0,6%	1 324	5 585	6 909	88,8%	7 782	100%	5 299	68,1%	1 939	24,9%	544	7,0%	
Budget révisé 2011	Afrique de l'Ouest								54	275	329	4,2%	329	4,2%	188	2,4%	141	1,8%			
	Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique								278	1 183	1 461	18,6%	1 461	18,6%	1 186	15,1%	275	3,5%			
	Afrique centrale et Grands Lacs								289	1 179	1 468	18,6%	1 468	18,6%	1 247	15,8%	221	2,8%			
	Afrique australe								62	181	243	3,1%	243	3,1%	162	2,1%	81	1,0%			
	Moyen-Orient et Afrique du Nord								173	784	957	12,2%	957	12,2%	725	9,2%	232	2,9%			
	Asie et Pacifique								222	1 253	1 475	18,7%	1 475	18,7%	1 120	14,2%	355	4,5%			
	Europe								126	558	684	8,7%	684	8,7%	450	5,7%	234	3,0%			
	Amériques								71	288	359	4,6%	359	4,6%	272	3,5%	87	1,1%			
	Programmes globaux					38	9	47	0,6%					47	0,6%			47	0,6%		
	Centre de services globaux	78	144	222	2,8%									222	2,8%			41	0,5%	181	2,3%
	Bureau régional Bruxelles	11	8	19	0,2%									19	0,2%			19	0,2%		
	New York	8	5	13	0,2%									13	0,2%			13	0,2%		
	Siège	346	249	595	7,6%									595	7,6%			261	3,3%	334	4,2%
(iv) Total au 1 ^{er} janvier 2011	443	406	849	10,8%	38	9	47	0,6%	1 275	5 701	6 976	88,6%	7 872	100%	5 350	68,0%	2 007	25,5%	515	6,5%	
2011 (iii) Budget initial 2011	420	402	822	10,6%	36	8	44	0,6%	1 319	5 601	6 920	88,9%	7 786	100%	5 299	68,1%	1 950	25,0%	537	6,9%	

a/ Tous les postes (Administrateurs et Services généraux), y compris ceux projetés pour moins d'une année, à l'exception des Administrateurs auxiliaires et des Volontaires des Nations Unies (Nationaux et internationaux) travaillant pour le HCR.

b/ Comprend les postes au titre des opérations régionales.

GS = Services généraux (y compris administrateurs nationaux)

P/L = Administrateurs

P = Programmes

AP = Appui au Programme

GA = Gestion et administration

Tableau X

Utilisation des ressources : Ventilation des postes par pays à l'intérieur des régions (2009-2011)
(par catégorie de poste)

	Budget révisé 2009			1er juillet 2009			Budget 2010 approuvé par le Comité exécutif			Budget initial 2011			Budget révisé 2011		
	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total
Bénin	4	9	13	4	9	13	6	8	14	6	8	14	7	7	14
Côte d'Ivoire	14	26	40	22	26	48	35	18	53	35	18	53	31	16	47
Gambie	1	4	5	2	4	6	2	3	5	2	3	5	3	3	6
Ghana	17	23	40	18	23	41	22	14	36	22	14	36	14	14	28
Guinée	30	26	56	33	26	59	31	17	48	28	15	43	31	14	45
Libéria	41	29	70	41	27	68	40	20	60	39	20	59	26	18	44
Mali	2	2	4	2	2	4	4	5	9	4	5	9	7	3	10
Nigéria	8	12	20	10	9	19	12	7	19	12	7	19	16	5	21
Sénégal*	9	40	49	17	43	60	59	42	101	61	43	104	42	50	92
Sierra Leone	17	17	34	17	17	34	21	13	34	21	13	34	11	11	22
Togo	5	-	5	7	2	9			-			-			-
Total	148	188	336	173	188	361	232	147	379	230	146	376	188	141	329

* comprend la Plateforme d'appui régional de Dakar et, à partir de 2010, les postes au Burkina Faso, en Guinée-Bissau et au Togo

Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	Budget révisé 2009			1er juillet 2009			Budget 2010 approuvé par le Comité exécutif			Budget initial 2011			Budget révisé 2011		
	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total
Djibouti	4	15	19	9	19	28	29	16	45	29	16	45	24	13	37
Erythrée	1	7	8	1	6	7	5	8	13	5	8	13	7	8	15
Ethiopie	67	51	118	112	51	163	150	45	195	150	45	195	188	48	236
Kenya*	104	98	202	170	111	281	267	82	349	267	82	349	282	92	374
Somalie	35	6	41	64	14	78	109	17	126	109	17	126	69	20	89
Soudan	64	38	102	417	76	493	557	57	614	557	57	614	455	66	521
Ouganda	53	43	96	91	49	140	149	32	181	149	32	181	161	28	189
Total	328	258	586	864	326	1 190	1 266	257	1 523	1 266	257	1 523	1 186	275	1 461

* comprend la Plateforme d'appui régional de Nairobi

Afrique centrale et Grands Lacs	Budget révisé 2009			1er juillet 2009			Budget 2010 approuvé par le Comité exécutif			Budget initial 2011			Budget révisé 2011		
	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total
Burundi	82	40	122	95	41	136	113	27	140	113	27	140	112	26	138
Cameroun	23	13	36	25	13	38	51	22	73	51	22	73	60	9	69
République centrafricaine	4	14	18	16	15	31	33	14	47	33	14	47	53	14	67
Chad	207	53	260	262	53	315	416	40	456	416	40	456	411	54	465
Congo	13	16	29	14	16	30	27	9	36	27	9	36	49	10	59
République démocratique du Congo	153	69	222	237	75	312	312	60	372	312	60	372	367	62	429
Gabon	3	8	11	4	8	12	8	7	15	8	7	15	8	6	14
Rwanda	24	18	42	27	18	45	38	12	50	38	12	50	52	15	67
République-Unie de Tanzanie	98	34	132	143	37	180	146	25	171	145	24	169	135	25	160
Total	607	265	872	823	276	1 099	1 144	216	1 360	1 143	215	1 358	1 247	221	1 468

Afrique australe	Budget révisé 2009			1er juillet 2009			Budget 2010 approuvé par le Comité exécutif			Budget initial 2011			Budget révisé 2011		
	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total
Angola	6	13	19	7	12	19	15	14	29	15	14	29	17	14	31
Botswana	3	5	8	4	4	8	6	6	12	6	6	12	7	4	11
Malawi	5	7	12	6	7	13	9	6	15	9	6	15	11	5	16
Mozambique	11	3	14	10	4	14	14	3	17	14	3	17	14	3	17
Namibie	5	9	14	5	9	14	10	5	15	10	5	15	10	5	15
Afrique du Sud	9	32	41	12	32	44	41	23	64	41	23	64	35	26	61
Zambie	37	21	58	42	20	62	54	16	70	55	15	70	47	16	63
Zimbabwe	5	8	13	5	8	13	18	10	28	18	10	28	21	8	29
Total	81	98	179	91	96	187	167	83	250	168	82	250	162	81	243

TOTAL AFRIQUE	1 164	809	1 973	1 951	886	2 837	2 809	703	3 512	2 807	700	3 507	2 783	718	3 501
----------------------	--------------	------------	--------------	--------------	------------	--------------	--------------	------------	--------------	--------------	------------	--------------	--------------	------------	--------------

Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA)	Budget révisé 2009			1er juillet 2009			Budget 2010 approuvé par le Comité exécutif			Budget initial 2011			Budget révisé 2011		
	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total
Algérie	18	8	26	21	9	30	25	9	34	24	9	33	43	9	52
Egypte	9	23	32	16	25	41	35	14	49	35	14	49	40	18	58
Iraq	5	4	9	101	48	149	166	30	196	163	33	196	175	36	211
Israël	9	3	12	9	4	13	14	4	18	14	4	18	11	4	15
Jordanie	2	11	13	55	40	95	75	26	101	75	26	101	66	26	92
Liban	6	11	17	31	19	50	42	15	57	42	15	57	38	16	54
Jamahiriya arabe libyenne	4	7	11	10	9	19	14	9	23	14	9	23	18	13	31
Mauritanie	1	6	7	11	8	19	13	6	19	14	7	21	16	6	22
Maroc	4	5	9	7	6	13	7	5	12	7	5	12	10	3	13
Arabie saoudite	3	12	15	4	12	16	6	12	18	6	12	18	8	16	24
République arabe syrienne	8	10	18	89	55	144	125	51	176	125	51	176	130	48	178
Tunisie	3	2	5	4	4	8	3	2	5	3	2	5	5	-	5
Emirats arabes unis	1	2	3		21	21	3	17	20	3	17	20	3	22	25
Sahara occidental	-	-	-	24	16	40	49	-	49	49	-	49	55		55
Yémen	39	17	56	56	23	79	77	17	94	77	17	94	107	15	122
TOTAL MENA	112	121	233	438	299	737	654	217	871	651	221	872	725	232	957

Asie et Pacifique	Budget révisé 2009			1er juillet 2009			Budget 2010 approuvé par le Comité exécutif			Budget initial 2011			Budget révisé 2011		
	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total
Afghanistan	249	96	345	243	95	338	281	74	355	281	74	355	283	73	356
Australie et Nouvelle-Zélande	4	5	9	4	5	9	5	5	10	6	5	11	6	4	10
Bangladesh	21	9	30	22	9	31	31	7	38	31	7	38	35	7	42
Cambodge	7	4	11	7	4	11	4	4	8	3	3	6	6	4	10
Chine	15	13	28	15	11	26	21	5	26	21	5	26	14	10	24
Inde	13	14	27	17	14	31	27	14	41	27	14	41	26	14	40
Indonésie	7	12	19	18	12	30	24	9	33	24	9	33	29	11	40
Iran, République islamique d'	75	38	113	74	37	111	106	28	134	106	28	134	102	30	132
Japon	3	10	13	3	10	13	7	9	16	7	9	16	5	11	16
Kazakhstan	5	14	19	6	13	19	13	7	20	13	7	20	15	10	25
Kirghizistan	5	8	13	5	8	13	12	5	17	12	5	17	13	5	18
Malaisie	20	25	45	32	25	57	47	21	68	46	22	68	46	23	69
Mongolie	1	1	2	1	1	2	-	3	3	-	3	3	1	1	2
Myanmar	38	31	69	39	32	71	50	26	76	59	35	94	49	22	71
Népal	34	17	51	45	18	63	72	14	86	71	14	85	83	13	96
Pakistan	123	38	161	209	55	264	206	58	264	206	58	264	193	50	243
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1	4	5	1	4	5	4	2	6	4	2	6	3	3	6
Philippines	1	1	2	1	1	2	1	1	2	1	1	2	25	1	26
République de Corée	2	3	5	2	3	5	4	3	7	6	3	9	4	5	9
Sri Lanka	22	10	32	78	39	117	135	28	163	135	28	163	105	28	133
Tadjikistan	2	4	6	2	4	6	5	5	10	5	5	10	7	5	12
Thaïlande	44	26	70	44	28	72	63	21	84	63	22	85	65	21	86
Timor-Leste	2	2	4	2	2	4	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Turkménistan	1	4	5	1	4	5	3	2	5	2	1	3	3	1	4
Viet Nam	-	2	2	-	2	2	1	1	2	1	1	2	1	1	2
TOTAL ASIE ET PACIFIQUE	695	391	1 086	871	436	1 307	1 123	354	1 477	1 131	363	1 494	1 120	355	1 475

Europe	Budget révisé 2009			1er juillet 2009			Budget 2010 approuvé par le Comité exécutif			Budget initial 2011			Budget révisé 2011		
	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total
Albanie	1	4	5	1	3	4	2	2	4	2	2	4	2	1	3
Arménie	4	7	11	4	9	13	8	6	14	8	6	14	7	6	13
Autriche	4	2	6	4	2	6	4	4	8	4	4	8	2	4	6
Azerbaïdjan	6	10	16	6	11	17	11	8	19	11	8	19	11	8	19
Bélarus	2	4	6	2	6	8	6	3	9	6	3	9	6	3	9
Belgique	6	28	34	6	16	22	6	16	22	6	16	22	6	15	21
Bosnie-Herzégovine	7	19	26	8	19	27	19	12	31	17	12	29	19	13	32
Bulgarie	1	4	5	1	4	5	3	4	7	3	4	7	3	4	7
Croatie	5	6	11	5	6	11	12	7	19	12	7	19	12	7	19
Chypre	1	5	6	1	5	6	3	4	7	3	4	7	3	5	8
République tchèque	1	2	3	1	2	3	2	2	4	2	2	4	2	2	4
France	3	6	9	4	8	12	7	4	11	7	4	11	9	4	13
Géorgie	20	18	38	50	29	79	63	16	79	63	16	79	45	14	59
Allemagne	6	6	12	6	5	11	12	6	18	11	7	18	11	4	15
Grèce	4	5	9	4	3	7	5	4	9	5	4	9	8	3	11
Hongrie	4	13	17	4	13	17	8	10	18	8	10	18	11	9	20
Irlande	1	3	4	1	2	3	2	2	4	2	2	4	2	2	4
Italie	4	15	19	16	15	31	31	20	51	31	20	51	26	15	41
Malte	3	-	3	3	-	3	4	1	5	4	1	5	4	3	7
Monténégro	3	9	12	3	9	12	8	5	13	8	5	13	8	5	13
Pologne	2	2	4	2	2	4	3	3	6	3	3	6	3	2	5
République de Moldova	1	4	5	1	6	7	4	4	8	4	4	8	4	4	8
Roumanie	1	4	5	2	5	7	6	3	9	6	3	9	7	3	10
Fédération de Russie	39	17	56	43	16	59	58	11	69	58	11	69	48	12	60
Serbie	51	55	106	57	57	114	81	42	123	81	42	123	75	40	115
Slovaquie	2	-	2	2	1	3	3	1	4	3	1	4	4	1	5
Espagne	1	6	7	7	6	13	8	5	13	8	5	13	10	4	14
Suède	4	7	11	4	7	11	6	7	13	6	7	13	9	6	15
Suisse	2	2	4	2	2	4	2	2	4	2	2	4	3	2	5
ex-République yougoslave de Macédoine	2	8	10	3	7	10	9	3	12	9	3	12	8	3	11
Turquie	24	29	53	26	31	57	47	17	64	47	17	64	57	14	71
Ukraine	6	11	17	9	13	22	18	7	25	18	7	25	18	7	25
Royaume-Uni	2	6	8	5	6	11	7	5	12	7	5	12	7	9	16
TOTAL EUROPE	223	315	538	293	326	619	468	246	714	465	247	712	450	234	684

Amériques	Budget révisé 2009			1er juillet 2009			Budget 2010 approuvé par le Comité exécutif			Budget initial 2011			Budget révisé 2011		
	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total	P	AP	Total
Bureau régional en Argentine	2	11	13	2	11	13	6	7	13	6	7	13	10	7	17
Brésil	1	7	8	1	7	8	7	5	12	7	5	12	6	4	10
Canada	8	8	16	8	8	16	12	6	18	12	6	18	10	9	19
Colombie	1	-	1	75	24	99	113	18	131	113	18	131	112	15	127
Costa Rica	10	12	22	9	8	17	12	6	18	12	6	18	12	5	17
Equateur	12	24	36	15	21	36	37	16	53	37	16	53	59	11	70
Mexique	5	7	12	4	8	12	7	5	12	7	5	12	8	4	12
Panama*	2	6	8	2	19	21	12	13	25	12	13	25	10	13	23
Bureau régional aux Etats-Unis d'Amérique **	10	10	20	10	10	20	17	9	26	17	9	26	18	12	30
République bolivarienne du Venezuela	9	11	20	9	11	20	22	5	27	22	5	27	27	7	34
TOTAL AMERIQUES	60	96	156	135	127	262	245	90	335	245	90	335	272	87	359

* couvre les postes au titre du Bureau du Directeur adjoint pour les Amériques

** couvre les postes au titre de la République dominicaine

TOTAL TERRAIN	2 254	1 732	3 986	3 688	2 074	5 762	5 299	1 610	6 909	5 299	1 621	6 920	5 350	1 626	6 976
----------------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

Tableau XI

**Postes finances au titre de l'allocation du Budget ordinaire
(au 1^{er} janvier 2011)**

Unité administrative	Administrateurs internationaux et fonctionnaires de rang supérieur								AN	SG	Total 2011
	SGA /SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total			
<u>DIRECTION EXECUTIVE ET GESTION</u>											
Bureau exécutif	2				2			4	1	5	10
Bureau de l'Inspecteur général			2		6			8		4	12
Section des affaires juridiques			1			2		3		2	5
Bureau de l'Ombudsman			1					1		1	2
Bureau de la déontologie			1					1		1	2
Structuration et administration organisationnelles			1		1			2		1	3
Service d'élaboration de la politique générale et de l'évaluation				1				1			1
<u>DIVISION DES RELATIONS EXTERIEURES</u>											
Bureau du Directeur		1					1	2	1	2	5
Service de mobilisation des ressources et de relations avec les donateurs			1	3	3	3	4	14	1	6	21
Secrétariat et Service interinstitutions			1		1	2		4	1	6	11
Service de l'information et des relations avec les médias			1	1		9		11		7	18
Service de collecte des fonds et du secteur privé			1	1			1	3	1	1	5
Section des dossiers et des archives						2		2		11	13
<u>DIVISION DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DES TELECOMMUNICATIONS</u>											
		1		1	1			3		6	9
<u>DIVISION DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES</u>											
Bureau du Directeur		1	1		1	1		4		4	8
Personnel et administration									1	1	2
Section de gestion des carrières				1	2	5		8		9	17
Section du recrutement et du placement				1	1			2	1	8	11
Section de la politique générale				1		1		2	2	3	7
Bien-être du personnel						2		2		1	3
Service médical				1		1		2	3	5	10
<u>DIVISION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE</u>											
Bureau du Contrôleur et Directeur		1	1	2	1	1		6		4	10
Service du Budget-Programme			1					1	1	5	7
Section de la trésorerie				1	1			2	2	2	6
Section des services généraux				1		3		4	1	17	22
Total	2	4	13	15	20	33	5	92	16	112	220

Tableau XII a

Récapitulatif des activités de formation au HCR en 2009 ¹

Type de formation	Personnel du HCR			Totaux
	Global/ régional	Par pays/centre d'apprentissage	Partenaires d'exécution ²	
Programme d'apprentissage de longue durée				
Programme d'apprentissage à la gestion (MLP)	57	-	-	57
Programme d'apprentissage à la protection (PLP & facilitation PLP)	178	-	35	213
Programme d'apprentissage à la gestion organisationnelle (OMLP)	32	-	-	32
Programme de gestion des données organisationnelles (ODMLP)	176	-	53	229
Cours intensifs (à distance/mixtes/ateliers)				
Intégration des critères d'âge, de genre et de diversité	172	5	23	200
Informatique (sauf MSRP)	67	50	6	123
Communication	-	135	64	199
Rédaction (écriture efficace)	95	-	-	95
Gestion des situations d'urgence	146	0	57	203
<i>Focus</i>	1 319	211	5	1 535
Ressources humaines (ne comprend pas la mise en oeuvre de la gestion de la performance révisée)	247	283	60	590
Introduction à MSRP ³	44	48	-	92
Linguistique ⁴	305	-	-	305
Contrôle (Bureau de l'Inspecteur général)	53	-	-	53
Mise en oeuvre de la gestion de la performance (PAMS) ⁵	192	5 000	-	5 192
Gestion des programmes	59	185	1 002	1 246
Protection ⁶	425	818	3 740	4 983
Information	315	45	28	388
Enregistrement (<i>Profile</i>) (reflété dans le programme ODMLP ci-dessus)	-	-	-	-
Gestion des ressources (Finances, admin. & gestion de l'approvisionnement, y compris en lien avec MSRP)	272	153	22	447
Conseillers pour l'instauration du respect sur le lieu de travail (Médiation)	-	-	-	-
Sécurité	135	201	50	386
Formation technique/sectorielle ⁷	22	-	87	109
Formation à l'extérieur	130	-	24	154
TOTAL	4 441	7 134	5 256	16 831

1. Ce tableau, bien qu'il s'efforce de récapituler l'apprentissage dans l'ensemble de l'Organisation, ne reflète pas la totalité des activités de formation initiées localement ou en association avec les partenaires d'exécution. Le HCR encourage l'apprentissage sur le lieu de travail tel que l'encadrement, les missions guidées, la formation en cours d'emploi et les autres types de formation continue et flexible qui sont trop nombreuses pour être indiquées ici.

2. Comprend les ONG, les gouvernements et les autres agences des Nations Unies

3. Gestion des systèmes et des ressources.

4. Statistiques sur l'apprentissage des langues sur le terrain non disponibles.

5. Chiffres de formation sur le terrain estimatifs étant donné la nature de la mise en oeuvre globale.

6. Comprend la réinstallation mais n'inclut pas un grand nombre d'activités liées à la promotion du droit des réfugiés au niveau local ni le Programme d'apprentissage à la protection.

7. Comprend l'eau, les vivres, la santé, l'assainissement et l'aménagement de camps et de sites.

Tableau XII b

Ventilation des budgets au titre des activités globales de formation en 2009 (en milliers de dollars des Etats-Unis)

<i>Secteur de formation</i>	<i>Budget révisé 2009</i>	<i>Budget 2010</i>	<i>Budget initial 2011</i>
Protection	1,274.31	1,322.00	1,302.30
Opérations	573.96	845.00	1,027.20
Gestion et direction	790.00	1,193.41	1,100.66
Relations extérieures	120.00	395.50	208.00
Appui au terrain	-	500.00	540.00
Situations d'urgence et sécurité	1,101.61	1,546.59	1,562.36
Gestion des ressources	515.00	930.50	495.60
Conception et exécution de l'apprentissage	1,010.35	1,209.74	507.00
Administration et appui au personnel	0.00	0.00	656.36
Formation à l'extérieur	138.50	138.50	138.50
Compétences spécialisées	513.50	710.50	764.80
Communications, technologie de l'information et formations obligatoires	300.00	496.00	781.72
Ressources humaines	445.00	691.68	877.14
Gestion de la performance	1,087.80	60.00	143.00
TOTAL	7,870.03	10,039.42	10,104.64

Annexe I

Suite donnée aux observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le Budget-programme biennal pour 2010-2011

1. Cette annexe présente les commentaires du HCR sur les observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) sur le Budget-programme biennal pour 2010-2011 (A/AC.96/1068) tel qu'exposé dans le Rapport du CCQAB (A/AC.96/1068/Add.1).

2. Observation du CCQAB : *Selon le Comité consultatif, la nouvelle structure soulève un certain nombre de questions, telles que le moyen d'établir des priorités et l'impact sur la capacité du Haut Commissaire à répondre aux situations nouvelles* (par. 9).

Commentaire du HCR : L'établissement de priorités s'effectue à différents stades du cycle de programmation, c'est-à-dire lors de la planification d'un programme par pays, compte tenu des priorités stratégiques globales et des défis particuliers dictés par les réalités du terrain dans un pays donné. On peut également établir des priorités dans la mise en oeuvre d'un programme en raison de la mise à disposition de ressources inférieures aux prévisions. En outre, comme le suggère le CCQAB, une modification des situations, par exemple un afflux soudain de réfugiés, peut également demander une redéfinition des priorités d'action. Dans ce dernier cas, la capacité du HCR à répondre est facilitée par sa Réserve des opérations et, si nécessaire, par un appel supplémentaire (Budget). Ces développements ont un impact évident sur la poursuite des objectifs établis par pays. Ces réalités toutefois pourraient exiger une réponse en dehors de la structure budgétaire actuelle. Les situations d'urgence, jusqu'à ce qu'elles soient plus ou moins sous contrôle, ont priorité sur la réalisation d'objectifs établis dans le pays et auront une incidence sur la réalisation des buts annoncés.

3. Observation du CCQAB : *Le Comité craint que des divergences n'apparaissent dans la présentation des besoins entre les différents documents dans la mesure où le budget proposé se fonde sur l'évaluation des besoins globaux sur le terrain alors que le processus d'appels consolidés conduit par le Bureau de la coordination des affaires humanitaire se fonde toujours sur la disponibilité de fonds prévue. Après enquête, le Comité a été informé que l'harmonisation avec l'OCHA pourrait prendre de un à deux ans. Le Comité estime qu'il est impérieux d'exercer un jugement sain et d'instaurer une coordination au cours du processus pour veiller à ce que les donateurs entendent des messages congruents de la part des différentes institutions* (par. 9).

Commentaire du HCR : Suite à des consultations entre l'OCHA et les coordonnateurs résidents concernés, les budgets, selon les évaluations des besoins globaux du HCR, ont été inclus dans 14 des 16 appels consolidés en 2009 et dans tous les appels consolidés en 2010. Il convient encore de sensibiliser les coordonnateurs résidents sur l'approche budgétaire du HCR basée sur les besoins. Le HCR espère que d'autres institutions, ainsi que l'OCHA en particulier, comprendront le bien-fondé d'une approche se fondant sur les besoins.

4. Observation du CCQAB : *Le financement et l'affectation des contributions aux activités du HCR constitue une autre source de préoccupation. Le Comité consultatif rappelle que la nouvelle structure budgétaire proposée a pour but de traduire un objectif commun consistant à améliorer la prévisibilité et réduire l'affectation des fonds pour les opérations du HCR* (A/AC.96/1040/Add.1, par. 15). *Toutefois, de l'avis du Comité consultatif, compte tenu du déficit de financement dont le HCR a fait l'expérience, si la*

répartition des ressources en quatre éléments peut certes garantir le financement des programmes pour les réfugiés et les apatrides (piliers 1 et 2), il pourrait également renforcer l'affectation des fonds par les donateurs en induisant un financement insuffisant des projets globaux pour la réintégration et les déplacés internes (piliers 3 et 4). Le Comité consultatif encourage le HCR à poursuivre ses efforts en matière de collecte de fonds et de relations avec les donateurs pour veiller à ce que tous les groupes nécessaires soient couverts (par. 10)

Commentaire du HCR : Comme le souligne le CCQAB, la stratégie de collecte des fonds du HCR vise notamment à accroître autant que faire se peut le niveau de prévisibilité des fonds et à réduire l'affectation des contributions. La structure budgétaire, entre autres, s'efforce d'établir une distinction entre les activités touchant au mandat du HCR, soit les réfugiés (pilier 1) et les apatrides (pilier 2) et d'autres activités non essentielles, soit la réintégration (pilier 3) et les déplacés internes (pilier 4). Bien qu'on ait pu penser que la nouvelle structure budgétaire pourrait favoriser non intentionnellement un accroissement de l'affectation des fonds du fait de la nature des projets à financer au titre des piliers 3 et 4, cela n'a pas été le cas. De plus en plus, le HCR travaille avec les déplacés internes. En conséquence, certains des principaux donateurs qui, dans le passé, n'ont pas voulu allouer des fonds aux déplacés internes ou ne voulaient pas voir les fonds non affectés utilisés pour les déplacés internes ne sont plus aujourd'hui opposés à cette utilisation des fonds. En outre, certains grands donateurs affectent leurs contributions à l'ensemble des quatre piliers. En vertu de la nouvelle structure budgétaire, et à première vue, le mode d'affectation des fonds semble relativement inchangé. Les donateurs clés continuent à affecter les fonds comme auparavant. Le HCR établit une distinction entre contribution non restrictive (non affectée); légèrement affectée (régionale), et strictement affectée (par pays et par province). En juin 2010, soit à la mi-année programme, il n'était pas encore possible de confirmer les tendances au niveau de l'affectation des fonds sur la base de données statistiques fiables mais la structure globale semblait la même qu'en 2009, soit 18 pour cent d'affectations non restrictives, 25 pour cent légèrement affectées et 57 pour cent strictement affectées.

5. Observation du CCQAB : *En outre, des efforts pour améliorer la gestion de l'approvisionnement et l'augmentation proposée de 39 postes connexes ne sont pas clairement expliqués dans le document budgétaire (ibid par. 56 à 60) (par. 25).*

Commentaire du HCR : Le budget révisé actuel s'efforce de préciser les améliorations apportées à la gestion de l'approvisionnement et à l'utilisation de ces postes (section E. 1. de la première partie).

6. Observation du CCQAB : *La valeur ajoutée de la régionalisation et des rôles des bureaux régionaux aurait également pu être mieux illustrée. Le Comité escompte que le HCR continuera de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des initiatives et d'en informer le Comité exécutif (par. 25).*

Commentaire du HCR : Le HCR est très avancé dans ses préparatifs pour étudier ses efforts en matière de régionalisation. Au cours de l'année à venir, une évaluation de la régionalisation/décentralisation aura lieu pour examiner l'impact, y compris les gains d'efficacité et, si nécessaire, rationaliser et peaufiner les structures d'exécution.

7. Observation du CCQAB : *Le CCQAB a exprimé toute une série d'observations et de réserves eu égard à une révision importante du Règlement de gestion du HCR tel que proposé dans le document EC/60/SC/CRP.24 (par. 32).*

Commentaire du HCR : A la lumière des commentaires du CCQAB, seule une légère révision a été effectuée pour tenir compte de la nouvelle structure du budget biennal (A/AC.96/503/Rev.9). Le HCR passe actuellement en revue les développements pour

harmoniser les règles et réglementations financières avec un certain nombre d'organisations des Nations Unies.

8. Observation du CCQAB : *Dans le document budgétaire actuel, il est indiqué que les programmes globaux pour les réfugiés et les apatrides (piliers 1 et 2) sont nettement séparés des projets pour la réintégration et les déplacés internes (piliers 3 et 4) par des pare-feux efficaces. Les fonds reçus pour les programmes ne peuvent être déplacés vers les projets de réintégration ou vers les déplacés internes (A/AC.96/1068, par. 28). Le Comité consultatif recommande au HCR de préciser les transferts pouvant être réalisés entre les deux ensembles de piliers (par. 32).*

Commentaire du HCR : Dans la dernière révision du Règlement de gestion (AAC.96/503/Rev.9) les anciennes dispositions permettant au Haut Commissaire de procéder à des transferts entre allocations depuis la Réserve des opérations vers d'autres éléments du Budget annuel sont maintenues : « Le Haut Commissaire peut opérer des transferts d'ouvertures de crédits de la Réserve des opérations sur d'autres éléments du Budget annuel aux fins prévues à l'article 6.7, à la condition que le montant débloqué pour un seul programme ou projet ne dépasse pas 10 millions de dollars au cours d'une année donnée » (6.9).

Annexe II

Structure organisationnelle du HCR - 2010

